



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



Rapport annuel 2014

Rapport annuel 2014



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Vienne, 2015

Rapport annuel de l'ONUDI 2014

© ONUDI 2015. Tous droits réservés.

La version originale anglaise du présent document n'a pas été revue par les services d'édition de l'Organisation des Nations Unies. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ou de leur système économique et degré de développement. Les appellations "développé", "industrialisé" ou "en développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement de tel ou tel pays ou telle ou telle zone. La mention dans le texte de la raison sociale ou des produits d'une société n'implique aucune prise de position en leur faveur de la part de l'ONUDI.

La présente édition du *Rapport annuel* répond aux exigences d'établissement de rapports relatives à la résolution 67/226 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et au cadre de programmation à moyen terme de l'ONUDI pour la période 2010-2013 approuvé par la Conférence générale dans ses décisions GC.14/Dec.18 et GC.15/Dec.17, tel que modifié par l'examen à mi-parcours.

Sauf indication contraire, toutes les références monétaires sont libellées en dollars des États-Unis et les références en "tonnes" s'entendent de tonnes métriques.

Photos © UNIDO, UN Photo, UN Women, IFPRI, iStock.com, J. Castelino, OXFAM/Ivan Muñoz.

Publication réalisée par la Section des publications, de la bibliothèque et des services en anglais de l'Office des Nations Unies à Vienne.

Les pages intérieures de la présente publication sont imprimées sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council (chaîne de traçabilité) et le Système de reconnaissance des certifications forestières (chaîne de traçabilité).

L'intégralité du présent *Rapport* et les appendices sont disponibles en ligne à l'adresse: www.unido.org.

ISSN 1020-7651

Distribution: GÉNÉRALE

IDB.43/2-PBC.31/2 2015

Français

Original: ANGLAIS

APPENDICES (disponibles en ligne à l'adresse: www.unido.org)

Statistiques opérationnelles • Projets approuvés au titre des contributions volontaires • Coopération technique avec les pays les moins avancés (PMA) • Programme ordinaire de coopération technique • Nominations de personnel au titre de contrats de service individuels • Accords et autres arrangements conclus en 2014 • Présentations de pays/ séminaires organisés par les bureaux de promotion des investissements et de la technologie • Achats • Représentation hors siège • Vue d'ensemble du personnel de l'ONUDI • Perfectionnement du personnel • Statistiques industrielles • Liste des activités de coopération technique

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	v
Bref regard sur l'ONUDI	vii
États membres de l'ONUDI	viii
1. ORIENTATIONS GÉNÉRALES ET GESTION	
Orientations prioritaires	1
Le programme de développement pour l'après-2015	1
Mise en œuvre opérationnelle de programmes de développement industriel inclusif et durable pour promouvoir des partenariats entre pays	2
Affinement et alignement de la structure organisationnelle	3
Gros plan: répondre à la diversité des besoins des États membres	4
L'ONUDI et les pays les moins avancés	5
L'ONUDI et les petits États insulaires en développement	6
L'ONUDI et les pays sans littoral	6
L'ONUDI et les pays à revenu intermédiaire	6
L'ONUDI et les pays du groupe BRICS	6
L'ONUDI et les pays à économie en transition	6
L'ONUDI et les pays industrialisés	7
Ressources et gestion	7
Financement	7
Approbation et suivi des programmes	9
Évaluation	9
Personnel	10
Services d'appui	11
Sensibilisation et communication	11
2. PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT	12
L'ONUDI et les Nations Unies	13
Unis dans l'action	13
Fonds pour l'environnement mondial	13
Institutions spécialisées et programmes des Nations Unies	13
Partenaires nationaux et internationaux de développement	14
Partenariats avec l'industrie	16
Partenariats avec le monde universitaire	17
Activités et représentation de l'ONUDI au niveau régional	19
Programmes régionaux et programmes de pays	19
Bureaux de l'ONUDI à New York, à Genève et à Bruxelles	22
Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire	24

3. UNE INDUSTRIE INCLUSIVE	26
L'agribusiness et le développement rural	27
Les agro-industries	28
Développement rural	29
Sécurité alimentaire	31
Industries textiles	32
Développement de l'entrepreneuriat inclusif	33
Les femmes et le développement industriel	33
Emploi des jeunes	37
Sécurité humaine et relèvement postcrise	39
4. COMPÉTITIVITÉ DE L'INDUSTRIE	42
Investir dans les technologies et les entreprises	43
Bureaux de promotion des investissements et de la technologie	44
Bourses de sous-traitance et de partenariat	44
Acquérir un avantage concurrentiel	45
Regroupements de PME	45
Compétitivité des entreprises	47
Le chemin de la réussite	52
Développement des compétences	52
Assurance qualité	53
Normalisation et métrologie	54
Politique, recherche et statistiques	55
Recherche	55
Conseils stratégiques	56
Statistiques industrielles	58
5. INDUSTRIE DURABLE	60
Industries économes en ressources et à faible émission de carbone	61
Plate-forme pour l'industrie verte	61
Production propre	62
Production propre et économe en ressources	62
Gestion des déchets	63
Leasing chimique	64
Gestion de l'eau	65
Accès à une énergie propre	68
Énergie renouvelable	68
Utilisation rationnelle de l'énergie industrielle	71
Accords multilatéraux relatifs à l'environnement	74
Protocole de Montréal	74
Convention de Stockholm	76
Abréviations	78



C'est un grand plaisir pour moi de vous présenter le *Rapport annuel de l'ONUDI pour 2014, première année pleine pendant laquelle j'ai été à la tête de cette importante Organisation.*

L'année 2014 a été riche en événements pour l'ONUDI, notamment avec la mise en route du nouveau mandat de développement industriel inclusif et durable qui lui a été unanimement assigné par ses États membres dans la Déclaration de Lima, déclaration historique adoptée par la Conférence générale à sa quinzième session en décembre 2013. Pour mettre l'Organisation sur la bonne voie et lui permettre de répondre aux grandes attentes exprimées par les États membres dans la Déclaration, j'ai fixé, pour l'année 2014, trois objectifs critiques en matière de stratégies, d'opérations et de gestion. Il m'est agréable de témoigner que des progrès considérables ont été accomplis dans tous les domaines, et de vous faire connaître, dans le présent *Rapport annuel*, les réalisations qui ont pu être obtenues dans ce cadre.

Sur le plan stratégique, j'ai eu à cœur, au niveau mondial, de faire mieux comprendre et reconnaître l'importance du développement industriel inclusif et durable pour la croissance et le développement économiques, ainsi que d'encourager son intégration dans les objectifs de développement durable et le programme de développement pour l'après-2015. À cette fin, l'ONUDI a renforcé son dialogue avec les États membres et d'autres partenaires et acteurs des capitales de toutes les régions, pour les convaincre de l'intérêt de ce type de développement et pour contribuer de manière appréciable aux processus mondiaux de définition des objectifs de développement

durable et du programme de développement pour l'après-2015. Je constate ainsi avec grand plaisir que le Groupe de travail ouvert chargé d'établir les objectifs de développement durable a fait de l'industrialisation durable et inclusive, de la mise en place d'une infrastructure résiliente et de la promotion de l'innovation, l'Objectif 9 défini dans son document final, qui sert de base aux négociations intergouvernementales menées actuellement pour mettre la dernière main au cadre pour l'après-2015. Je constate également avec satisfaction que notre engagement s'est poursuivi sur l'année en cours et que l'ONUDI continue de participer à tous les processus devant conduire au lancement du nouveau programme de développement en septembre 2015.

Sur le plan opérationnel, je me suis employé à introduire une modalité nouvelle et innovante de prestation des services de l'ONUDI fondée sur le partenariat, l'objectif étant d'établir une passerelle entre les interventions de l'Organisation et celles d'autres partenaires de développement, pour favoriser ainsi des synergies plus fortes et accroître l'impact des services fournis sur le développement. Aussi, tout en continuant d'assurer une prestation de services de qualité dans le cadre de ses programmes traditionnels de coopération technique et d'appui aux politiques, l'ONUDI a mis en place, en 2014, une méthodologie novatrice visant à rendre plus efficace, au travers d'un nouveau Programme de partenariats entre pays, l'appui qu'elle fournit aux États membres. Ce modèle de partenariat a été mis au point en juin à l'occasion d'un forum sur le développement industriel inclusif et durable, en concertation avec des représentants

de haut niveau des gouvernements, du secteur privé, des organismes bilatéraux et multilatéraux de développement et de financement, des milieux universitaires et de la société civile. Il a par la suite été lancé dans deux pays pilotes, l'Éthiopie et le Sénégal, à l'issue d'un deuxième forum sur le développement industriel inclusif et durable auquel ont participé environ 450 personnes, dont les Premiers Ministres des pays pilotes, le Secrétaire général de l'ONU et le Président de la Banque mondiale. Le Programme de partenariats entre pays repose sur une approche intégrée et globale conçue pour répondre aux besoins des États membres dans le domaine du développement industriel, en adéquation avec les stratégies nationales d'industrialisation et les trois dimensions — économique, sociale et environnementale — du développement. J'ai la ferme intention d'élargir cette approche aux services que fournit l'ONUDI dans d'autres pays et dans d'autres régions.

Sur le plan de la gestion, je me suis engagé à accroître encore l'efficacité et l'efficacités de nos interventions, de sorte que l'ONUDI offre les meilleurs services possibles aux États membres et à ses autres partenaires. Dans ce contexte, j'ai mis sur pied, en début d'année, une équipe spéciale composée de hauts responsables, qui a été chargée d'examiner et de réviser notre structure organisationnelle et nos méthodes de gestion. Cet exercice a permis de rationaliser la formulation et l'approbation des programmes et projets de l'Organisation, de renforcer ses relations externes et ses partenariats avec les donateurs, ses services de conseil stratégique et ses fonctions de représentation hors siège, assurant ainsi une cohérence plus forte entre le siège et les bureaux extérieurs. Il a également favorisé le déploiement de notre nouvelle approche de partenariat fondée sur le Programme de partenariat entre pays. Au-delà de ces mesures, nous avons continué à prendre en compte dans nos activités les questions relatives à l'égalité des sexes, à l'éthique et à l'évaluation. En affinant ainsi nos systèmes de gestion, ce qui, à mes yeux, devrait se faire de façon continue et non ponctuelle, mon dessein est de faire en sorte que notre Organisation continue d'accroître sa transparence et d'améliorer son respect du principe de responsabilité. L'expansion des fonctionnalités de notre progiciel de gestion intégré y contribuera sans doute au cours des années à venir, mais je pense

aussi qu'il nous faudra renforcer notre engagement direct avec nos partenaires. C'est pourquoi, pour la première fois dans l'histoire de l'ONUDI, j'ai pris l'initiative d'organiser, en novembre 2014, une réunion entre l'Organisation et ses donateurs, et, au vu des réactions positives que cette rencontre a suscitées, je compte l'inscrire comme manifestation annuelle dans notre programme d'activités.

De toute évidence, l'ensemble des activités menées et des services fournis par l'ONUDI en 2014 va bien au-delà du succès de la mise en œuvre des trois grandes orientations que j'ai définies pour l'année. C'est pourquoi je vous encourage à lire le présent *Rapport* dans son intégralité. Vous y verrez que l'ONUDI continue d'agir sur tous les fronts du développement industriel inclusif et durable et de répondre à la diversité des besoins exprimés par les États membres. Les services de l'ONUDI, comme le montre le *Rapport*, sont pleinement alignés, d'une part, sur le cadre de programmation à moyen terme 2010-2013, dont les organes directeurs ont décidé de prolonger la validité jusqu'à fin 2015, d'autre part, sur les recommandations issues de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

Le plus long des voyages commence toujours par un premier pas. Je me réjouis donc de constater que nous avons fait de nombreux pas dans la direction indiquée par la Déclaration de Lima pour nous acquitter de notre mandat. Nous ne nous arrêterons pas en si bon chemin, et nous restons persuadés qu'au cours des années à venir notre succès sera encore plus grand lorsque notre nouveau mandat se trouvera fortement intégré au nouveau programme de développement et que les nombreux services que nous fournissons aux États membres les aideront à atteindre l'objectif de développement industriel inclusif et durable qui leur est cher. Nous sommes également conscients que notre succès sera d'autant plus grand que nous adopterons une approche fondée sur le partenariat, car l'ampleur et la diversité des défis auxquels nos États membres doivent faire face dans leur marche vers un développement industriel inclusif et durable montrent combien est nécessaire l'approche multipartite que nous avons choisie de suivre dans nos programmes et interventions.

**Le Directeur général de l'ONUDI,
LI Yong**

BREF REGARD SUR L'ONUDI

L'ONUDI, créée en 1966, est devenue une institution spécialisée des Nations Unies en 1985. Au 31 décembre 2014, elle comptait 171 États membres et employait 684 fonctionnaires au siège et dans d'autres bureaux. • Le Directeur général de l'ONUDI, LI Yong (Chine), a été nommé par la Conférence générale à sa deuxième session extraordinaire (28 juin 2013) pour un mandat de quatre ans. • Le montant total prévu des opérations de l'ONUDI pour 2014-2015 était de 495,3 millions d'euros. La valeur du portefeuille des programmes et des projets en cours a enregistré un nouveau record de 489,6 millions de dollars des États-Unis. En 2014, la valeur des activités de coopération technique a atteint 171,2 millions de dollars. • L'objectif primordial de l'Organisation est de promouvoir le développement industriel inclusif et durable des pays en développement et des économies en transition. À cette fin, l'ONUDI favorise également la coopération aux niveaux mondial, régional et national, de même qu'au niveau sectoriel. • Outre son siège à Vienne, l'ONUDI a des bureaux à Bruxelles, à Genève et à New York. Sa représentation hors siège comprend 30 bureaux régionaux et bureaux de pays, ainsi que 17 comptoirs, qui desservent 116 pays. L'ONUDI a des bureaux de promotion des investissements et de la technologie dans six pays et gère ses 56 centres et programmes nationaux pour une production plus propre en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement. • L'ONUDI a deux organes directeurs: la Conférence générale, qui se réunit tous les deux ans, et le Conseil du développement industriel, qui se réunit une fois par an. Le Comité des programmes et des budgets est un organe subsidiaire du Conseil du développement industriel; il se réunit une fois par an. • La Conférence générale est l'organe directeur suprême de l'Organisation. Elle définit les principes directeurs et les orientations, approuve le budget et le programme de travail de l'ONUDI et nomme le Directeur général. Sa seizième session est prévue du 30 novembre au 4 décembre 2015. • Le Conseil du développement industriel, qui compte 53 membres, examine la mise en œuvre du programme de travail et l'exécution des budgets ordinaire et opérationnel, et fait des recommandations à la Conférence générale au sujet des orientations générales et de la nomination du Directeur général. La quarante-deuxième session du Conseil a eu lieu les 25 et 26 novembre 2014. • Le Comité des programmes et des budgets, qui comprend 27 membres, aide le Conseil à élaborer et à examiner le programme de travail, les budgets et d'autres questions financières. La trentième session du Comité s'est tenue les 25 et 26 juin 2014.

ÉTATS MEMBRES DE L'ONUDI¹

Afghanistan	Chili	Grenade
Afrique du Sud	Chine	Guatemala
Albanie	Chypre	Guinée
Algérie	Colombie	Guinée-Bissau
Allemagne	Comores	Guinée équatoriale
Angola	Congo	Guyana
Arabie saoudite	Costa Rica	Haïti
Argentine	Côte d'Ivoire	Honduras
Arménie	Croatie	Hongrie
Autriche	Cuba	Inde
Azerbaïdjan	Danemark	Indonésie
Bahamas	Djibouti	Iran (République islamique d')
Bahreïn	Dominique	Iraq
Bangladesh	Égypte	Irlande
Barbade	El Salvador	Israël
Bélarus	Émirats arabes unis	Italie
Belgique	Équateur	Jamaïque
Belize	Érythrée	Japon
Bénin	Espagne	Jordanie
Bhoutan	Éthiopie	Kazakhstan
Bolivie (État plurinational de)	Ex-République yougoslave de Macédoine	Kenya
Bosnie-Herzégovine	Fédération de Russie	Kirghizistan
Botswana	Fidji	Koweït
Brésil	Finlande	Lesotho
Bulgarie	France	Liban
Burkina Faso	Gabon	Libéria
Burundi	Gambie	Libye
Cabo Verde	Géorgie	Luxembourg
Cambodge	Ghana	Madagascar
Cameroun	Grèce	Malaisie

Malawi	Portugal	Suisse
Maldives	Qatar	Suriname
Mali	République arabe syrienne	Swaziland
Malte	République centrafricaine	Tadjikistan
Maroc	République de Corée	Tchad
Maurice	République de Moldova	Thaïlande
Mauritanie	République démocratique du Congo	Timor-Leste
Mexique	République démocratique populaire lao	Togo
Monaco	République dominicaine	Tonga
Mongolie	République populaire démocratique de Corée	Trinité-et-Tobago
Monténégro	République tchèque	Tunisie
Mozambique	République-Unie de Tanzanie	Turkménistan
Myanmar	Roumanie	Turquie
Namibie	Rwanda	Tuvalu
Népal	Sainte-Lucie	Ukraine
Nicaragua	Saint-Kitts-et-Nevis	Uruguay
Niger	Saint-Vincent-et-les Grenadines	Vanuatu
Nigéria	Samoa	Venezuela (République bolivarienne du)
Norvège	Sao Tomé-et-Principe	Viet Nam
Oman	Sénégal	Yémen
Ouganda	Serbie	Zambie
Ouzbékistan	Seychelles	Zimbabwe
Pakistan	Sierra Leone	
Panama	Slovaquie	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Slovénie	
Paraguay	Somalie	
Pays-Bas	Soudan	
Pérou	Sri Lanka	
Philippines	Suède	
Pologne		

¹ Au 31 décembre 2014.

ORIENTATIONS GÉNÉRALES ET GESTION

Au lendemain de l'adoption, par la Conférence générale à sa quinzième session en décembre 2013, de la Déclaration de Lima: vers un développement industriel inclusif et durable, l'ONUDI est entrée dans l'année 2014 — la toute première sous la direction du nouveau Directeur général — avec trois objectifs essentiels de gestion: le positionnement du concept de développement industriel inclusif et durable dans tous les processus consacrés à la définition du programme de développement pour l'après-2015; la mise en œuvre opérationnelle du nouveau mandat résultant de la Déclaration de Lima relatif au développement industriel inclusif et durable; et le renforcement des initiatives de gestion visant à maximiser les gains d'efficacité et d'efficience. L'objet du présent chapitre est de montrer comment l'ONUDI a réussi à atteindre ces objectifs en instaurant résolument, avec tous les acteurs et tous ses partenaires, un dialogue mondial autour de son nouveau mandat universel, en mettant en place un vigoureux programme de partenariat en faveur du développement industriel inclusif et durable, et en réalisant toute une série de gains d'efficacité qui se sont traduits par des améliorations dans les procédures opérationnelles et la structure du secrétariat.



ORIENTATIONS PRIORITAIRES

Le programme de développement pour l'après-2015

“Dans le cadre de l’élaboration du programme de développement pour l’après-2015, il importe tout particulièrement d’impulser, de manière globale, équilibrée et coordonnée, une dynamique de développement économique, social et environnemental qui tienne compte des résultats de la Conférence Rio+20. Le programme de développement pour l’après-2015 doit non seulement s’appuyer sur les objectifs du Millénaire pour le développement, mais aussi nous permettre, d’une part, de tendre la main à ceux qui continuent de vivre dans la misère et d’être marginalisés et laissés pour compte et, d’autre part, d’améliorer de manière significative leurs conditions de vie.

Le Groupe des 77 et la Chine

Les objectifs du Millénaire pour le développement arrivant à leur terme fin 2015, le système des Nations Unies s’est résolument employé au cours de l’année à négocier un nouveau cadre international de développement qui doit leur succéder face aux défis à relever après 2015.

Dans ce contexte, l’une des priorités stratégiques majeures de l’ONU DI a été d’obtenir que, par son intégration au nouveau cadre d’objectifs de développement durable, son mandat de développement industriel inclusif et durable reste au cœur du large éventail d’objectifs de développement international à atteindre. Elle y est parvenue en faisant inscrire comme objectif 9 dans le document final du Groupe de travail ouvert chargé de proposer un ensemble d’objectifs de développement durable que l’Assemblée générale examinera à sa soixante-huitième session, la promotion d’une industrialisation durable qui profite à tous, la mise en place d’une infrastructure résiliente et la promotion de l’innovation. Elle a reçu un appui sans réserve de ses États membres, au travers de leur participation au débat aux niveaux national et régional, ainsi que des efforts entrepris par les missions permanentes à Vienne comme à New York, où 37 Représentants permanents ont constitué un groupe des “Amis d’un développement industriel inclusif et durable”. Les 17 objectifs ambitieux proposés servent de base aux négociations intergouvernementales prévues en 2015 pour l’élaboration finale du cadre de développement international de l’après-2015.

Au cours de l’année, l’ONU DI a pris une part active aux nombreux autres processus de formulation du programme de développement pour l’après-2015, en coopération étroite avec le Secrétaire général de l’ONU, Ban Ki-moon, et le Département des affaires économiques

et sociales. À une plus grande échelle, elle a poursuivi sa collaboration étroite avec différents mécanismes de coordination interinstitutions comme le Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination et ses trois piliers, le Comité de haut niveau sur les programmes, le Comité de haut niveau sur la gestion et le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM), ainsi que des consultations bilatérales avec d’autres entités des Nations Unies.

En juillet, au dialogue ministériel du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices du Conseil économique et social, sur le thème “Mesures à long terme pour rendre l’éradication de la pauvreté irréversible et réduire les inégalités”, le Directeur général a fait une déclaration dans laquelle il a insisté sur l’importance critique du développement industriel inclusif et durable, socle nécessaire à l’éradication de la pauvreté, à une croissance économique durable, à la prospérité partagée, à la protection de l’environnement, à une utilisation rationnelle des ressources et à la réalisation d’autres objectifs. Le forum a également été l’occasion de publier un prototype de rapport sur le développement durable mondial, élaboré pour renforcer la communication entre les mondes de la science et de la politique et encourager des méthodes nouvelles et novatrices de prise de décisions. Le prototype de rapport a été présenté en novembre aux partenaires établis à Vienne à une manifestation parallèle intitulée “Vers un programme transformateur de développement pour l’après-2015: vision et enjeux majeurs”, organisée en coopération avec le Département des affaires économiques et sociales en marge de la quarante-deuxième session du Conseil du développement industriel. L’ONU DI s’est également vue confier le rôle d’organisme principal chargé de la rédaction du chapitre 5 du

Rapport mondial sur le développement durable 2015 qui portera sur la croissance économique, le développement industriel inclusif et durable et les modes de consommation et de production durables.

En septembre, pendant le Sommet sur le climat convoqué en 2014 par le Secrétaire général de l'ONU au Siège de l'Organisation à New York sur le thème "Accélérer l'action", le Directeur général a eu, avec de hauts responsables gouvernementaux, des représentants du secteur privé et d'autres organismes du système des Nations Unies, des échanges de vues sur les activités que mène l'ONUDI dans le domaine de la protection de l'environnement. Il a également pris part à une manifestation de l'initiative "Énergie durable pour tous" et entamé une collaboration avec le Réseau des solutions pour le développement durable, initiative lancée par le Secrétaire général pour mobiliser les compétences techniques et scientifiques des milieux universitaires, de la société civile et du secteur privé dans la recherche de solutions aux problèmes locaux, nationaux et mondiaux de développement durable.

Après avoir examiné un rapport du Directeur général sur la coopération en matière de développement industriel, l'Assemblée générale a adopté en décembre une résolution forte (A/RES/69/235) reconnaissant le rôle irremplaçable de l'ONUDI dans la promotion d'un développement industriel inclusif et durable et l'importance que revêt cette approche pour le nouveau programme de développement pour l'après-2015.

Mise en œuvre opérationnelle de programmes de développement industriel inclusif et durable pour promouvoir des partenariats entre pays

Conscient que la mission dévolue par la communauté internationale

à l'ONUDI dans le domaine du développement industriel inclusif et durable est de type herculéen, le Directeur général a adopté une approche nouvelle et innovante de partenariat pour la prestation des services de l'Organisation. Cette approche repose sur une coordination minutieuse des initiatives de coopération tant au sein de l'ONUDI qu'avec les prestataires externes de services de développement, l'objectif étant de renforcer les synergies et l'impact global sur le développement des diverses interventions. Les années à venir, cette nouvelle approche sera mise en œuvre parallèlement avec les modalités traditionnelles de prestation de services de l'ONUDI, notamment dans le cadre de toute une série de programmes de partenariats entre pays, et elle sera expérimentée et affinée dans un nombre de plus en plus étendu de pays pilotes. À terme, les services fournis par l'Organisation s'appuieront sur cette approche.

La nouvelle approche de partenariat a été mise au point en concertation étroite avec un grand nombre de partenaires et d'homologues existants et potentiels. Deux rencontres, les premier et deuxième Forums sur le développement industriel inclusif et durable, ont été organisées à cet effet à Vienne respectivement en juin et en novembre, pour offrir une plate-forme pour la conceptualisation conjointe et la réalisation de cette nouvelle approche de coopération. Le premier forum a réuni environ 300 représentants des gouvernements, de l'industrie, des milieux universitaires et du secteur privé pour mener une réflexion sur les stratégies et politiques appropriées de partenariat. En dépit de la diversité des expériences des États membres, les débats ont permis de dégager un consensus sur la nécessité de trouver des solutions adaptées à chaque pays et à chaque région. À l'issue du deuxième Forum, les deux premiers projets pilotes du programme de partenariat entre pays ont été lancés en Éthiopie et au Sénégal (voir encadré).



Le Secrétaire général de l'ONU et les Premiers Ministres de l'Éthiopie et du Sénégal (photo ci-dessus), ainsi que le Président de la Banque mondiale, ont pris part, en novembre, au deuxième **Forum sur le développement industriel inclusif et durable**, à l'issue duquel le programme de partenariat entre pays a été lancé dans ce domaine dans les deux pays. Le Forum a été précédé par d'intenses efforts déployés en août et en septembre pour explorer les opportunités de partenariat et étudier les modalités de coopération avec différents interlocuteurs gouvernementaux et d'autres partenaires locaux et internationaux des deux pays.

La manifestation, qui a duré deux jours et qui était intitulée "Deuxième Forum sur les partenariats destinés à accroître les investissements en vue d'un développement industriel inclusif et durable", a rassemblé environ 440 participants de 93 pays, dont des chefs d'État et de gouvernement, des ministres, des représentants de partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux, d'organismes du système des Nations Unies, du secteur privé, d'organisations non gouvernementales et de milieux universitaires. Le coup d'envoi de la mise en œuvre à grande échelle des programmes pilotes est prévu pour début 2015. Les participants ont félicité l'ONUDI pour les services d'assistance technique qu'elle fournit, parce qu'ils ont un impact concret sur le terrain et restent un mécanisme indispensable pour renforcer le développement et le progrès.

Affinement et alignement de la structure organisationnelle

Avec, comme fil conducteur, la Déclaration de Lima et le document final du groupe de travail informel sur l'avenir de l'ONU DI, y compris ses programmes et ses ressources, intitulé "Document d'orientation stratégique", l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacité est restée une priorité majeure de gestion au cours de l'année. En janvier, le Directeur général a formé une équipe spéciale de haut niveau sur l'affinement et l'alignement de la structure organisationnelle, pour optimiser la structure organisationnelle et les fonctions de l'ONU DI. Les délibérations de l'équipe spéciale ont été

essentiellement axées sur les moyens, d'une part, de rationaliser le processus d'élaboration et d'approbation des programmes et projets et, d'autre part, de renforcer les relations extérieures de l'Organisation et les partenariats avec ses donateurs, les services consultatifs et la fonction de représentation hors siège, l'accent étant mis sur une meilleure cohérence entre le siège et les bureaux extérieurs, ainsi que sur la définition d'une approche nouvelle et innovante des services de coopération technique fondée sur le partenariat. Les recommandations de l'équipe spéciale ont eu pour conséquence la publication par le Directeur général de deux circulaires, l'une en date du 30 juin 2014 (UNIDO/DGB/2014/01), sur la structure du secrétariat de l'ONU DI, l'autre, en date

du 4 juillet 2014 (UNIDO/DGB/(P).130), sur la fonction d'élaboration et d'approbation des programmes et projets. Lors de l'établissement de la première circulaire, on a pris soin de ne modifier la structure existante que dans les domaines où une réponse de la direction était particulièrement indispensable pour accroître l'efficacité et l'efficacité de l'Organisation, ce qui montre que l'on a délibérément cherché à limiter au minimum toute perturbation potentielle de la mise en œuvre des activités programmatiques.

Le changement principal intervenu dans la structure d'ensemble de l'Organisation a trait au renforcement de la fonction liée aux relations extérieures, qui a donné lieu à la création d'une Division de la politique industrielle, des relations extérieures et de la représentation hors siège, placée sous la supervision directe de l'Adjoint du Directeur général. Pour ce faire, il a fallu réaffecter à la nouvelle division l'ancien Bureau des programmes régionaux et le réseau des bureaux extérieurs de l'ONU DI, qui relevaient de la Division de l'élaboration des programmes et de la coopération technique, et revoir leurs termes de référence. Rebaptisé "Service des programmes régionaux et de la représentation hors siège", il comprend cinq bureaux régionaux (voir chapitre 2). De même, l'ancienne Unité des partenariats avec les donateurs et de la collaboration avec le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) a été rebaptisée "Unité des relations stratégiques avec les donateurs" et réaffectée directement au Cabinet de l'Adjoint du Directeur général, avec une modification des termes de référence qui comportent désormais un engagement politique et stratégique auprès des États membres et des États non membres non desservis par le nouveau Service des programmes régionaux et de la représentation hors siège. La responsabilité générale du Service du Secrétariat des organes directeurs, de la communication et de la sensibilisation du public et du Service

COOPÉRER AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

L'ONU DI a été désignée pour codiriger, avec le Pacte mondial, les consultations relatives à la coopération avec le secteur privé, menées sous les auspices du Groupe des Nations Unies pour le développement, dans le cadre du deuxième cycle de consultations sur les moyens de mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. En collaboration avec le Pacte mondial et grâce au soutien généreux des Gouvernements espagnol et américain, l'ONU DI a organisé une série de consultations locales, nationales et régionales qui ont réuni de nombreux acteurs de développement, dont des représentants des secteurs public et privé, d'organisations internationales, de milieux universitaires et de la société civile, pour recenser les stratégies et approches efficaces à adopter par le secteur privé pour mieux contribuer à la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. Des consultations mondiales ont eu lieu à Addis-Abeba et Washington, et quatre consultations

régionales ont été organisées à Aruba, en Colombie, en Slovaquie et au Vanuatu, sans compter celles menées aux niveaux local et national dans un certain nombre d'autres pays. L'ONU DI a également mis à contribution le site Web: www.worldwewant2015.org/privatesector2015 ("Le monde que nous voulons 2015"), ouvert au public et à la société civile partout dans le monde pour consultation en ligne. Les principales conclusions des consultations ont été compilées dans un rapport consolidé sur le dialogue avec le secteur privé pour l'après-2015, qui a été présenté aux États membres, aux organismes participants et aux entreprises partenaires à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, au Sommet sur le climat convoqué par le Secrétaire général et au Forum des Nations Unies pour le secteur privé. Elles ont également été prises en compte dans le Rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement pour l'après-2015 publié en décembre.

de la recherche, des études statistiques et de la politique industrielle, dont les termes de référence et les désignations ont également été revus pour tenir compte des changements intervenus dans leurs fonctions, incombe à l'Adjoint du Directeur général, qui a coordonné au cours de l'année les activités de sensibilisation menées à travers le monde pour positionner l'ONUUDI et incorporer le développement industriel inclusif et durable, notamment son impact aux niveaux national et régional, dans le programme de développement pour l'après-2015.

Au sein de la Division de l'élaboration des programmes et de la coopération technique, le Directeur général a prévu un élargissement des fonctions de l'ancien Bureau du suivi des résultats des programmes, renommé Service des partenariats et du suivi des résultats. Relevant désormais du Bureau du Directeur principal, il y assume désormais un rôle stratégique. En particulier, il coordonne les partenariats de l'ONUUDI avec les entreprises, les institutions de financement du développement et les fonds multilatéraux, et anime la collaboration entre les divisions pour accroître l'efficacité opérationnelle et améliorer le suivi des résultats. Il joue un rôle de premier plan dans l'élaboration des nouveaux programmes de partenariat entre pays évoqués plus haut.

La deuxième circulaire, qui tient compte des recommandations formulées par l'équipe spéciale sur la rationalisation des mécanismes d'élaboration et d'approbation des programmes et projets, a institué un nouveau processus de présélection, d'évaluation, d'approbation et de suivi des programmes et projets de coopération technique, grâce auquel la formulation des projets est plus rapide, plus transparente et plus participative, et le respect des critères fixés par les donateurs plus rigoureux. Un point particulièrement important est l'adoption d'une liste de contrôle et d'une fiche de conformité des critères régissant le processus d'assurance qualité,



DANS LES ATELIERS PARRAINÉS PAR L'ONUUDI, AU SELAM VOCATIONAL COLLEGE D'ADDIS-ABEBA, LES APPRENTIS SONT FORMÉS À L'ENTRETIEN ET À LA RÉPARATION DE MACHINES ET D'ÉQUIPEMENTS LOURDS. LES PROGRAMMES DE FORMATION ORGANISÉS EN AFRIQUE PAR VOLVO CONSTITUENT UNE NOUVELLE PHASE DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE D'UN PROJET PILOTE MIS EN ŒUVRE EN ÉTHIOPIE PAR LE GROUPE VOLVO, L'ONUUDI ET L'ASDI.

qui comporte 18 éléments distincts dont l'alignement entre les priorités nationales et celles de l'ONUUDI, l'intégrité structurelle, la faisabilité et la durabilité, la prise en compte systématique de l'égalité des sexes et le respect des objectifs sociaux et environnementaux. Le nouveau processus fonctionne entièrement en ligne, le pouvoir d'approbation officielle étant du ressort du Conseil exécutif.

GROS PLAN: RÉPONDRE À LA DIVERSITÉ DES BESOINS DES ÉTATS MEMBRES

Dans la Déclaration de Lima: vers un développement industriel inclusif et durable, il est demandé à l'ONUUDI

d'offrir tout l'éventail de ses services de développement en les modulant en fonction de la diversité des besoins et des priorités des États membres. Il y est également noté que, vu l'acuité de leurs problèmes de développement et leurs besoins particuliers, les pays les moins avancés (PMA) devraient continuer à mobiliser spécialement l'attention, et que les pays à différents stades de développement, dont notamment les pays à revenu intermédiaire et les pays économiquement en transition, devraient aussi se voir accorder l'attention voulue.

Au cours de l'année, l'ONUUDI a engagé, avec les acteurs concernés des États membres et d'autres partenaires, une réflexion sur le concept du développement industriel inclusif et durable, et sur les domaines visés par la coopération technique et d'autres services. Des séminaires, ateliers et



L'ÉCONOMIE DU MYANMAR REPOSE ESSENTIELLEMENT SUR LES PETITES, MOYENNES ET MICROENTREPRISES. ELLES JOUENT UN RÔLE CRUCIAL DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET POLITIQUE DU PAYS ET AIDENT À CRÉER DES EMPLOIS POUR LES POPULATIONS. LEUR DÉVELOPPEMENT DURABLE DEVRAIT CONTRIBUER À ASSURER UNE UTILISATION PLUS RATIONNELLE DES RESSOURCES ET À ACCROÎTRE LES REVENUS, LES EXPORTATIONS ET LES INVESTISSEMENTS.

conférences ont été organisés sur le développement industriel inclusif et durable avec l'Union africaine et l'Union européenne, et dans les pays suivants: Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Danemark, Égypte, El Salvador, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, Inde, Italie, Jordanie, Maroc, Mexique, Myanmar, Népal, Nigéria, Pakistan, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Tunisie, Turquie, Uruguay et Viet Nam. Nombre des manifestations organisées ont appelé à prendre en compte le contexte national et régional de la mise en œuvre du concept et mis en évidence le rôle qu'il devrait jouer dans le programme de développement pour l'après-2015. L'Organisation a également produit des supports de sensibilisation et de communication pour accompagner

les initiatives au niveau politique. Il s'agit en l'occurrence d'une brochure de présentation du concept, d'un fascicule plus détaillé sur les activités de coopération technique menées actuellement dans ce domaine et d'une vidéo promotionnelle.

L'ONUUDI et les pays les moins avancés

La disparité des taux de croissance entre pays en développement ces 45 dernières années a contribué à creuser davantage le fossé entre les pays les plus pauvres du monde et ceux dont les efforts d'industrialisation sont marqués par des progrès rapides. La liste des PMA recensés par l'Organisation des Nations Unies en 1971 est passée du simple au double au fil des ans, pour s'établir aujourd'hui à 48 pays. Ces pays restent

un des pôles de concentration des activités de coopération technique et des services consultatifs de l'ONUUDI; ces dernières années, l'assistance technique et les différents services fournis par l'Organisation à 40 PMA ont atteint un montant de 27,2 millions de dollars. L'ONUUDI a été l'une des premières organisations à mettre au centre de ses priorités le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020. Elle mène aussi tout un ensemble d'activités de coopération technique dans les PMA, pour renforcer les capacités commerciales, notamment au travers d'un projet visant à améliorer la qualité des chaînes de valeur au Burundi, d'un projet conjoint ONUUDI-Organisation mondiale du commerce en Zambie et d'un programme de traçabilité "de la fourche à la fourchette" mis en œuvre au Bangladesh pour faciliter les exportations de fruits de mer. En Angola, au Bhoutan et au Mozambique, des projets générateurs de revenus, notamment dans le domaine du développement de l'entreprise, sont mis en œuvre, au Myanmar des projets de développement de petites, moyennes et microentreprises et au Libéria des projets destinés à développer les compétences industrielles des jeunes. Pour ce qui est des programmes de développement des infrastructures, de promotion des énergies renouvelables et de protection de l'environnement, l'ONUUDI met actuellement en œuvre des projets relatifs aux énergies renouvelables dans les îles du Pacifique, un programme de modernisation dans les domaines de l'industrie, de l'environnement et de l'énergie au Sénégal et des systèmes d'utilisation d'énergies renouvelables au Cambodge et en République-Unie de Tanzanie. Deux PMA, l'Éthiopie et le Sénégal, ont été retenus comme pays pilotes pour le lancement des nouveaux programmes de partenariat entre pays (voir ci-dessus).

L'ONUDI et les petits États insulaires en développement

Les problèmes particuliers auxquels sont confrontés les petits États insulaires en développement s'expliquent par des facteurs comme l'isolement géographique, la faiblesse de la densité démographique, les migrations vers l'extérieur, l'insuffisance des capacités commerciales et la faible altitude des terres. La nécessité d'une action concertée pour faire face à ces problèmes a trouvé une traduction concrète dans le choix de 2014 comme l'année internationale de ces États et l'organisation, à Samoa, au mois de septembre, de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement où l'ONUDI a pris part activement aux processus de décision sur les domaines d'action concernés. L'Organisation a formulé, d'une part, des recommandations pour les initiatives menées à l'échelle du système des Nations Unies, notamment la Plateforme d'action des petits États insulaires en développement et les moyens de mise en œuvre de la stratégie de SAMOA et, d'autre part, des propositions dans des domaines comme les options d'un mécanisme de facilitation technologique. Par ailleurs, dans le contexte des consultations régionales relatives à la coopération avec le secteur privé menées en vue du programme de développement pour l'après-2015, l'ONUDI a collaboré avec les Gouvernements d'Aruba et du Vanuatu aux préparatifs des consultations des régions des Caraïbes et du Pacifique, qui comptent un grand nombre de petits États insulaires en développement.

L'ONUDI et les pays sans littoral

Plus de la moitié des pays classés comme pays moins avancés n'ont pas de façade maritime. L'action menée par l'ONUDI en faveur de ce groupe de pays

comprend des activités de renforcement des capacités commerciales en Bolivie (État plurinational de), au Malawi, en Mongolie et au Soudan du Sud et des projets dans les domaines de l'énergie et de l'environnement en Ouganda, au Tchad et en Zambie. En novembre, Vienne a accueilli la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, qui a été ouverte par le Secrétaire général de l'ONU et le Président de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale. Le Programme d'action adopté par la Conférence a clairement défini six priorités, dont la transformation structurelle de l'économie, et encouragé la communauté internationale à dégager une position commune sur tout un ensemble de questions.

En marge de cette deuxième Conférence tenue à Vienne en novembre, une manifestation spéciale a été consacrée à la coopération Sud-Sud. L'objectif était de rechercher des moyens novateurs de promouvoir, dans les pays en développement sans littoral, des investissements, des marchés et des entreprises d'énergies renouvelables, cette action devant être inscrite dans un cadre de cohérence régionale et de coopération Sud-Sud.

L'ONUDI et les pays à revenu intermédiaire

Après le soutien actif qu'elle a apporté à l'organisation de la Conférence de haut niveau pour les pays à revenu intermédiaire à San Jose en juin 2013, l'ONUDI a continué de s'impliquer davantage aux côtés des pays à revenu intermédiaire. Des manifestations spéciales ont été organisées au Brésil, au Mexique, en Mongolie et en Turquie dans le cadre des consultations mondiales menées sur la coopération avec le secteur privé pour l'après-2015, avec plusieurs rencontres bilatérales entre des représentants de l'ONUDI et ceux de ces pays. L'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités a

également mis en œuvre en octobre, à l'intention de décideurs et représentants gouvernementaux de haut niveau de 25 pays à revenu intermédiaire, un programme de perfectionnement sur l'avenir de l'industrie manufacturière: tendances et politiques possibles (voir chapitre 4).

L'ONUDI et les pays du groupe BRICS

L'ONUDI continue de renforcer sa coopération avec les pays du groupe BRICS — Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie et Inde. L'adoption en juillet de la Déclaration de Fortaleza par le sixième Sommet des BRICS sur le thème "croissance inclusive: solutions durables", a confirmé l'adéquation qui existe entre un certain nombre de programmes menés par les pays du groupe et les priorités thématiques de l'ONUDI, ce qui est porteur d'un partenariat plus efficace. Réunis avant le Sommet, les ministres du commerce des pays du groupe ont réaffirmé leur volonté de coopérer avec l'ONUDI et d'autres grands organismes de développement dans les domaines du commerce et des investissements.

Avec l'appui de l'ONUDI, le Brésil et la Fédération de Russie mènent un projet conjoint de partenariat sur la technologie et l'innovation au service du développement des petites et moyennes entreprises. L'expérience concluante acquise dans l'exécution de ce projet pourrait être mutualisée avec les autres pays du groupe BRICS et mise également à profit pour promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

L'ONUDI et les pays à économie en transition

Les pays à économie en transition se caractérisent souvent par une base industrielle non diversifiée, des dysfonctionnements du marché et un climat plutôt peu propice à



LES DÉBATS DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE DONATEURS ONT MIS EN ÉVIDENCE LE LIEN QUI EXISTE ENTRE L'ACTION DE L'ONUDI ET L'OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE, AINSI QUE L'INTÉRÊT QU'IL Y A À ATTEINDRE CET OBJECTIF MOTEUR CLEF POUR RÉUSSIR L'INTÉGRATION DES DIMENSIONS ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

l'investissement. Généralement, ces économies n'ont accès ni à l'information, ni à un savoir-faire technologique de haut niveau ni à des ressources financières; elles souffrent d'inégalités croissantes et affichent des taux élevés de chômage chez les jeunes. L'ONUDI collabore étroitement avec les économies en transition et les aide à faire face aux problèmes de développement qu'ils rencontrent, grâce à des projets de coopération technique et des plates-formes régionales de partage des connaissances conçus sur mesure. Au cours de l'année, l'Organisation a notamment aidé les pays à économie en transition à se doter des moyens humains et institutionnels nécessaires à une production propre et économe en ressources, au renforcement des capacités commerciales, à la modernisation de l'industrie, au développement et à l'amélioration des chaînes de valeur,

à l'élaboration de programmes pour trouver des solutions aux problèmes écologiques mondiaux, au traitement des eaux usées, au développement de l'esprit d'entreprise chez les jeunes et à la constitution de plates-formes de connaissances en vue de l'inclusion sociale. L'Organisation s'emploie aussi à faire adopter un programme pour l'Europe et l'Asie centrale visant à mettre en évidence le potentiel des parcs scientifiques et technologiques pour le développement industriel local.

L'ONUDI et les pays industrialisés

Au-delà de la coopération traditionnelle pour le développement, les pays industrialisés voient de plus en plus dans l'ONUDI un partenaire de choix pour promouvoir la coopération industrielle

avec les pays en développement et les pays émergents, et plus particulièrement pour soutenir l'internationalisation de leurs petites et moyennes entreprises. Les visites officielles du Directeur général ou les manifestations et activités de coopération de l'ONUDI sont une occasion d'entretenir un dialogue régulier avec le secteur privé et les associations professionnelles des États membres industrialisés. Outre la coopération bilatérale qu'elle mène au niveau national avec les États membres de l'Union européenne, l'ONUDI collabore également avec la Direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME de la Commission européenne dans le cadre de la politique de renaissance industrielle européenne. La feuille de route qu'elle a signée en décembre avec la Commission européenne (voir chapitre 2) prévoit un renforcement de la coopération avec le secteur privé des pays européens, et en particulier leurs petites et moyennes entreprises, l'objectif étant par ailleurs de stimuler les investissements dans les pays en développement et de mobiliser les centres d'excellence technologique européens en faveur du développement industriel inclusif et durable.

RESSOURCES ET GESTION

Financement

L'année 2014 a été une autre année excellente pour la mobilisation des contributions volontaires. Dépassant les résultats positifs de 2013, le volume global des contributions volontaires affectées aux services que l'ONUDI fournit à ses États membres a atteint un montant total de 191,3 millions de dollars. Ainsi les montants disponibles pour l'exécution de projets les années à venir se sont-ils établis à un niveau record de 489,6 millions de dollars.

Dans la tendance des années précédentes, le plus gros contributeur a été le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), avec des budgets de projets (hors dépenses d'appui) en augmentation nette de 54 millions de dollars, suivi de l'Union européenne, avec 32,6 millions de dollars, et du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, avec 28,9 millions de dollars.

S'agissant des priorités thématiques, le financement obtenu des partenaires et des États membres a été consacré, pour une bonne part, soit un montant net de 101,9 millions de dollars, aux domaines de l'environnement et de l'énergie, alors que le renforcement des capacités commerciales bénéficiait de 42,9 millions de dollars (presque le double des crédits alloués en 2013), la réduction de la pauvreté grâce à des activités productives de 41,8 millions de dollars et les programmes transversaux de 4,7 millions de dollars. Cette utilisation des crédits déterminera bien entendu la répartition par thème des services de l'ONUDI les années à venir.

La première réunion des donateurs de l'ONUDI s'est tenue en novembre au siège de l'Organisation. Plus de 260 personnes y ont pris part: ministres, vice-ministres, hauts fonctionnaires, Représentants de missions permanentes, présidents de groupes régionaux, représentants de communautés économiques régionales, donateurs et représentants de l'Union européenne, de l'Union africaine, du secteur privé et d'institutions de financement du développement. L'objectif était de montrer un certain nombre des réussites récemment obtenues par l'ONUDI dans la mise en œuvre de ses activités de coopération technique et de donner une vue d'ensemble des programmes et des financements enregistrés ces cinq dernières années dans ce domaine. Le nombre important de participants et les résultats du questionnaire d'évaluation distribué au cours de la réunion ont confirmé l'intérêt porté à cette manifestation.

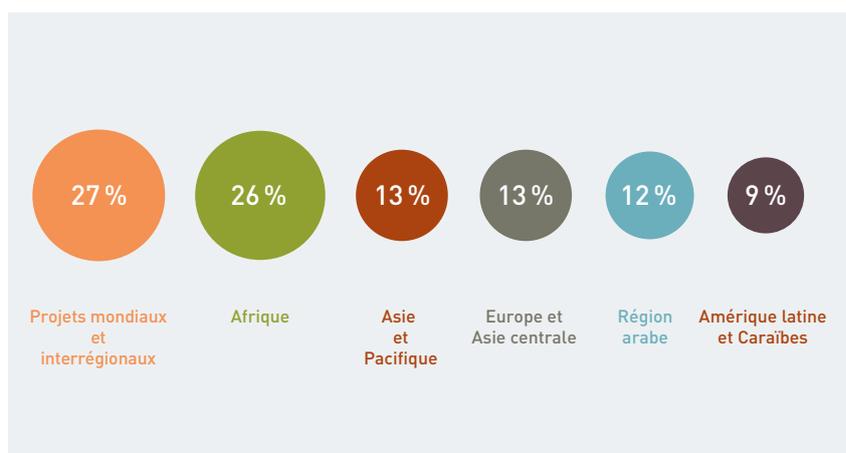


FIGURE 1. POURCENTAGE DE PROJETS SOUMIS EN 2014 PAR RÉGION

Financements reçus de gouvernements et d'institutions

Les financements de source gouvernementale et d'autres institutions (à l'exclusion du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal) ont atteint un niveau sans précédent, avec un montant net des contributions volontaires de 100,4 millions de dollars. C'est véritablement là, de la part de ses partenaires et de ses États membres, un signe de confiance remarquable dans la qualité et la pertinence des services consultatifs et de coopération technique de l'Organisation.

Les principaux contributeurs gouvernementaux, pour un montant net de plus d'un million de dollars, sont la Suède (9,7 millions de dollars), la Suisse (8,5 millions de dollars), l'Italie (7,8 millions de dollars), le Japon (6,6 millions de dollars), l'Autriche (5,2 millions de dollars), la Fédération de Russie (3,3 millions de dollars), la Chine (3 millions de dollars), la Norvège (2,6 millions de dollars), Bahreïn (2,2 millions de dollars), la République de Corée (2,2 millions de dollars), le Canada (1,7 million de dollars) et la Slovénie (1,3 million de dollars).

L'appendice B indique en détail la répartition par région et par priorité thématique des projets approuvés au titre du Fonds de développement industriel et des fonds d'affectation spéciale.

Financements reçus des fonds d'affectation spéciale multidonateurs

Les financements reçus des fonds d'affectation spéciale multidonateurs et affectés aux activités de coopération technique se sont élevés à 2,4 millions de dollars, au titre de programmes de l'initiative "Unis dans l'action" et de programmes conjoints, avec des projets approuvés pour un montant de 1,2 million de dollars, ainsi qu'au titre des fonds d'affectation spéciale multidonateurs du Fonds pour la consolidation de la paix pour un montant de 1,2 million de dollars.

Fonds pour l'environnement mondial

Le cycle de reconstitution des fonds FEM-6 a commencé en juillet 2014 et devrait se poursuivre jusqu'en 2018. Expression de l'appui résolu de la communauté internationale, des annonces de contributions au FEM ont été faites par 30 pays pour un montant record de 4,43 milliards de dollars. Les



FIGURE 2. POURCENTAGE DE PROJETS SOUMIS EN 2014 PAR DOMAINE THÉMATIQUE

fonds FEM-5 ont représenté environ 270 millions de dollars dans les projets gérés par l'ONUDI, soit une augmentation de près de 40 % par rapport aux fonds FEM-4. Sur ces tendances et pour tenir compte du nombre important de projets prévus pour 2015 et au-delà, l'ONUDI devrait sans doute se voir accorder jusqu'à 320 millions de dollars au titre du FEM-6, ce qui devrait contribuer à faire du FEM un partenaire de plus en plus important de l'ONUDI au cours des années à venir. Le financement par les fonds FEM-6 de deux concepts de projet proposés par l'ONUDI pour la Chine et le Mexique, avec une subvention globale d'environ 22 millions de dollars, a été approuvé en octobre.

Protocole de Montréal

Le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal était de 28,94 millions de dollars, auquel il faut ajouter 0,98 million de dollars au titre des contributions bilatérales relatives au Protocole. À la demande du Comité exécutif du Fonds et en concertation avec les pays concernés, l'ONUDI a continué d'élaborer des propositions de projet axées sur l'introduction de nouvelles technologies économes en ressources et sans effet nuisible pour le climat et l'ozone. Des projets de démonstration sont en cours d'exécution pour tester les technologies appropriées utilisant

des réfrigérants naturels, l'objectif étant de reproduire et de renforcer ce type d'intervention dans l'avenir.

Fonds d'affectation spéciale

Les fonds d'affectation spéciale non réservés à des activités spécifiques, établis principalement pour l'élaboration de nouveaux projets et programmes et le cofinancement de projets, continuent de revêtir une importance toute particulière pour les opérations de l'ONUDI. En sus des soldes inutilisés auxquels les États membres ont renoncé, la Finlande a versé, sous forme de don, une contribution importante aux fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités commerciales et pour la sécurité alimentaire et l'agribusiness, et la Chine, une contribution au fonds d'affectation spéciale pour l'Amérique latine et les Caraïbes. L'ONUDI continue d'encourager ses États membres et ses partenaires à envisager d'allouer des ressources à ces fonds d'affectation spéciale non réservés à des activités spécifiques.

Approbation et suivi des programmes

Au cours de l'année, sur les 134 projets qui ont été soumis au Comité

d'approbation et de suivi des programmes et au Conseil exécutif, 127 ont été approuvés, 3 ont été rejetés et 4 devront être soumis une nouvelle fois avant qu'une décision ne soit prise. Le taux d'approbation global (95 %) est plus élevé que ceux de 2013 (88 %) et de 2012 (91 %), et nettement supérieur à ceux de 2011 (79 %) et de 2010 (75 %). Sur l'ensemble des projets soumis au cours de l'année, 26 % devaient être exécutés en Afrique, 13 % en Asie et Pacifique et en Europe et Asie centrale, 12 % dans la Région arabe, 9 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les projets mondiaux et interrégionaux ont représenté 27 % des projets soumis. S'agissant de la répartition par domaine thématique, 49 % des projets présentés concernaient la réduction de la pauvreté, 30 % l'environnement et l'énergie, 14 % les projets transversaux et 7 % le renforcement des capacités commerciales.

Évaluation

Le Bureau de l'évaluation indépendante de l'ONUDI joue un rôle actif dans les activités du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation. Au cours de l'année, il a présidé le sous-groupe d'examen par les pairs et participé aux travaux d'un sous-groupe chargé d'examiner l'utilité de l'évaluation et de l'examen par les pairs de la fonction d'évaluation indépendante de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. En octobre, l'ONUDI a organisé, pendant trois jours à Bangkok, un atelier visant à renforcer les capacités de suivi et d'évaluation des ministères avec lesquels elle collabore en Asie et dans le Pacifique. Des ateliers similaires sont prévus en 2015 pour des participants d'Amérique latine et des Caraïbes et des pays africains francophones. Dans une étude menée à l'échelle du système par le Corps commun d'inspection des Nations Unies sur les niveaux de maturité des bureaux de l'évaluation, pour ce qui est de l'indépendance, de la crédibilité et de l'utilité des évaluations, la fonction

d'évaluation de l'ONUDI a recueilli le niveau de maturité le plus élevé parmi les organismes des Nations Unies les mieux placés.

L'ONUDI a mené à terme, au cours de l'année, des évaluations indépendantes de pays pour le Sri Lanka et l'Uruguay, une évaluation groupée de ses projets sur les activités susceptibles de faciliter l'examen et la mise à jour des plans nationaux de mise en œuvre en vue de l'application de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, une évaluation thématique du Fonds d'affectation spéciale pour les énergies renouvelables et une évaluation stratégique de la mise en œuvre du cadre de programmation à moyen terme élargi de l'ONUDI pour la période 2010-2013.



Personnel

Sur les 107 vacances de postes permanents, seules 66 ont pu être soumises à une évaluation et à un processus de sélection avant la fin de l'année, le recrutement sur le reste des postes étant suspendu. Si, à l'heure actuelle, pour des raisons budgétaires, les nouveaux contrats de durée déterminée ne vont pas au-delà du 30 juin 2016, une révision de leur durée permet d'effectuer des engagements initiaux de moins de trois ans. Les barèmes des traitements des administrateurs et des fonctionnaires des services généraux ont été ajustés en cours d'année conformément à l'ensemble des prestations offertes par les organisations appliquant le régime commun. L'ONUDI a représenté les institutions spécialisées au sein d'un groupe de travail de la Commission de la fonction publique internationale sur la rémunération des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et participé également aux travaux de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du réseau ressources humaines du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination.

APRÈS L'ATTRIBUTION D'UN NOUVEAU CONTRAT POUR LES SERVICES DE RESTAURATION DU CENTRE INTERNATIONAL DE VIENNE, L'ONUDI A EFFECTUÉ D'IMPORTANTS TRAVAUX DE RÉNOVATION DU RESTAURANT ET DE LA CAFÉTÉRIA. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL A PRIS PART À LA CÉRÉMONIE D'INAUGURATION EN AOÛT.

GESTION DES BÂTIMENTS

En vertu du Protocole d'accord concernant la répartition des services communs, l'ONUDI est chargée du fonctionnement et de l'entretien du Centre international de Vienne (CIV). Elle assure ces fonctions par l'intermédiaire du Service des bâtiments, qui regroupe une équipe chevronnée d'ingénieurs, de techniciens et d'agents de maintenance. Elle veille à ce que le CIV soit exploité de manière sûre et fiable, ainsi qu'à la réalisation de travaux d'entretien, d'adaptation, de rénovation, de réparation et de remplacement sur ce complexe d'une surface de près de 379 000 m², plus un terrain annexe de 180 000 m² et des installations techniques, du mobilier, du matériel et de l'outillage connexes. La rénovation complète des installations de restauration,

effectuée en coopération avec l'entreprise concernée, s'est achevée en milieu d'année. Le renouvellement de certains revêtements en béton dans les garages a également été mené à terme; pour des raisons budgétaires, le reste se fera par étape. Tous les ascenseurs du CIV ont été modernisés conformément aux normes et réglementations en vigueur dans le pays hôte en matière de sécurité, ce qui a eu pour effet d'améliorer l'efficacité énergétique. L'échangeur de chaleur des bâtiments D et E, qui a fait son temps, a été remplacé. Au nombre des gros travaux engagés au cours de l'année, il convient de mentionner la construction d'un nouveau centre de données pour l'Agence internationale de l'énergie atomique qui finance le projet.

Deux équipes et 22 fonctionnaires à titre individuel ont reçu des primes de mérite pour états de service exceptionnels. Un nouveau cycle d'évaluation du personnel, comportant une évaluation à 360 degrés, a été mené à terme pour 95 % du personnel et sert de base pour un certain nombre de décisions administratives et de décisions concernant les carrières. L'ONUDI a collaboré étroitement avec d'autres organisations à l'application des mesures spéciales prises pour protéger la santé et assurer la sécurité des personnels travaillant ou se rendant dans les régions du monde touchées par le virus Ebola.

Au tableau des activités figurent deux nouveaux programmes d'apprentissage en ligne: l'un sur le comment utiliser les principales fonctions du progiciel de gestion intégré (PGI); et l'autre sur les outils de projet sur la gestion axée sur les résultats et le cadre logique.

Services d'appui

Au terme du Programme pour le changement et la rénovation organisationnelle, une Unité d'appui aux systèmes et processus a été créée en janvier pour planifier, coordonner et mettre en œuvre les changements apportés aux systèmes et processus, améliorer continuellement et optimiser les processus de manière à faire du progiciel de gestion un système fonctionnel et bien intégré. L'Unité a contribué à renforcer l'efficacité d'ensemble de l'Organisation avec plus de 150 actions d'améliorations, notamment, à l'intention des États membres, de nouveaux tableaux de bord et de nouveaux rapports conçus pour améliorer la transparence, une fonction d'élaboration et d'approbation de projets en ligne, une procédure rationalisée pour les révisions et prolongations de projets, et d'autres aménagements des principales procédures de travail. L'ONUDI a été la première organisation à avoir adopté l'interface de la Caisse commune des pensions du personnel

des Nations Unies qui réduit les étapes de traitement et automatise la présentation de rapports.

Au cours d'une réunion du Groupe d'intérêt spécial des organisations internationales pour le système SAP organisée en avril à Vienne par le Fonds de l'OPEP pour le développement international, l'ONUDI s'est vu confier la vice-présidence pour la période 2014-2015. En novembre, elle a rencontré les représentants de diverses entreprises allemandes pour un échange d'expériences et d'enseignements tirés de la mise en œuvre intégrale d'un progiciel de gestion intégré, et plus particulièrement de la gestion d'un cycle complet de coopération technique. Une étude à l'échelle de l'Organisation menée auprès du personnel et des États membres, afin d'évaluer le niveau de satisfaction des utilisateurs du progiciel de gestion intégré, a obtenu un taux d'approbation générale positif. L'ONUDI continuera inlassablement de réfléchir sur les procédures clefs pour lesquelles le progiciel de gestion intégré permettrait de générer de nouveaux gains d'efficacité et d'améliorer la transparence.

L'acquisition de biens, travaux et services représente une partie essentielle des activités de coopération technique de l'ONUDI. Le volume des achats destinés au titre des projets de coopération technique et des projets financés par le budget ordinaire au cours de l'année s'est établi à plus de 140 millions de dollars, avec 4 003 contrats et ordres d'achat émis.

Sensibilisation et communication

Les activités de sensibilisation et d'information de l'ONUDI ont visé essentiellement à promouvoir le nouveau concept de développement industriel inclusif et durable, à soutenir l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 et à faire connaître les activités du Directeur

général. En toile de fond, il fallait assurer à l'Organisation une grande visibilité auprès de ses partenaires, prouver qu'elle est un bon investissement et présenter sa nouvelle approche de partenariat. Quelque 200 communiqués et dossiers de presse, fiches d'information et vidéos, ont montré le visage humain de la coopération technique, son impact sur le terrain, son principe d'égalité d'accès et les portes qu'ouvrent aux jeunes l'industrie manufacturière et l'entrepreneuriat.

Du fait de la diffusion de plus en plus courante des documents de l'ONUDI sur le Web, les médias sociaux sont de plus en plus utilisés pour accéder aux informations sur l'Organisation: le compte Twitter a enregistré plus de 40 000 abonnés et les pages Facebook plus de 2 000 visiteurs par semaine. Les vidéos postées sur YouTube ont été visionnées plus de 150 000 fois. Les échanges sur LinkedIn ont permis de constituer un réseau de 16 000 professionnels et plus de 2 000 photos illustrant les activités de forum mondial et les interventions de l'ONUDI sur le terrain ont été mises en ligne sur Flickr. Le site Web de l'Organisation, augmenté avec des fonctionnalités multilingues supplémentaires, a enregistré un taux d'utilisation de plus de 10 % par rapport à l'année précédente. La présence de l'ONUDI dans les médias internationaux a été assurée par la diffusion de documents vidéo aux principales chaînes et la publication dans de grands journaux d'interviews et de prises de position du Directeur général.

Les publications ont fait une cure de jouvence en se dotant notamment d'une nouvelle identité visuelle. La revue *Making It* est parue trois fois au cours de l'année et son site Web n'a cessé au fil des ans d'attirer de nombreux lecteurs intéressés. Des cours et des présentations ont été organisés sur le mandat et les activités de l'ONUDI à l'intention de quelque 28 groupes d'étudiants en visite venant d'Allemagne, d'Autriche et des États-Unis d'Amérique.

PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT

Dans tout le système des Nations Unies, les différents organismes, grands comme petits, en sont venus à prendre conscience de l'énorme intérêt qu'il y avait à travailler en partenariat. L'apport, par chacun des partenaires, d'un ensemble unique de compétences techniques et d'expériences à un programme ou un projet commun non seulement profite aux pays bénéficiaires, mais permet aussi aux organismes de concentrer tous leurs efforts dans leurs domaines de spécialisation respectifs. Comme indiqué dans le premier chapitre, le Directeur général a mis en place, pour la prestation des services de l'ONUDI, une formule de partenariat entièrement nouvelle qui prévoit à la fois un renforcement du travail en équipe au sein même de l'ONUDI et une collaboration plus efficace avec les partenaires extérieurs afin d'éviter les chevauchements, d'utiliser au mieux les ressources disponibles et de maximiser l'impact sur le développement. Le mois de juillet a vu la création, au sein de la Division de l'élaboration des programmes et de la coopération technique, d'un nouveau Service des partenariats et du suivi des résultats, doté d'une unité spécialement chargée de la mobilisation des partenariats, qui rassemble des équipes déjà rompues à l'établissement de partenariats avec le secteur privé, les organismes de développement nationaux et internationaux, les institutions financières internationales, les organisations de la société civile et les milieux universitaires. Le Directeur général a également institué des réunions annuelles avec les donateurs de l'ONUDI, afin de discuter des programmes et stratégies avec les institutions donatrices et de leur montrer comment elle emploie les précieuses ressources qu'elle reçoit pour mettre en œuvre ses programmes et ses projets.



L'ONUDI ET LES NATIONS UNIES

Unis dans l'action

Le Groupe des Nations Unies pour le développement, dont est membre l'ONUDI, a pu mettre en place de nouvelles procédures opérationnelles harmonisées pour faire en sorte que la deuxième génération de projets de l'initiative "Unis dans l'action" mette l'accent sur les résultats, une plus grande responsabilisation, le suivi et l'évaluation. Signées par les responsables de 18 fonds, programmes, départements et institutions spécialisées des Nations Unies, parmi lesquels l'ONUDI, ces procédures ont été élaborées dans le cadre des dispositions de l'examen quadriennal complet et elles constituent les principes directeurs qui guident la programmation, la direction des interventions, les opérations commerciales, le financement et la communication sur la mise en œuvre des activités à l'échelle nationale.

En fin d'année, 44 pays avaient adopté l'approche "Unis dans l'action" tandis que 42 menaient des activités au titre

du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (11 pays d'Afrique, 5 États arabes, 8 d'Asie et du Pacifique, 12 d'Europe et d'Asie centrale et 6 d'Amérique latine et des Caraïbes). On a ainsi assisté à un accroissement de la demande des services de l'ONUDI, en particulier lorsque l'Organisation jouait le rôle de chef de file dans les groupes de travail thématiques du Plan-cadre. C'est en grande partie pour répondre à cette demande que l'ONUDI a lancé, pour ses bureaux extérieurs, un programme d'appui qui contribuera à faciliter grandement l'accès au mécanisme de fonds d'affectation spéciale "Une ONU" et de renforcer leurs partenariats avec des organisations apparentées présentes au niveau national. Au cours de l'année, l'ONUDI a participé à un certain nombre de réunions et d'ateliers sur les nouveaux concepts et outils adoptés dans le cadre de l'initiative "Une ONU" et des dispositifs s'y rapportant.

Fonds pour l'environnement mondial

Au mois d'avril, 30 pays donateurs se sont engagés à verser 4,43 milliards de dollars des États-Unis au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) afin de soutenir les efforts déployés par les pays en développement pour lutter contre la dégradation de l'environnement. Le nouveau cycle de reconstitution des ressources (FEM-6) a débuté en juillet et prendra fin en 2018. Dans le cadre du cycle précédent, l'ONUDI a pu obtenir près de 270 millions de dollars de subventions auprès du FEM (soit une augmentation d'environ 40 % par rapport au FEM-4), et ce chiffre pourrait atteindre 320 millions de dollars au cours du nouveau cycle. Des idées de projets ont été approuvées en octobre pour la Chine et le Mexique,

pour une subvention d'un montant total de 22 millions. Ces dernières années, en 2014 notamment, la part des projets financés par le FEM dans l'ensemble des projets mis en œuvre par l'ONUDI est passée à 18,7 %, et elle devrait encore progresser et s'établir autour de 20 % dans les années à venir. Le Directeur général a conduit une délégation à la cinquième assemblée du FEM, qui s'est tenue en mai à Cancún (Mexique). Ses interventions, ainsi que les manifestations parallèles organisées par l'ONUDI, ont montré que l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie et les systèmes de gestion s'y rapportant permettaient non seulement de réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de rendre les industries plus compétitives grâce à une réduction des coûts, et contribuaient, par extension, au développement économique d'un pays.

Les accords conclus durant l'année avec le FEM et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, membres des conseils d'administration du Fonds spécial pour les changements climatiques et du Fonds pour les pays les moins avancés, permettront à l'ONUDI d'aider les pays à combattre les effets néfastes du changement climatique dans les prochaines années.

Institutions spécialisées et programmes des Nations Unies

Pour la mise en œuvre de ses projets, l'ONUDI collabore de plus en plus avec d'autres programmes ou organismes des Nations Unies, que ce soit de façon bilatérale ou dans le cadre de projets plus larges impliquant plusieurs organismes. Des exemples de ce type de collaborations sont fournis tout au long du *Rapport annuel*.

La participation de l'ONUDI à l'initiative "Unis dans l'action" a donné lieu à des programmes conjoints avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'emploi des jeunes; avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'OIT et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la modernisation des chaînes de valeur agro-industrielles; et avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur l'environnement et l'énergie. La coopération avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a porté essentiellement sur les effets nocifs sur la santé humaine de l'utilisation du mercure dans l'extraction artisanale de l'or, et celle avec le PNUE et l'Organisation mondiale du tourisme, sur l'impact que pourrait avoir le tourisme sur les eaux côtières. À l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue au Pérou en décembre, l'ONUDI et l'Agence internationale de l'énergie atomique ont organisé ensemble une manifestation parallèle sur les moyens de réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation d'énergie. Lors de cette même conférence, l'ONUDI et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ont monté une exposition sur le thème "Une ONU pour la technologie et l'innovation au service d'énergies, d'industries et de transports durables". L'ONUDI collabore actuellement avec la FAO, le Fonds international de développement agricole et la Banque africaine de développement dans le cadre de l'Initiative pour le développement accéléré de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique.

Le Partenariat pour l'action en matière d'économie verte met à contribution les compétences spécialisées du PNUD, du PNUE, de l'OIT, de l'ONUDI et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), chacun de ces organismes intervenant

sur des aspects différents de l'économie verte (voir chapitre 5).

PARTENAIRES NATIONAUX ET INTERNATIONAUX DE DÉVELOPPEMENT

L'ONUDI a bénéficié du soutien d'un grand nombre d'institutions nationales de développement au cours de l'année. Les initiatives conjointes mises en œuvre avec l'Agence autrichienne pour le développement, l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), le Bureau de la coopération allemande au développement, la Division de la coopération et du développement économiques du

L'ONUDI ET L'UNION EUROPÉENNE

L'ONUDI a été, en 1993, l'un des premiers organismes des Nations Unies à signer un accord établissant des relations avec l'Union européenne. Depuis, l'Organisation a bénéficié du soutien solide de l'UE face aux défis posés par l'évolution de la situation en matière de développement et, plus récemment, dans le cadre de ses efforts en faveur d'un développement industriel inclusif et durable. Au cours de l'année considérée, l'ONUDI et la Commission européenne ont approuvé deux nouveaux dispositifs destinés à renforcer leur coopération. Dans l'aide-mémoire consacré aux thèmes de coopération future avec la Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne, deux grands domaines d'intervention commune future ont été dégagés, à savoir la croissance

Secrétariat d'État suisse à l'économie et l'Organisme japonais pour le commerce extérieur, pour n'en mentionner que quelques-unes, sont présentées dans d'autres chapitres. L'ONUDI a également reçu le soutien précieux d'institutions d'États non membres, comme le Ministère britannique du développement international et l'Agence des États-Unis pour le développement international.

En mars, le Directeur général et le Secrétaire général de l'Organisation de coopération économique (OCE) ont signé un accord relatif à un fonds d'affectation spéciale pour le financement d'un projet régional de politique de la qualité, qui offrira aux pays membres de l'OCE un cadre pour le développement d'infrastructures et de services de contrôle de la qualité. La politique de la qualité devrait stimuler le commerce intrarégional et contribuer au développement socioéconomique durable de la région de l'OCE, qui

inclusive et le développement du secteur privé, et le développement industriel durable. Une feuille de route signée avec la Direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME sert de base à la coopération sur les politiques relatives aux industries et aux PME, les partenariats commerciaux, les règles et normes industrielles, ainsi que le développement d'un réseau mondial de décideurs et d'acteurs intéressés par la promotion de politiques en faveur des PME, sur le modèle du réseau des représentants de PME mis en place par l'Union européenne.

Le deuxième Forum des affaires UE-Pacifique, accueilli par le Gouvernement du Vanuatu en juin, a appelé à une plus grande coopération avec l'ONUDI dans les domaines du développement du secteur privé et de l'énergie durable.



EN DÉCEMBRE, L'ONUDI ET L'AGENCE AUTRICHIENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT, BRAS OPÉRATIONNEL DE LA COOPÉRATION AUTRICHIENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT, ONT SIGNÉ UN ACCORD DE FINANCEMENT DE 1,3 MILLION D'EUROS POUR LA CRÉATION DU CENTRE RÉGIONAL DES CARAÏBES POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, EN PRÉSENCE DES REPRÉSENTANTS DE L'INITIATIVE DE L'ÉNERGIE DURABLE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT ET DE LA COMMUNAUTÉ DES CARAÏBES.

L'ONUDI ET L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE NORMALISATION



LI Yong, Directeur général de l'ONUDI, et Rob Steele, Secrétaire général de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

L'ONUDI et l'Organisation internationale de normalisation (ISO) entretiennent des relations de coopération qui remontent à 1986.

En mai, le Secrétaire général de l'ISO est venu à l'ONUDI pour discuter de l'engagement conjoint des deux organisations pour la promulgation de normes industrielles internationales, et du rôle qu'elles avaient à jouer en faveur du développement industriel inclusif et durable.

Un mémorandum d'accord conclu entre elles a été actualisé en 2009 pour intégrer la gestion de l'environnement et de l'énergie, l'utilisation de l'énergie et l'efficacité énergétique aux domaines d'activités conjointes existants, à savoir la sécurité alimentaire, la responsabilité sociale et l'évaluation de la conformité. Cet accord renforce le partenariat stratégique établi entre les deux organisations en vue de promouvoir le développement durable

comprend l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, l'Iran (République islamique d'), le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Pakistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et la Turquie.

En mai, le Directeur général a rencontré le Président et les dirigeants de la Banque asiatique de développement pour examiner les possibilités de coopération dans la région de l'Asie et du Pacifique, compte tenu des compétences spécialisées de chacune des organisations. Le Directeur général a insisté sur l'importance des partenariats dans la mise en œuvre du nouveau mandat de l'ONUDI, notant que les effets de synergie entre partenaires pouvaient favoriser une coopération technique plus efficace. Au travers de sa participation au programme Switch-Asia, mis en place par l'UE en 2008 pour aider les consommateurs, les entreprises et les groupes d'action qui le souhaitent à aller vers un paradigme de développement plus durable, l'ONUDI collabore à un certain nombre de projets avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

et la croissance économique à travers l'élaboration et l'application de normes, le renforcement des capacités, la formation, la diffusion de publications conjointes et les travaux de recherche connexes. Au cours des 15 dernières années, ces activités ont également porté sur la formation en ligne et la participation à des forums internationaux visant à promouvoir les services de contrôle de la qualité. En collaboration avec l'ISO et l'IAF, l'ONUDI a développé une méthode fondée sur une nouvelle approche de "surveillance des marchés" pour contrôler l'efficacité des certifications délivrées. Cette méthode prévoit de brèves visites dans les organisations certifiées pour évaluer le niveau de fiabilité de la certification qui leur a été délivrée.

En octobre, l'ONUUDI a signé, avec l'International Accreditation Forum (IAF) et la Conférence internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai, un nouveau mémorandum d'accord qui prévoit le resserrement de la collaboration entre les trois organismes dans les domaines du renforcement des capacités, de la formation et de la recherche, ainsi que de l'organisation de séminaires et d'ateliers relatifs aux questions d'accréditation et d'autres manifestations.

Le mois suivant, les chefs de secrétariat de l'ONUUDI et du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) se sont réunis pour étudier les moyens de mettre en œuvre un développement industriel inclusif et durable dans les pays membres de l'ACP. En décembre, le Directeur général a souligné l'importance de ce concept de développement devant le Conseil des ministres du Groupe ACP.

L'ONUUDI s'emploie actuellement à formaliser sa coopération avec le Chartered Institute of Environmental Health, organisme britannique avec lequel la collaboration a déjà permis d'obtenir des résultats très significatifs. La coopération future devrait porter notamment sur l'élargissement des activités de projet à différents pays, le comarquage de nouvelles qualifications et la mise au point d'activités et de plates-formes de formation en ligne.

L'ONUUDI a collaboré avec WorldSkills International pour former des jeunes et des ex-combattants en Côte d'Ivoire. Une compétition axée sur les compétences professionnelles, parrainée par la Fondation WorldSkills, est organisée chaque année entre les centres de formation ivoiriens.

PARTENARIATS AVEC L'INDUSTRIE

Aujourd'hui, tant pour les multinationales que pour les grandes et petites entreprises, il apparaît judicieux, d'un point de vue économique, d'adopter



L'ONUUDI, LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE REPRÉSENTÉE PAR L'AGENCE CORÉENNE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET SAMSUNG ELECTRONICS ONT UNI LEURS EFFORTS POUR CONCEVOIR ET METTRE EN PLACE UN PROGRAMME QUI VISE À ASSURER UNE GESTION EFFICACE DES DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES ET À OFFRIR AINSI AUX JEUNES CAMBODGIENS DES EMPLOIS DANS LE SECTEUR ÉLECTRONIQUE.

des pratiques qui privilégient l'inclusion sociale et le respect de l'environnement. Une telle stratégie contribue à réduire les risques, à ouvrir de nouveaux marchés et à entretenir des relations durables avec les fournisseurs, les consommateurs et les investisseurs. Cette section présente quelques exemples représentatifs des partenariats importants que l'ONUUDI entretient actuellement avec le secteur de l'industrie.

La Plate-forme pour l'industrie verte de l'ONUUDI rassemble tout un ensemble de partenaires commerciaux désireux de tirer parti des possibilités offertes par le développement durable. Dans le cadre d'un partenariat fructueux, l'ONUUDI et DNV Business Assurance, organisation membre de la Plate-forme pour l'industrie verte, mettent en œuvre des projets conjoints visant à mesurer l'empreinte hydrique et à promouvoir les meilleures pratiques dans le domaine de la gestion de l'eau. Cette coopération

permettra notamment de mettre au point un outil d'auto-évaluation destiné à aider les PME des pays en développement à évaluer leur empreinte hydrique à des stades déterminés du cycle de vie d'un produit, en particulier de l'entrée à la sortie de l'usine.

Le climat des affaires de demain dépend de la jeunesse d'aujourd'hui. Il est donc dans l'intérêt tant des milieux d'affaires que des organisations humanitaires d'assurer la formation d'entrepreneurs qui soient capables de s'orienter clairement vers un développement économique et industriel durable. Le partenariat conclu par l'ONUUDI avec l'Initiative d'apprentissage pour les entrepreneurs de Hewlett-Packard a permis de créer plus de 20 000 emplois dans des pays en développement. En outre, des formations ont été dispensées à plus de 50 000 étudiants et des centres d'apprentissage ont été ouverts en Afrique du Sud, en

Algérie, en Arabie saoudite, au Brésil, en Chine, en Colombie, en Égypte, aux Émirats arabes unis, en Inde, au Kenya, au Maroc, au Nigéria, en Ouganda, en Tunisie et en Turquie. Un projet en cours en Tunisie, mené dans le cadre de cette initiative, est présenté au chapitre 3. Une contribution versée à l'ONUUDI par la société Chevron, d'un montant de 1 million de dollars, aide à développer l'entrepreneuriat comme matière scolaire dans les établissements d'enseignement secondaire en Angola. Chevron apporte également son soutien à un projet lancé au mois d'août pour renforcer les chaînes de valeur de l'Angola afin de générer des investissements privés et des financements d'institutions publiques et d'organismes donateurs (voir chapitre 4).

En partenariat avec le groupe Volvo, l'Agence des États-Unis pour le développement international et la Fondation OCP, l'ONUUDI organise au Maroc des formations professionnelles pour mécaniciens. Ces formations, qui débiteront en 2015, seront également ouvertes à des participants originaires de Côte d'Ivoire et du Sénégal (voir chapitre 4). L'année dernière, le groupe Volvo a annoncé qu'il contribuerait à la mise en place, dans 10 pays d'Afrique, d'établissements consacrés à la formation professionnelle de mécaniciens et de conducteurs de camions, de bus et d'engins de chantiers. En collaboration avec les responsables nationaux de l'enseignement, il mettra en place et financera des programmes en tenant compte des compétences requises par le secteur industriel local. Les programmes de formation organisés par le groupe Volvo en Afrique constituent une nouvelle phase de développement stratégique d'un projet pilote que le groupe met en œuvre en Éthiopie par l'intermédiaire de Volvo Construction Equipment, en collaboration avec l'ONUUDI et l'ASDI.

À Itô au Japon, quatre formateurs libériens ont suivi une formation pour instructeurs sur l'exploitation et la maintenance d'excavatrices, de chargeuses sur pneus, de bulldozers et d'autres engins

lourds, dispensée par Komatsu, société japonaise spécialisée dans la fabrication de matériel pour la construction, l'extraction et l'industrie. Dans le cadre d'un accord de partenariat signé en avril, l'ONUUDI et l'entreprise japonaise Nomura Kohsan Company, Ltd., spécialisée dans le traitement du mercure et des déchets mercuriels, coopéreront sur des projets de gestion de ce type de déchets. Ce nouveau partenariat devrait permettre aux parties bénéficiaires d'être, sur le plan technique, mieux à même d'évaluer, de gérer et de réduire les risques que ces produits représentent pour la santé et l'environnement.

En septembre, l'ONUUDI a signé un accord de coopération avec Dell International LLC, société multinationale de solutions technologiques, pour choisir et mettre en place un modèle durable de gestion des déchets électroniques pour les pays en développement d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, et d'Amérique latine et des Caraïbes. L'ONUUDI collabore avec Samsung Electronics sur un projet destiné à donner aux jeunes sans emploi au Cambodge les compétences nécessaires pour travailler dans le secteur de l'électronique, y compris dans le domaine de la gestion des déchets électroniques. Ce projet, qui comprend également un module de formation de formateurs, est financé par l'Agence coréenne de coopération internationale, Samsung et l'ONUUDI (voir chapitre 3).

En septembre, l'ONUUDI et la société italienne Ipack-Ima Spa, spécialiste mondial de l'organisation de salons dédiés à l'industrie de l'emballage, se sont mis ensemble pour organiser East Afripack 2014, le premier salon international de l'emballage tenu en Afrique de l'Est. Le salon, organisé à Nairobi et auquel participaient 130 entreprises, était le point d'orgue d'une étude de marché menée par l'ONUUDI et Ipack-Ima Spa en 2012. Un mémorandum d'accord signé en novembre avec Deutsche Messe AG, l'une des plus grandes foires industrielles du monde, donnera plus de visibilité au réseau de bourses de sous-traitance et

de partenariat de l'ONUUDI et ouvrira de nouvelles possibilités de partenariat.

En Malaisie, l'ONUUDI et le groupe japonais Aeon collaborent à la mise en place d'un programme de développement durable des chaînes d'approvisionnement, suivant un plan de partenariats public-privé inclusifs et favorables aux plus démunis devant permettre aux groupes de fournisseurs d'accéder à de nouveaux marchés lucratifs. Après une phase pilote concluante, le projet va s'élargir à d'autres pays d'Asie. L'ONUUDI a entamé un partenariat avec la chaîne de magasins d'ameublement Habitat pour faire des achats auprès des fournisseurs participant à son projet relatif aux industries créatives et culturelles des pays du sud de la Méditerranée. Un partenariat est actuellement mis en place avec la société néerlandaise de fabrication de bière Heineken pour assurer un approvisionnement durable en sucre en République démocratique du Congo.

PARTENARIATS AVEC LE MONDE UNIVERSITAIRE

Le partenariat établi par l'ONUUDI avec certains des plus prestigieux établissements d'enseignement au monde a pris une nouvelle dimension grâce à la création en 2011 de l'Institut de l'ONUUDI pour le renforcement des capacités (voir chapitre 4). L'Institut collabore actuellement avec la Saïd Business School de l'Université d'Oxford au Royaume-Uni, l'Université de Bahreïn, l'Institut coréen d'économie industrielle et de commerce, l'Institut de recherche économique de l'ASEAN et d'Asie de l'Est, l'Institut des économies en développement de l'Organisme japonais pour le commerce extérieur, le Centre de recherche et de formation économique et sociale pour l'innovation et la technologie

de l'Université des Nations Unies, le Centre pour la recherche économique et l'enseignement supérieur et l'Institut d'économie, tous deux rattachés à l'Académie des sciences de la République tchèque, l'Université d'Europe centrale à Budapest, le Centre international de promotion des entreprises en Slovénie et l'Académie diplomatique de Vienne en Autriche. Des formations sur l'industrie verte ont été organisées au cours de l'année, parmi lesquelles, un stage national à l'intention de décideurs en Chine, qui s'est déroulé au mois de mars, un programme régional de formation d'une durée de huit jours mis en œuvre en juin et intitulé "Industrie verte: transformer l'industrie du futur", proposé aux étudiants des pays arabes à l'Université de Bahreïn et un stage d'été qui s'est déroulé à l'Université d'Europe centrale en juillet.

Un programme conjoint mené actuellement avec l'Energy and Resources Institute et l'Université TERI de New Delhi contribue à faire mieux connaître et comprendre les grandes tendances mondiales, les technologies innovantes, les politiques et les solutions interdisciplinaires qui existent dans les domaines de l'énergie, du changement climatique et du développement durable.

Dans le cadre d'un accord avec l'Université Purdue de l'Indiana aux États-Unis d'Amérique, 22 cadres africains venant d'organismes de réglementation, d'entreprises pharmaceutiques et d'universités ont pu suivre des cours de Master en biotechnologie, innovation et science réglementaire, en coopération avec la Merck Foundation et la Kilimanjaro School of Pharmacy de la République-Unie de Tanzanie. À la Kilimanjaro School of Pharmacy, 23 participants ont terminé une formation avancée sur la pharmacie industrielle au mois de mars, tandis que 21 autres venant de huit pays d'Afrique se sont inscrits à un cours pour la nouvelle année universitaire.



LE STAGE DE FORMATION ORGANISÉ PAR L'INSTITUT DE L'ONUDI POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, QUI S'EST DÉROULÉ À L'UNIVERSITÉ DE BAHREÏN AU MOIS DE JUIN, A DONNÉ L'OCCASION AUX PARTICIPANTS DE S'IMPRÉGNER DES DERNIÈRES TENDANCES EN MATIÈRE DE SOLUTIONS DURABLES ET DE RÉFLÉCHIR À DES MOYENS INNOVANTS ET D'UN BON RAPPORT COÛT-EFFICACITÉ POUR REMÉDIER AUX PROBLÈMES DE VIABILITÉ AUXQUELS LE SECTEUR INDUSTRIEL EST CONFRONTÉ.

Vingt étudiants en doctorat, originaires de 10 pays différents, ont participé à un cours sur le thème "Les énergies renouvelables pour lancer le développement durable dans les économies à revenu faible ou intermédiaire", qui était organisé par l'ONUDI à Côme (Italie), en février. Cette formation de cinq jours était l'aboutissement d'un partenariat entre l'ONUDI, l'École polytechnique de Milan — l'une des plus grandes écoles d'ingénieurs en Europe — l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et la Fondation Cariplo, institution italienne spécialisée dans le développement durable. En coopération avec ALTIS, l'école de commerce de l'Université catholique du Sacré-Cœur de Milan, l'ONUDI contribue à la définition de politiques générales destinées à favoriser l'emploi en Éthiopie.

Dans le cadre d'un projet visant à enseigner la marbrerie et la maçonnerie à des jeunes Palestiniens, des formations universitaires, techniques et professionnelles ont été mises en place à l'Université polytechnique de Palestine, à Hébron, où les étudiants de niveau postsecondaire peuvent suivre un cours de deux ans sanctionné par un diplôme (voir chapitre 3). L'ONUDI a également coopéré avec l'École nationale chinoise de développement, à l'Université de Beijing, concernant l'élaboration d'un cadre visant à favoriser le développement industriel inclusif et durable (voir chapitre 4).

Au cours de l'année, l'ONUDI a été invitée par un certain nombre d'universités et d'instituts à présenter des documents ou à faire des interventions sur différents aspects de son action. Elle a notamment eu à présenter son approche fondée



DANS LE CADRE D'UN PROJET RÉCEMMENT MENÉ À TERME ET FINANCÉ PAR L'UE EN CÔTE D'IVOIRE, L'ONUDI A AIDÉ DES PME DES SECTEURS DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT, DU MANIOC, DES CÉRÉALES ET DE LA NOIX DE CAJOU À AMÉLIORER LEUR COMPÉTITIVITÉ. LA CRÉATION DE CONSORTIUMS D'EXPORTATEURS A AIDÉ À STIMULER LE PARTAGE DE CONNAISSANCES, TOUT EN RÉDUISANT LES COÛTS ET LES RISQUES LIÉS À L'EXPORTATION.

sur le changement structurel et le diagnostic industriel à des experts du développement industriel réunis à New York dans le cadre de l'initiative de dialogue politique de l'Université Columbia, ainsi qu'à des étudiants diplômés de l'Université de Beijing et de l'Université de la ville de New York.

Dans les pays bénéficiant des services de l'ONUDI, les universités accueillent souvent des formations visant à préparer les étudiants à un emploi productif. L'Université et l'Institut de formation technique de Gambie ont dispensé une formation sur les énergies renouvelables. Dans le cadre d'un projet mené par l'ONUDI en République-Unie de Tanzanie, un centre technique consacré aux petites centrales hydroélectriques a été créé au sein de la Faculté d'ingénierie et de technologie de l'Université de Dar es-Salaam.

ACTIVITÉS ET REPRÉSENTATION DE L'ONUDI AU NIVEAU RÉGIONAL

Programmes régionaux et programmes de pays

L'ONUDI dispose d'un réseau de 30 bureaux régionaux et bureaux de pays et de 17 comptoirs, disséminés dans 116 pays au total à travers le monde. Elle a également un centre pour la coopération régionale en Turquie.

Les activités menées par l'ONUDI au sein d'une région donnée sont supervisées par le Service des programmes régionaux et de la représentation hors siège, nouvellement rebaptisé, qui comprend cinq bureaux régionaux (voir chapitre 1^{er}). Ce Service

fait des analyses stratégiques, donne des conseils pour contribuer à l'élaboration des programmes régionaux et des programmes de pays menés par l'ONUDI, et recense les besoins et nouveaux schémas de développement propres à chaque pays ou région, en tenant compte des priorités exprimées par les donateurs. Il élabore par ailleurs des mesures stratégiques destinées à favoriser la coopération technique et à entretenir des relations solides avec les États membres.

Les cinq bureaux régionaux animent et appuient l'action de l'ONUDI dans sa fonction de forum mondial en assurant l'organisation et la coordination de conférences et de manifestations régionales. Ils contribuent aussi au bon déroulement des missions du Directeur général et d'autres hauts fonctionnaires, dans leurs domaines de compétence respectifs, ainsi que des visites à l'ONUDI de hauts responsables des États membres. Leur connaissance intime du climat politique, économique et social de leurs régions respectives constitue un outil précieux pour les services techniques de l'ONUDI chargés de l'élaboration de projets. Les bureaux régionaux veillent également à ce que les activités menées au niveau des pays et au sein des équipes de pays des Nations Unies tiennent compte de la nouvelle stratégie de l'ONUDI axée sur le développement industriel inclusif et durable.

Afrique

Au cours de l'année, l'ONUDI a planifié ou aidé à organiser un certain nombre de conférences et de manifestations. Elle a notamment facilité la visite en juin d'une délégation de la Commission de l'Union africaine à l'ONUDI et la Conférence ministérielle sur les nouveaux partenariats pour le renforcement des capacités productives des pays les moins avancés, qui s'est tenue en juillet au Bénin. Le Bureau pour l'Afrique a fini d'élaborer des programmes de pays pour le Burkina Faso, l'Éthiopie, la Guinée, le Lesotho,

le Mozambique, le Niger, le Sénégal, le Tchad et la Zambie. Des missions d'évaluation des besoins ont été menées au Swaziland au mois de juillet et en Namibie au mois d'août. Des programmes de pays sont en cours d'élaboration pour l'Angola, le Bénin, le Botswana, le Burundi, le Cabo Verde, le Cameroun, le Congo, l'Érythrée, le Gabon, le Ghana, Madagascar, le Malawi, le Mali, Maurice, la Mauritanie, la Namibie, le Rwanda, le Swaziland et le Zimbabwe. Le lancement des nouveaux programmes de pays a été l'occasion d'organiser des manifestations spéciales, notamment une table ronde des donateurs pour l'Ouganda, en juillet, ou encore des ateliers et des formations au Burkina Faso et au Niger, destinés au personnel des différents ministères concernés ainsi que des représentants du secteur privé et des institutions financières. En décembre, l'ONUDI a organisé à Abuja une formation de deux semaines sur la gestion axée sur les résultats, à l'intention des responsables des administrations publiques siégeant au comité directeur du programme pour le Nigéria.

États arabes

Les organismes régionaux et sous-régionaux tels que la Ligue des États arabes et le Conseil de coopération des États arabes du Golfe jouent un rôle primordial pour aider les pays arabes les plus pauvres à surmonter leurs difficultés politiques, économiques et sociales et à élaborer des solutions adaptées. Par l'intermédiaire de son bureau régional, l'ONUDI reste en contact avec ces organismes ainsi qu'avec d'autres organisations de la région. Les activités de l'ONUDI ont été présentées à l'occasion de plusieurs réunions, parmi lesquelles le septième Forum-exposition économique arabo-autrichien, qui a eu lieu à Vienne au mois de mai, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Chambre de commerce austro-arabe. Le Crans Montana Forum, qui s'est tenu à

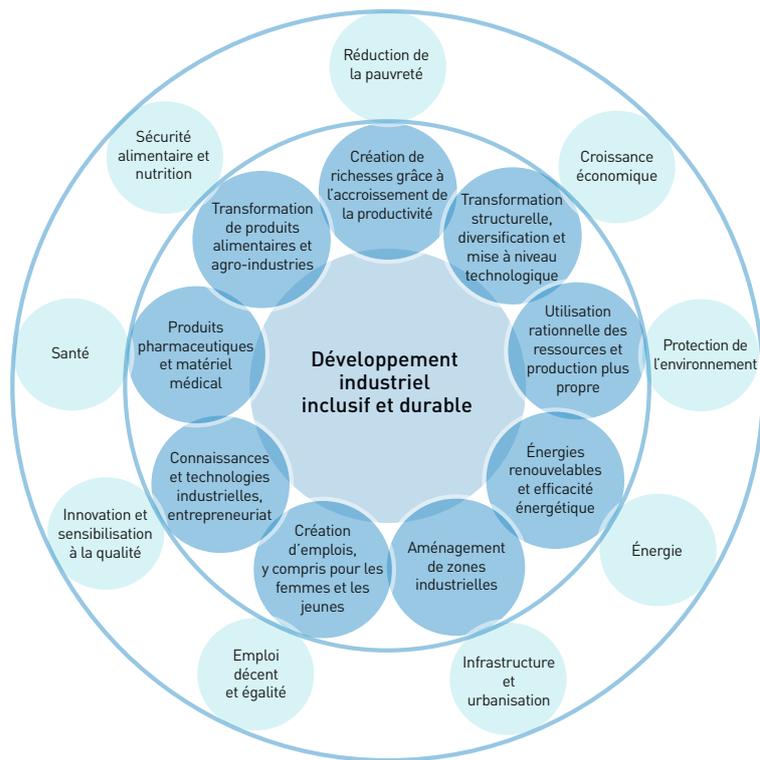


FIGURE 3. CONTRIBUTION DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL INCLUSIF ET DURABLE AUX PRIORITÉS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Rabat en juin, a permis de faire mieux connaître le mandat de l'ONUDI en faveur du développement industriel inclusif et durable.

Grâce à une stratégie de communication active dans la région, l'ONUDI et son mandat de développement industriel inclusif et durable ont bénéficié d'une importante couverture médiatique, aussi bien dans la presse qu'à la télévision. Les projets visant à réduire le taux de chômage élevé des jeunes dans les pays arabes ont bénéficié d'une attention particulière au cours de l'année, avec l'introduction d'une matière consacrée à l'entrepreneuriat au programme scolaire de l'Égypte et d'autres pays de la région. Un ouvrage important, publié en mars sous le titre *Industrial development in North African countries—A statistical profile (Le développement industriel dans les pays d'Afrique du Nord: un profil statistique)*, a couvert l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc, la Tunisie et le Soudan.

Asie et Pacifique

Les pays à revenu intermédiaire de la région, comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran (République islamique d'), la Malaisie, le Pakistan, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam, mettent leurs connaissances spécialisées en commun dans le cadre d'initiatives de coopération Sud-Sud (voir ci-dessous). Les activités de l'ONUDI dans ces pays ont porté sur le renforcement de la compétitivité, sur d'autres formes d'assistance liée au commerce et sur l'énergie durable. Les projets menés dans les pays les moins avancés de la région (Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao et Timor-Leste) ont concerné notamment l'agro-industrie, les regroupements de PME, le développement du secteur privé, l'assistance technique liée au commerce, les politiques et statistiques industrielles, les énergies renouvelables et les systèmes de production moins polluants.



DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DURABLE AU KAZAKHSTAN

Le Gouvernement du Kazakhstan a approuvé en juillet un programme de pays doté d'un budget indicatif total de 15,6 millions d'euros. Ce programme, qui couvrira la période 2015-2017, portera principalement sur les huit domaines suivants: modernisation et compétitivité de l'industrie; bourses de sous-traitance et de partenariat; renforcement des capacités commerciales; renforcement du Centre pour le développement des entreprises industrielles du Fonds Damu pour le développement de l'entrepreneuriat; utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie; projet au titre du Protocole de Montréal; création d'un Centre de l'ONUDI pour la coopération industrielle internationale; et élaboration de statistiques industrielles conformes aux normes internationales et européennes. Le programme a été approuvé après la

signature, par le Directeur général de l'ONUDI et le Premier Ministre kazakh, d'une déclaration conjointe concernant la coopération pour la promotion du développement industriel inclusif et durable. Actuellement, l'ONUDI et le Kazakhstan coopèrent à plusieurs projets à l'échelle nationale et régionale, et notamment à l'introduction, dans le secteur de l'agriculture et des opérations après récolte, de solutions de substitution aux substances appauvrissant la couche d'ozone, grâce au cofinancement du FEM et de partenaires nationaux. La prochaine étape consistera pour l'ONUDI à étudier les possibilités de partenariat avec des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, en vue de soutenir le développement industriel inclusif et durable dans le pays.

Parmi les principales manifestations, on peut citer le lancement de la campagne "Make in India", qui fait écho à l'approche de l'ONUDI basée sur le développement industriel inclusif et durable, ainsi que le renforcement du Centre pour la coopération industrielle Sud-Sud basé à New Delhi (voir chapitre 4). À l'occasion du deuxième Salon international chinois des technologies, qui s'est déroulé à Shanghai en avril, une rencontre organisée par l'ONUDI a mis en évidence le rôle du transfert de technologies dans la promotion du développement industriel inclusif et durable. Le Directeur général a signé avec la Chine un cadre de coopération stratégique portant sur une période de deux ans et axé sur l'industrie verte et la sécurité alimentaire. D'autres manifestations ont été organisées en Chine, notamment les forums de l'ONUDI sur le développement de la ceinture économique de la Route de la soie et sur la Route maritime de la soie.

La création du Centre régional du Pacifique sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique a été annoncée à l'occasion de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, qui s'est tenue à Samoa en septembre.

Europe et Asie centrale

En octobre, l'ONUDI a signé avec la Commission économique eurasienne une déclaration conjointe qui ouvre la voie à une coopération plus importante dans le domaine du développement industriel inclusif et durable. Cette déclaration définit certains domaines de coopération spécifiques, notamment l'entrepreneuriat, l'innovation, le transfert de technologies, le renforcement des capacités commerciales, la gestion de l'environnement et l'efficacité énergétique.

Un programme-cadre de coopération a été établi pour l'Azerbaïdjan, en étroite collaboration avec le Gouvernement. Signé en novembre à Bakou, il porte sur la période 2014-2018 et vise à renforcer la coopération bilatérale dans le domaine du développement industriel inclusif et

durable, conformément aux priorités de développement définies au niveau national. Il prévoit une assistance de l'ONUDI pour développer le secteur de l'industrie non pétrolière et diversifier l'économie. Un projet de programme-cadre pour le Kazakhstan a été approuvé par le Gouvernement, et des fonds ont été alloués à l'ONUDI pour en assurer la mise en forme (voir encadré).

Au mois de mars, un atelier a été organisé à Vienne pour le lancement d'un projet régional de renforcement des capacités, prévu sur deux ans et destiné à l'élaboration de programmes pour atténuer les effets des problèmes écologiques mondiaux; il a été suivi en octobre d'un atelier de formation de cinq jours destiné à des experts de l'environnement venant d'Arménie, du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, du Kirghizistan et d'Ukraine, sur des questions telles que la gestion des déchets industriels toxiques, les énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie.

Amérique latine et Caraïbes

La représentation active de la région à Vienne permet à l'ONUDI de rester en contact avec ses pays partenaires d'Amérique latine et des Caraïbes. Le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes coopère avec l'Organisation à l'élaboration de programmes de pays ou de propositions de projets pour la région. Au cours de l'année, il a collaboré avec l'ONUDI à quatre initiatives régionales: un projet de prévision technologique pour l'automatisation et la robotique industrielles au Brésil et en Uruguay; un projet visant à accroître la compétitivité des chaînes de valeur de la crevette en Colombie, à Cuba, en Équateur, au Nicaragua, au Mexique et en République dominicaine; la formation de groupements d'exportateurs dans les pays membres de la Communauté des Caraïbes; et la création de parcs éco-industriels en Argentine, en Bolivie (État plurinational de), au Chili, au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala, au

Panama, au Paraguay, au Pérou et au Venezuela (République bolivarienne du). Lors de la visite du Directeur général de l'ONUDI à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), en juin, les deux organismes sont convenus de renforcer leur coopération.

Une deuxième phase opérationnelle concernant l'initiative régionale de la Banque du savoir industriel a été approuvée. Les membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes ont réaffirmé l'intérêt du projet, qui contribue au développement de meilleures pratiques et à l'échange de connaissances dans la région. La Banque constitue un bon exemple de coopération Sud-Sud, que le Groupe souhaiterait voir élargie à une coopération triangulaire.

Bureaux de l'ONUDI à New York, à Genève et à Bruxelles

Trois bureaux de l'ONUDI, placés sous la supervision directe de l'Adjoint du Directeur général, assurent la promotion et la représentation de l'Organisation à New York, à Genève et à Bruxelles.

New York

Le Bureau de l'ONUDI à New York veille à ce que tous les États membres, qu'ils soient ou non représentés à Vienne, soit pleinement informés du rôle moteur que joue l'Organisation dans le domaine du développement industriel inclusif et durable. Il a régulièrement apporté sa contribution aux travaux de l'équipe d'appui technique du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable ainsi qu'à ceux d'un certain nombre d'équipes spéciales et autres forums. Par l'intermédiaire de son Bureau à New York, l'ONUDI appuie les "Amis du développement industriel inclusif et durable", groupe de 37 Représentants permanents qui s'emploie énergiquement à faire reconnaître l'importance de l'industrialisation dans

le programme de développement pour l'après-2015. En plus de ses activités de sensibilisation, le Bureau de New York représente l'ONUDI dans les discussions intergouvernementales et interinstitutions et les processus décisionnels importants menés au Siège de l'ONU. Il organise régulièrement, à l'intention des États membres et des groupements régionaux et politiques sis à New York, des séances d'information sur différents aspects du développement industriel inclusif et durable.

Au cours de l'année, le Bureau de New York a organisé un certain nombre de manifestations, notamment un forum de l'ONUDI sur le thème "Partenariats axés sur la gestion efficace des ressources: accéder au développement industriel inclusif et durable", qui s'est tenu en avril. Il a également coordonné une réunion ministérielle du Groupe des 77 et de la Chine, tenue en novembre à Tarija (État plurinational de Bolivie) et accueillie par la Bolivie en collaboration avec les Commissions économiques des Nations Unies pour l'Afrique et pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Dans les conclusions de cette réunion de haut niveau, consacrée à la gouvernance des ressources naturelles et à l'industrialisation, les membres du Groupe des 77 ont souligné l'utilité des services de l'ONUDI dans ces domaines. Le Bureau a également participé à des manifestations organisées en marge des grandes conférences qui se sont tenues au Siège de l'ONU, notamment à l'examen des liens entre le développement industriel inclusif et durable et le développement de villes viables, qui s'est déroulé pendant le débat du Conseil économique et social consacré à l'urbanisation durable, au mois de mai. Dans le cadre de sa fonction de liaison, le Bureau de New York a non seulement maintenu des contacts étroits avec les organisations du système des Nations Unies et les représentants des États Membres, mais il a aussi collaboré avec des organisations intergouvernementales et non gouvernementales internationales, comme récemment avec la Chambre de



LA RÉUSSITE DU CENTRE DE LA CEDEAO POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, CRÉÉ EN 2010 AFIN D'ÉTABLIR UN CADRE FAVORABLE AUX MARCHÉS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, A ENTRAÎNÉ L'APPARITION DE NOUVEAUX CENTRES EN AFRIQUE DE L'EST, EN AFRIQUE AUSTRALE, DANS LA RÉGION DU PACIFIQUE ET PLUS RÉCEMMENT DANS LES CARAÏBES.

commerce internationale et la Chambre panafricaine du commerce et de l'industrie.

Genève

Le Bureau de l'ONUDI à Genève, premier point de contact pour les 25 missions permanentes auprès de l'Organisation sises en Suisse, facilite la participation aux travaux de l'ONUDI des États membres qui n'ont pas de représentation à Vienne. Il sert également d'interlocuteur auprès des nombreux organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales ayant leur siège à Genève. Au cours de l'année, la collaboration a été renforcée entre l'ONUDI et la CNUCED, le Centre du commerce international, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), l'OIT, l'OMS et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) autour d'un engagement commun en faveur du développement industriel inclusif et durable. En tant que membre du Partenariat pour l'action en

matière d'économie verte, l'ONUDI a travaillé main dans la main avec le PNUD, le PNUE, l'UNITAR et l'OIT. Par l'intermédiaire de son Bureau à Genève, elle a poursuivi sa coopération avec ONUSIDA, l'OMS et UNITAID, la Facilité internationale d'achat de médicaments, dans le cadre du Plan relatif à la fabrication de médicaments pour l'Afrique.

Au cours de l'année, le Bureau de Genève a représenté l'ONUDI à plus d'une centaine de conférences, manifestations, ateliers et séminaires qui ont porté sur des sujets variés. Sa participation au groupe de haut niveau de l'Union africaine sur l'industrialisation et le développement inclusif en Afrique, qui s'est réuni en novembre à l'occasion de la Journée de l'industrialisation de l'Afrique, a revêtu une importance toute particulière.

Bruxelles

Grâce à son Bureau à Bruxelles, l'ONUDI peut collaborer étroitement

aussi bien avec la Commission européenne qu'avec les représentants des pays membres de l'UE. Au cours de l'année, deux Commissaires européens et d'autres hauts fonctionnaires ont effectué une visite au siège de l'ONUDI.

Le Bureau de Bruxelles assure la relation indispensable entre l'ONUDI et le secteur privé. Au cours de l'année, des discussions ont ainsi été menées avec des représentants du Gouvernement et du secteur privé de l'Allemagne sur les perspectives offertes par le continent africain, avec des représentants de l'Italie sur la nouvelle géographie industrielle et l'internationalisation des PME italiennes, et avec des représentants de la Pologne sur les possibilités de coopération et d'investissement en Afrique.

L'ONUDI a joué un rôle actif dans le cadre du cinquième Forum des affaires UE-Afrique, qui s'est déroulé à Bruxelles au mois de mars, organisant à cette occasion des tables rondes sur le thème "Investissements et partenariat en vue d'un travail productif pour les jeunes", sur les modèles inclusifs dans les chaînes agroalimentaires et sur la santé et les produits pharmaceutiques. L'Organisation a également apporté son concours au forum de l'agribusiness sur le renforcement du commerce régional et des chaînes de valeur des produits agroalimentaires dans les Caraïbes, qui s'est tenu en novembre à la Grenade.

En juin, le travail réalisé par l'ONUDI avec un certain nombre d'entreprises de recyclage en Belgique (Umicore, WorldLoop, Recupel, Close the Gap, Coolrec et Galloo) a été récompensé lors de la cérémonie du Sustainable Partnerships Award 2014. Le partenariat mis à l'honneur se porte sur les risques que les déchets électroniques font peser sur l'environnement en Afrique. Par l'intermédiaire de son Bureau à Bruxelles, l'ONUDI a également participé à un dialogue sur le rôle du secteur privé dans le développement, à l'occasion de la réunion informelle de l'UE qui a rassemblé les ministres chargés du développement à Florence, en Italie, en juillet. Le même mois, l'Organisation

a pris part à une concertation sur les politiques à mener pour la coopération des entreprises en matière de développement, où étaient représentés le Gouvernement du Luxembourg, l'agence luxembourgeoise pour le développement LuxDev et le secteur privé, à l'occasion des Greater Region Business Days, salon annuel organisé par la Chambre de commerce luxembourgeoise. Des consultations complémentaires sont actuellement menées avec le secteur privé pour une plus grande collaboration, en particulier en Afrique.

COOPÉRATION SUD-SUD ET COOPÉRATION TRIANGULAIRE

“La diversité des connaissances et des technologies offertes par le Sud de la planète apporte un ensemble de solutions complémentaires face aux grands défis qui se posent en matière de développement, assurant souvent des moyens d'action mieux adaptés au contexte, plus abordables et capables de mieux répondre aux besoins des pays du Sud, sans que ces contributions ne soient subordonnées à aucune condition particulière”.

LI Yong, Directeur général de l'ONUDI

La coopération Sud-Sud constitue une plate-forme pour l'échange et la diffusion de connaissances, d'expériences, de technologies, d'investissements, d'informations et de compétences entre pays, l'objectif étant d'accélérer la croissance économique et le développement durable. Elle repose sur les principes de l'intérêt mutuel, du respect de la souveraineté et de l'appropriation nationales et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. Depuis sa création, l'ONUDI a joué



un rôle essentiel pour promouvoir la coopération entre ses États membres. En novembre, le Directeur général a prononcé un discours à la septième Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud, à Washington.

En collaboration avec la Chine, l'ONUDI a créé un premier centre pour la coopération industrielle Sud-Sud en 2006, puis un autre similaire un an plus tard à New Delhi. Le centre établi en Chine a contribué à organiser la première exposition sur le développement Sud-Sud tenue dans la région des États arabes. Sous le slogan “Des solutions pour agir”, cette exposition accueillie en février par le Qatar a présenté plus d'une centaine de solutions ayant fait leurs preuves en matière de développement et ayant été élaborées et testées par les pays de la région. L'ONUDI a été l'une des diverses institutions spécialisées à organiser un forum d'échange. Le centre de l'ONUDI pour la coopération

Sud-Sud en Inde a mené avec succès différents projets dans plusieurs pays, en particulier en Afrique et dans la région de l'Asie et du Pacifique. Parmi les projets en cours figurent la production de biopesticides à base de neem pour le Ghana, le Nigéria et la Sierra Leone, l'installation de centrales solaires au Bangladesh et la production de géotextiles à partir de fibre de coco au Kenya (voir chapitre 3).

Le mois de septembre a vu le lancement d'un réseau Sud-Sud de centres régionaux pour les énergies renouvelables pour les petits États insulaires en développement d'Afrique, du Pacifique, des Caraïbes et de l'océan Indien. Avec l'appui de l'Autriche et de l'Espagne, ce nouveau réseau stimulera les efforts déployés sur le plan national dans les domaines de la mise en œuvre des politiques, du renforcement des capacités, du transfert de connaissances et de technologies, de l'investissement

et de la promotion commerciale (voir chapitre 5).

Le réseau mondial de production propre et économe en ressources mis en place par l'ONUDI s'emploie, par des activités de promotion et de valorisation commerciale, à faire appliquer des méthodes, techniques et politiques axées sur la production propre et économe en ressources. Au cours de l'année, cinq réunions régionales des antennes régionales du réseau ont permis de recenser, en les regroupant par thème, des perspectives concrètes de coopération Sud-Sud et triangulaire (voir chapitre 5).

La plupart des projets de l'ONUDI portent, dans une plus ou moins large mesure, sur la coopération entre pays en développement, et sont évoqués dans d'autres parties du présent *Rapport annuel*. Parmi les exemples de coopération Sud-Sud figure un atelier international sur le recyclage de matières plastiques, organisé à Bursa en Turquie en septembre, au cours duquel des participants provenant de Côte d'Ivoire, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Monténégro, du Myanmar, du Nigéria, du Soudan, de Turquie, du Viet Nam et du Zimbabwe ont pu partager leurs expériences et leurs compétences spécialisées. Grâce aux connaissances qu'ils ont nouvellement acquises, les participants sont rentrés dans leurs pays respectifs armés des capacités nécessaires pour faire face aux problèmes spécifiques auxquels sont confrontées leurs entreprises et organisations, lesquelles serviront à leur tour de modèles au niveau national. Un nouveau projet est en cours au Myanmar pour la mise en place d'un centre de traitement du bambou qui se concentrera sur la formation professionnelle et fera office de centre expérimental. Ce centre tirera parti des technologies utilisées en Inde par des institutions spécialisées et sera financé par le Centre de New Delhi pour la coopération industrielle Sud-Sud et le Gouvernement indien.

Dans le cadre d'un projet mené en Côte d'Ivoire pour la réinsertion des ex-combattants dans la société

civile, le Maroc a proposé un stage de trois semaines destiné à renforcer les compétences de 30 formateurs ivoiriens. La Fédération de Russie et l'Inde fournissent au Kirghizistan les technologies nécessaires à la production de matériaux de construction respectueux de l'environnement et peu coûteux. La Tunisie a accueilli un voyage d'étude que de hauts fonctionnaires de la République-Unie de Tanzanie ont effectué dans le cadre d'un projet de l'ONUDI pour la mise à niveau et la modernisation de l'industrie (voir chapitre 4), et qui a donné aux participants la possibilité de tirer des enseignements de l'expérience tunisienne concluante dans un projet similaire. L'ONUDI élabore actuellement un programme d'ensemble destiné à promouvoir les petits systèmes hydroélectriques dans les pays en développement, en mettant l'accent sur la coopération Sud-Sud. Une formation consacrée à la fabrication de turbines a été organisée en mai à Bandung en Indonésie, à l'intention de participants venant de la République-Unie de Tanzanie; ce stage d'une durée de trois semaines a permis aux participants de s'initier à la conception, à la fabrication et à l'installation de turbines T-15 à flux traversant, ainsi qu'à l'élaboration et à la gestion de petites centrales hydroélectriques.

Dans le cadre d'un projet mené en Égypte sur les plantes médicinales et aromatiques, et plus particulièrement son volet relatif à l'accès aux marchés, l'ONUDI a négocié avec le Brésil et la Serbie des accords portant sur le transfert de technologies et la promotion commerciale. En Inde, un projet portant sur le développement des chaînes d'approvisionnement automobiles s'est inspiré de l'expérience de l'Afrique du Sud, reprenant les méthodologies qui avaient été adoptées dans un projet similaire pour les adapter au contexte indien. De son côté, l'Inde a partagé avec le Koweït ses meilleures pratiques dans le secteur de la chimie et des matières plastiques, dans le cadre d'un projet visant à accroître la

compétitivité des PME koweïtiennes en matière d'exportation (voir chapitre 4). La Fondation indienne pour le regroupement des micro, petites et moyennes entreprises a participé à une formation sur les méthodes de regroupement d'entreprises, organisée au Caire par l'ONUDI.

La coopération technique mise en œuvre à Mashhad en République islamique d'Iran et à Hérat en Afghanistan entre des groupes de fabricants de chaussures constitue un aspect important du programme de l'ONUDI visant à assurer des moyens de subsistance durables aux réfugiés afghans en République islamique d'Iran, y compris à ceux qui regagnent l'Afghanistan. Des partenaires iraniens partagent leurs connaissances avec des entreprises du secteur de la chaussure en Afghanistan. Les activités menées conjointement avaient notamment trait à la participation à des salons nationaux et internationaux tels que le seizième salon du cuir et des peaux, organisé en août à Tabriz en République islamique d'Iran, et à un voyage d'étude effectué en décembre à Mashhad par une délégation de producteurs originaires d'Hérat (voir chapitre 3).

Le Programme mondial d'innovation dans les technologies propres pour les PME, mis en œuvre par l'ONUDI, a concerné durant l'année les six pays suivants: Afrique du Sud, Arménie, Inde, Malaisie, Pakistan et Turquie. La coopération Sud-Sud, qui constitue un élément important de ce programme, permet aux entrepreneurs et aux PME de se développer sur les plans technologique et géographique. Pour l'édition 2014 du concours, un total de 555 dossiers ont été reçus, sur la base desquels 159 entrepreneurs faisant preuve d'innovation dans le domaine des technologies propres ont été sélectionnés pour participer au programme accéléré, qui met les entrepreneurs en relation avec des entités internationales susceptibles de les parrainer et aide à organiser des manifestations et des formations au niveau régional.

UNE INDUSTRIE INCLUSIVE

“La pauvreté dénature, déchire, abîme et souvent précarise les vies humaines. Notre objectif doit être un monde de dignité, d’opportunités et de bien-être, dans lequel nous n’oublions personne. Les pauvres et les personnes vulnérables sont eux-mêmes des partenaires incontournables de ce combat. Leurs connaissances et leurs opinions sont essentielles si nous voulons des solutions constructives et durables. [...] Ensemble, nous avons accompli des progrès remarquables. Plus de 700 millions de personnes ont été sorties de la pauvreté extrême entre 1990 et 2010. Mais en dépit de cette grande réussite, une personne sur cinq vit avec moins de 1,25 dollar par jour dans les régions en développement. Là où la pauvreté persiste, il est difficile de faire des progrès en matière de développement, et plus encore de les préserver. Là où pauvreté et inégalités prennent racine, il y a fort à parier qu’instabilité et conflits apparaissent. Là où la pauvreté est endémique, les gens n’ont aucune perspective d’avenir. Au moment où nous redoublons d’efforts pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, définir un programme pour l’après-2015 et conclure un accord sur le changement climatique, plaçons l’élimination de la pauvreté sous toutes ses formes au centre de nos préoccupations.”

Le Secrétaire général de l’ONU, Ban Ki-moon, à l’occasion de la Journée internationale pour l’élimination de la pauvreté, le 17 octobre 2014



L'AGRIBUSINESS ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Dans les pays les plus pauvres du monde, l'agriculture est la principale source de revenus pour 80 % de la population. Parallèlement, à peine plus de la moitié de tous les produits agricoles récoltés dans les pays en développement arrivent sur la table des consommateurs: il y a une perte cumulée de 40 % tout au long de la chaîne de valeur, qui entraîne par contre-coup le gaspillage de 550 milliards de mètres cubes d'eau dans la culture de produits qui ne parviennent jamais au consommateur, sans parler des 1,4 milliard d'hectares de terres agricoles consacrées à la production d'aliments qui ne sont pas consommés. Ces statistiques qui font réfléchir expliquent pourquoi l'ONUDI consacre l'essentiel de l'appui qu'elle apporte à nombre de ses pays partenaires, d'une part, à la création d'entreprises agro-industrielles qui aideront à créer des emplois et des revenus et, d'autre part, à la réduction des pertes après récolte, qui permettra de nourrir le milliard de personnes sous-alimentées dans le monde et d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale.



L'AGRIBUSINESS EN AFRIQUE ET DANS LE PACIFIQUE SUD

L'Initiative pour le développement accéléré de l'agribusiness et des agro-industries (ID3A) est une entreprise conjointe de l'ONU DI, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Fonds international de développement agricole et de la Banque africaine de développement, qui vise à développer l'agribusiness et les agro-industries dans les pays en développement. Des projets pilotes sont en cours dans les pays suivants: Afghanistan, Comores, Ghana, Haïti, Libéria, Madagascar, Nigéria, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone et Soudan. Dans le cadre de l'ID3A, l'ONU DI élabore actuellement pour les îles du Pacifique Sud — Fidji, Îles Salomon, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu — un projet qui renforcera les capacités productives des petites entreprises et améliorera les liens commerciaux dans les chaînes de valeur régionales de la pêche. La région du Pacifique Sud dispose de ressources halieutiques suffisantes, dont le plus gros stock de thons au monde, pour soutenir une hausse des quantités de poissons pêchés pour la consommation locale et maintenir des capacités d'offre compétitives de poissons et de produits dérivés du poisson pour la sécurité alimentaire et le développement rural. Les activités de formation mettront l'accent sur la gestion et la transformation après récolte, la conservation et la transformation des produits à base de poisson, et l'adoption de réglementations adéquates et de bonnes pratiques pour le traitement des prises à bord. L'ONU DI encouragera l'adoption de technologies et techniques appropriées pour créer de la valeur ajoutée, ainsi que l'échange de bonnes pratiques. Le projet fera appel à des investissements privés et publics dans des opérations visant à mettre en place ou à améliorer les outils logistiques nécessaires pour faciliter l'amarrage dans les ports et les débarcadères, et permettre ainsi un meilleur accès aux marchés régionaux.



LA VALEUR AJOUTÉE AGRICOLE PAR TRAVAILLEUR DANS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS EST DE 336 DOLLARS, CONTRE 1060 DOLLARS DANS LES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE ET 18497 DOLLARS DANS LES PAYS À REVENU ÉLEVÉ. DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, EN MOYENNE 38% DES PRODUITS SONT TRANSFORMÉS, CE QUI A POUR CONSÉQUENCE UN ÉNORME POTENTIEL NON EXPLOITÉ EN TERMES DE CRÉATION D'EMPLOIS ET DE REVENUS.

Au cours de l'année, diverses publications ont fait état de la contribution de l'Organisation au développement de l'agribusiness dans les pays les plus pauvres du monde, notamment la revue trimestrielle *West African Quarterly Monitor* parue en octobre, qui a consacré un dossier spécial à l'agribusiness en Afrique de l'Ouest.

Lors de sa visite officielle au Kirghizistan en avril, le Directeur général LI Yong a réaffirmé l'engagement continu de l'ONU DI en faveur des efforts de développement industriel de ce pays. Une des priorités des autorités kirghizes était la création d'emplois durables dans les zones rurales. Dans le cadre d'un projet de 2 millions de dollars des États-Unis lancé en octobre avec le soutien de la Fédération de Russie, l'ONU DI aidera à créer des emplois en mettant au point et en utilisant des matériaux économiques et écologiques pour construire des logements et remettre en état les systèmes d'irrigation dans les zones rurales. Ce

projet devrait permettre aux populations et aux PME locales du secteur des matériaux de construction de tirer parti de l'introduction de technologies innovantes et peu chères pour la construction de logements, ainsi que de la création d'emplois et de valeur ajoutée.

Les agro-industries

Au nombre des formations organisées par l'ONU DI sur les agro-industries et les domaines connexes, on peut citer un atelier de deux semaines sur le recyclage des plastiques, tenu à Bursa (Turquie) en septembre. Cet atelier a permis aux participants impliqués dans le secteur du plastique, venant de Côte d'Ivoire, du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Monténégro, du Myanmar, du Nigéria, du Soudan, de Turquie, du Viet Nam et du Zimbabwe, de s'inspirer de l'expérience de la Turquie pour combler le décalage entre leurs connaissances



LES BÉNÉFICIAIRES FINAUX D'UN PROJET VISANT À CRÉER DES CHAÎNES DE VALEUR AGRO-INDUSTRIELLES SOLIDES EN ANGOLA SONT LES EXPLOITANTS AGRICOLES, LES TRAVAILLEURS ET LES ENTREPRENEURS, QUI DEVRAIENT TIRER PARTI D'UNE AMÉLIORATION DE L'EMPLOI ET DE REVENUS PAR DES INITIATIVES DE SOUTIEN CONÇUES ET MISES EN ŒUVRE PAR LES BÉNÉFICIAIRES DIRECTS DU PROJET.

théoriques et leurs applications pratiques. Une fois mis en pratique le nouveau savoir-faire acquis à leur retour dans leurs pays, leurs entreprises ou départements respectifs pourraient servir de modèles pour d'autres.

Lors du dix-huitième congrès mondial, tenu à Beijing en septembre, de l'International Commission of Agricultural and Biosystems Engineering dont elle est membre, l'ONUUDI a fait une présentation sur l'analyse et le développement des chaînes de valeur agricoles. En novembre, un orateur principal est intervenu en son nom à Bologne, en Italie, à la réunion annuelle du CEMA, l'association européenne qui représente l'industrie du machinisme agricole.

Développement rural

Le boom pétrolier en Angola a eu un prix. En affaiblissant le secteur agricole

du pays — il est souvent moins coûteux d'importer des aliments et des produits agricoles que de les produire localement —, il a sérieusement réduit les moyens de subsistance d'une majorité d'Angolais vivant encore dans les zones rurales, où l'agriculture reste la principale source de revenus. Pour augmenter les revenus et accroître le niveau de vie des communautés rurales, l'Angola doit impérativement bâtir des chaînes de valeur agro-industrielles solides et bien organisées. Avec le soutien financier de la multinationale de l'énergie Chevron, l'ONUUDI a lancé en juillet un projet de 200 000 dollars visant à renforcer les chaînes de valeur du pays et à stimuler les investissements publics et privés. La région retenue était la province de Cabinda, petite enclave productrice de pétrole séparée du reste de l'Angola par la République démocratique du Congo. La première étape a consisté à renforcer les capacités critiques de 80 décideurs des administrations centrales et



L'ARBRE MIRACULEUX

Le moringa est souvent qualifié d'arbre miraculeux: riche en protéines, en vitamines et en minéraux, c'est l'une des sources d'aliments les plus nutritifs de la planète. Il est utilisé depuis des siècles dans les cultures traditionnelles comme remède à diverses maladies et présente l'intérêt de pousser en abondance, même sur des sols pauvres, dans les régions tropicales et sous-tropicales où sévit la malnutrition. Bien que l'économie soudanaise soit dominée par l'agriculture, le pays souffre d'un grave déficit alimentaire, problème aggravé par des sécheresses récurrentes. Dans le cadre de son programme d'appui aux communautés et à l'industrie rurale pour le Soudan, l'ONUUDI encourage les groupes défavorisés et les petits exploitants agricoles à utiliser le moringa plus largement, de façon à faire de l'agriculture une activité de toutes saisons. Le projet mettra l'accent sur la poudre de feuille et l'huile de moringa comme produits haut de gamme très demandés sur les marchés internationaux, où ils passent pour être des superaliments écologiques. Le moringa est reconnu comme étant un purificateur d'eau, et sa culture et son traitement ralentiraient également la désertification et libéreraient des gaz propres dans l'atmosphère. Une conférence nationale sur le moringa a eu lieu à Khartoum en mai.

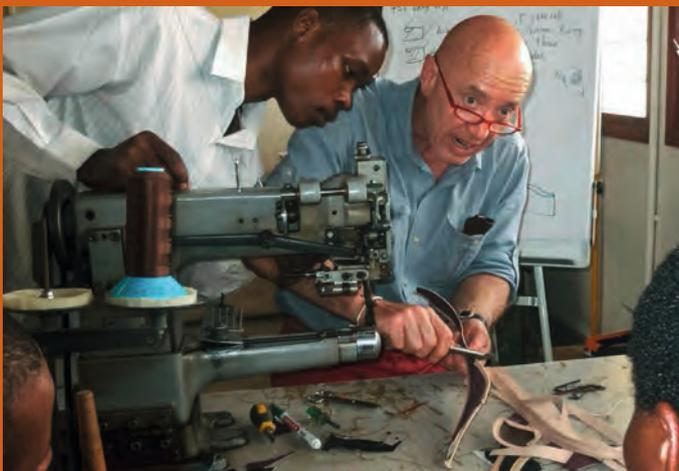
LE CUIR EN LIGNE

L'accès aux ordinateurs et la possibilité de suivre une formation en ligne a ouvert des portes à des millions de personnes qui n'auraient pas pu suivre des programmes d'enseignement conventionnels, pour des raisons d'éloignement, de manque de temps ou de ressources, de sécurité ou d'autres contraintes. Soucieuse des besoins potentiels de formation dans les pays en développement, l'ONUDI a conçu un cours de formation en ligne de 21 modules, comprenant des textes explicatifs et des auto-évaluations, sur l'industrie de la chaussure, en particulier la création de modèles. Des apprenants de plus de 20 pays ont actuellement accès au matériel didactique du portail de l'ONUDI consacré

au cuir (www.leatherpanel.org). Outre des informations sur les bonnes pratiques dans les petites entreprises et sur les procédures de lutte contre la pollution dans l'industrie du cuir, de la chaussure et des articles en cuir, ce portail présente des ressources complémentaires, dont une vue d'ensemble des stratégies d'assistance technique et des activités de formation, et environ 300 liens vers des institutions intervenant dans la chaîne de valeur du cuir. Il permet également d'accéder à un grand nombre de publications, manuels et rapports de l'ONUDI, fruit de plus de 40 ans d'activités dans cette chaîne de valeur. Au cours des cinq premiers mois de fonctionnement du portail, des utilisateurs de plus de 140 pays

ont téléchargé plus de 3000 documents, rapports et articles. Pendant la même période, environ 1000 cours en ligne ont été suivis dans le cadre d'un programme de formation en ligne. La souplesse de sa structure modulaire rend le cours adapté à l'enseignement en salle comme à l'auto-apprentissage.

Un deuxième cours sur le traitement des effluents de tannerie est en développement, et l'ONUDI espère en lancer prochainement un troisième sur les technologies plus propres pour le traitement du cuir. Elle compte également dispenser ces programmes aux personnes qui travaillent déjà dans l'industrie du cuir et les étendre par des jumelages avec des institutions d'autres pays en développement.



Le cours de formation en ligne de l'ONUDI sur l'industrie de la chaussure a été lancé en juin dans le cadre d'un projet de modernisation de l'Institut de technologie de Dar es-Salaam, en République-Unie de Tanzanie, où il a été testé depuis. Ce cours est un complément utile à la formation pratique plus traditionnelle, illustrée ici.



DES DÉCHETS À LA RICHESSE

Comme dans d'autres pays tropicaux, les cocotiers poussent en abondance au Kenya, en particulier dans les régions côtières. L'industrie de la noix de coco y représente un immense potentiel inexploité, et le Gouvernement s'est donné pour objectif d'en augmenter la production et la commercialisation. Bien que la cosse de noix de coco soit considérée comme un déchet au Kenya, la fibre (coir) et la poudre de noix de coco (moelle ou tourbe de coco) peuvent être transformées en produits à forte valeur ajoutée déjà très demandés. Dans le cadre d'un nouveau projet financé par les Gouvernements indien et kényan, l'ONU cherche à voir comment les cosses de noix de coco peuvent constituer des sources de revenus supplémentaires pour les communautés agricoles de l'est du Kenya. Le Kenya s'inspire des techniques et des compétences transmises par l'Inde pour créer de la valeur ajoutée avec les cosses de noix de coco. Dans un premier temps, le projet a mis en place un atelier de démonstration au centre d'excellence de Malindi. Les membres du personnel ont reçu une formation sur les différents aspects de l'utilisation de la cosse de noix de coco et de la création de valeur ajoutée qu'elle génère. La formation a eu lieu à Trivandrum en Inde où, un mois durant, les participants se sont familiarisés avec les différents procédés, machines et matériels utilisés pour le traitement et le compostage, ainsi que pour l'assurance qualité et les essais.



CENTRE PALESTINIEN POUR LA PIERRE ET LE MARBRE À HÉBRON

Héritage de plusieurs siècles, voire de millénaires de techniques, de savoir-faire et d'esprit d'entreprise, l'industrie de la pierre joue un rôle de premier plan dans l'économie palestinienne et représente un potentiel de croissance prometteur, pour autant qu'elle puisse répondre aux demandes croissantes de la concurrence mondiale. Consciente que, pour engager la modernisation de l'industrie, un centre d'excellence s'impose, l'Autorité palestinienne s'est tournée vers l'ONU, qui à son tour a réuni le Ministère de l'économie nationale, le Syndicat de la pierre et du marbre et l'Université polytechnique de Palestine à Hébron pour en préparer la création. L'appui financier et le savoir-faire technique de pointe apportés par l'Italie ont été essentiels dans cette entreprise. Dès le départ, le Centre palestinien de la pierre et du marbre a été envisagé comme un lieu de formation pour les futures générations d'opérateurs du secteur, et comme une pépinière de services techniques, de solutions environnementales et d'établissement de normes de qualité. Il dispose désormais d'un atelier où étudiants et opérateurs peuvent améliorer leurs compétences pratiques, d'un laboratoire permettant de réaliser une large gamme de tests physiques et mécaniques sur pierre ornementale, et d'une unité de recherche chargée de créer des matériaux de construction à partir de déchets de pierre recyclés. À ce jour, plus de 40 étudiants ont achevé leur formation, et 20 sont actuellement inscrits.

locales, d'associations professionnelles, d'universités et de banques. Dans un deuxième temps, des diagnostics ont été élaborés pour deux chaînes de valeur, celle du manioc et celle des légumes. Grâce au soutien de l'ONU, les plans d'action pour le développement de ces chaînes de valeur tiendront compte des capacités locales de production et de transformation, de la gouvernance des chaînes de valeur, des finances et du respect de l'environnement.

L'ONU a formulé, avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), un projet pilote visant à appuyer le développement socioéconomique des zones rurales de la République populaire démocratique de Corée. L'Organisation sera responsable d'un volet conçu pour améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance durables des populations rurales en encourageant la création d'emplois et de revenus, le renforcement de la sécurité alimentaire dans les foyers et le perfectionnement des systèmes de production ruraux.

Sécurité alimentaire

Les activités de l'ONU sur la sécurité alimentaire se sont étendues pendant l'année aux États membres d'Asie centrale et de la région Pacifique. Des financements ont été obtenus pour des projets au Bélarus et au Tadjikistan, et un projet est en cours d'élaboration au Kirghizistan. Une manifestation organisée par l'ONU en marge de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PEID), tenue au Samoa en septembre, a été axée sur les chaînes de valeur inclusives destinées à renforcer les moyens de subsistance, le commerce et la sécurité alimentaire, l'accent étant particulièrement mis sur la pêche artisanale et l'aquaculture dans ces États.

Les gens qui ont du mal à subvenir seuls à leurs besoins sont particulièrement vulnérables aux pénuries alimentaires et à la malnutrition.



BANANES EN ABONDANCE

Les habitants de l'ouest et du sud-ouest de l'Ouganda sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique, en particulier les membres des communautés les plus pauvres qui vivent de maigres récoltes de plantes comme le haricot, le maïs et les bananes. En partenariat avec le Gouvernement ougandais et le Fonds pour l'environnement mondial, l'ONU DI s'est engagée dans un projet triennal visant à améliorer les moyens de subsistance et à réduire la pauvreté dans les zones rurales. Grâce à la modification des pratiques agricoles, des techniques de préservation des aliments et des activités de création de valeur ajoutée, les communautés seront mieux armées pour faire face à l'insécurité alimentaire et à la précarité des revenus.

Ce projet initiera les communautés à des activités telles que l'emballage sous vide et le séchage solaire des bananes, ainsi que la production de jus et de vin à base de banane. Les communautés apprendront également à recycler les déchets de ces fruits en biocarburant tant pour alimenter les usines de transformation que pour leur consommation



UNE INGÉNIEURE EN TECHNOLOGIES ALIMENTAIRES SOUDANAISE EXAMINE UN ÉCHANTILLON DE FARINE DE SOJA DANS UNE USINE ALIMENTAIRE À TOKYO. LES VOYAGES D'ÉTUDE AU JAPON FAISAIENT PARTIE DU PROJET VISANT À METTRE EN PLACE UNE USINE PILOTE DE TRANSFORMATION DU SOJA AU SOUDAN, AVEC LE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT JAPONAIS.

domestique. Le projet, d'un coût de 10,9 millions de dollars, aidera à créer une industrie de culture tissulaire de la banane au profit des communautés démunies et à promouvoir les investissements et l'accès au financement pour soutenir quelques industries familiales fondées dans le cadre du projet. Il aidera également à développer des industries axées sur la biotechnologie utilisant des technologies respectueuses de l'environnement pour assurer une offre viable de produits à base de banane.

Grâce à l'amélioration de leur statut financier, des bénéficiaires cibles seront en mesure d'adopter d'autres stratégies d'adaptation innovantes, telles que la construction de réservoirs de récupération d'eau et des stratégies de conservation des sols pour mieux résister aux glissements de terrain de plus en plus fréquents et à l'appauvrissement des sols causés par le changement climatique.

Les victimes d'inondation au Soudan, les femmes enceintes, les enfants en bas âge et les personnes âgées seront les bénéficiaires d'un nouveau projet, financé par le Japon, qui a été conçu pour développer la culture et la transformation du soja. Après avoir examiné la capacité de diverses entreprises à mettre au point des produits à base de soja, l'ONU DI monte actuellement une usine de transformation pilote à des fins de formation et de démonstration. Des agriculteurs de l'État de Gezira ont été formés et ont commencé à cultiver du soja. Le projet a rapidement connu du succès et, en octobre, les différentes parties prenantes et les agriculteurs ont pu se rendre compte du potentiel que recèle le soja irrigué comme source de revenus.

Industries textiles

En avril, l'ONU DI a présenté son concept de nouveau programme de



DANS LE CADRE D'UN PROJET D'INDUSTRIE CRÉATIVE À MADAGASCAR, PLUS DE 80 ARTISANS ORIGINAIRES DE TROIS ZONES VULNÉRABLES DU PAYS FABRIQUENT DES PANIERS, DES SACS, DES CHAPEAUX, DES MEUBLES, DES ARTICLES POUR LA DÉCORATION INTÉRIEURE ET D'AUTRES ARTICLES EN FIBRE NATURELLE POUR LES VENDRE DANS LES HÔTELS CÔTIERS OU LES EXPORTER VERS L'EUROPE.

production textile propre lors du Prime Source Forum, manifestation annuelle de l'industrie mondiale de la mode. L'idée est venue de l'effondrement tragique de l'usine textile de Rana Plaza au Bangladesh en avril 2013, et de la campagne Detox de Greenpeace contre la pollution de l'eau par les produits chimiques utilisés dans la production de textiles. La neuvième session du Prime Source Forum a eu lieu à Hong Kong (Chine) et a rassemblé 400 hauts représentants de l'industrie de la mode. Une réunion de l'Union européenne (UE) est prévue début 2015 pour examiner la viabilité de la chaîne de valeur de l'habillement dans le cadre d'un programme phare européen sur le textile.

Fin septembre, l'ONUDI a assisté à la vingtième réunion des hauts fonctionnaires des organisations du système des Nations Unies et des organismes des pays hôtes chargés des bourses, organisée par le Département des affaires économiques et sociales

de l'ONU et l'Agence internationale de l'énergie atomique et accueillie par le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Turin, en Italie. Une présentation de l'ONUDI sur son programme de bourses de groupes dans la technologie textile et son impact sur le secteur textile du Bangladesh a servi de catalyseur aux discussions sur la collaboration future avec des représentants de plusieurs organisations internationales et institutions nationales.

L'industrie textile est le deuxième secteur productif en termes d'emplois dans la région d'Amérique latine et des Caraïbes. Une seconde présentation de l'ONUDI sur l'industrie de l'habillement, faite par vidéoconférence lors d'un séminaire de deux jours en août, portait sur les moyens dont disposent la Barbade et les pays voisins pour soutenir la concurrence dans l'industrie de la mode. Le séminaire, dont le sujet était l'industrie de l'habillement et le

développement économique dans les Caraïbes, l'efficacité de la planification et de l'allocation des ressources, était conçu pour doter le secteur régional de la conception de la mode des outils nécessaires à son expansion.

Les artisans malgaches produisent une gamme de produits contemporains conçus par Giulio Vinaccia, créateur de renom recruté par l'ONUDI dans le cadre d'un projet d'industrie créative financé par le PNUD. L'objectif du projet est d'assurer un revenu aux artisans ruraux, en particulier aux femmes. L'ONUDI enseigne aux artisans les techniques dont ils ont besoin pour produire de nouveaux articles de qualité. Elle créera également un consortium d'exportation pour fournir des services de marketing et de ventes, et un centre d'industrie créative. En décembre, des prototypes de la collection Tsara de Vinaccia ont été dévoilés au Palais de la Reine à Antananarivo, devant un public de 300 personnes.

DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT INCLUSIF

“L'entrepreneuriat est un processus inclusif qui permet au milliard d'en bas, hommes et femmes, des zones rurales et urbaines, de monter dans l'échelle de la richesse.”

Taizo Nishikawa, Adjoint au Directeur général de l'ONUDI.

Les femmes et le développement industriel

Bien que cette section du *Rapport annuel* décrive un certain nombre de projets conçus spécialement à l'intention des femmes, pratiquement tous les projets de l'ONUDI, en particulier ceux qui traitent du renforcement des

L'ONUDI ET L'INDUSTRIE DU TOURISME

Ces dernières années, l'ONUDI s'est engagée de plus en plus dans toutes sortes d'activités liées à l'industrie du tourisme: appui institutionnel, consolidation des infrastructures, renforcement des capacités nécessaires au succès du tourisme et gestion de l'environnement de façon à promouvoir un tourisme respectueux de l'environnement. Dans ce cadre, elle collabore essentiellement étroitement avec l'Organisation mondiale du tourisme.

En coopération avec le Système économique latino-américain, l'ONUDI planche sur un nouveau projet de regroupement d'entreprises dans le secteur touristique de la Barbade, du Belize, de la Grenade, de la Jamaïque, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, du Suriname et de la Trinité-et-Tobago. Ce projet a pour objectif de renforcer les capacités des institutions de soutien aux secteurs public et privé qui, à leur tour, permettront aux micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) impliquées dans les industries créatives de devenir plus compétitives. L'ONUDI aide aussi Haïti à développer sa région nord de façon à y attirer davantage de touristes. Un nouveau projet regroupera les chaînes de valeur agro-industrielles et les industries créatives dans un "village artisanal" et offrira aux communautés locales de nouvelles compétences en création de modèles culturels et en entrepreneuriat.

Une conférence tenue en mars à Skopje a été l'occasion de lancer un projet visant à dynamiser la croissance portée par le secteur privé dans le secteur touristique de l'ex-République yougoslave

de Macédoine. Avec l'appui du Gouvernement slovène, cette initiative multipartite prévue sur deux ans met l'accent sur l'amélioration de la compétitivité des MPME impliquées dans le tourisme grâce au développement de chaînes de valeur, de regroupements et de liens commerciaux intégrés avec les entreprises. Elle permettra d'améliorer les produits et les services tout en encourageant les liens entre les groupements d'entreprises de tourisme viticole ou lacustre des régions de Tikvesh et d'Ohrid.

Au Bhoutan, le tourisme a progressé à un rythme régulier depuis l'arrivée des premiers vacanciers en 1974, bien que le Gouvernement ait découragé le tourisme de masse qui pourrait mettre en péril les paysages inaltérés et le patrimoine culturel du pays. Le tourisme est considéré comme une industrie culturelle au Bhoutan et il est le reflet de la politique du bonheur national brut dont les quatre piliers sont le développement durable, la protection et la promotion des valeurs culturelles, la sauvegarde de l'environnement et la bonne gouvernance. La promotion du tourisme communautaire et le développement de produits et services traditionnels favoriseront la mise en commun des retombées bénéfiques du tourisme dans tout le pays. Une prolongation de la saison touristique et un élargissement de la zone accessible aux touristes permettraient d'augmenter les revenus, en particulier pour les communautés rurales. Un projet triennal de l'ONUDI, financé par l'Autriche, a démarré avec

la conception d'une stratégie nationale d'entrepreneuriat qui a été validée lors d'un atelier en septembre. Les activités de renforcement des capacités visant à assurer la viabilité des activités comprenaient la formation de formateurs au développement de l'entrepreneuriat. Cent personnes supplémentaires ont reçu une formation sur les moyens de subsistance et les compétences professionnelles, notamment en matière d'utilisation de la canne et du bambou, ou de rénovation des habitations rurales. Le projet devrait s'achever en milieu d'année 2015.

Dans le cadre d'un nouveau programme de tourisme sûr et écologique en République démocratique populaire lao, l'ONUDI aide à diffuser les principes du tourisme durable. Cette démarche suit la stratégie "Crowns for Food Hygiene", introduite avec succès par l'ONUDI au Sri Lanka, par laquelle un organisme de certification à but non lucratif, créé spécialement à cette fin, fournit des services d'évaluation de la conformité reconnus au niveau international et des programmes de formation pour soutenir le développement économique local. Le projet prévoit également l'élaboration d'un manuel définissant les exigences en matière d'environnement, de santé au travail et de sécurité des aliments, ainsi qu'un label de qualité pour le tourisme durable venant récompenser les hôtels et les restaurants qui respectent ces exigences. Il prépare des experts locaux à s'inscrire comme auditeurs internationaux pour évaluer la conformité avec les exigences du programme.



L'ONUDI A FOURNI AU PERSONNEL IMPLIQUÉ DANS LA CONCEPTION DE PROJETS ÉNERGÉTIQUES UN INSTRUMENT UTILE POUR GARANTIR L'INCORPORATION DES QUESTIONS DE GENRE. LE *GUIDE ON GENDER MAINSTREAMING ENERGY AND CLIMATE CHANGE PROJECTS* (GUIDE SUR LES PROJETS LIÉS À L'ÉNERGIE ET AU CHANGEMENT CLIMATIQUE TENANT COMPTE DE LA PROBLÉMATIQUE HOMMES-FEMMES), PUBLIÉ EN DÉCEMBRE, ENCOURAGERA L'AUTONOMISATION DES FEMMES EN INTÉGRANT LA PROBLÉMATIQUE HOMMES-FEMMES DANS LES INITIATIVES LIÉES À L'ÉNERGIE DURABLE.

capacités, bénéficient aussi bien aux hommes qu'aux femmes. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont essentielles pour la croissance économique et le développement industriel durable qui contribueront à réduire la pauvreté et à garantir l'insertion sociale. Grâce à une politique rigoureuse d'intégration de la problématique hommes-femmes, tous les programmes et toutes les pratiques de l'ONUDI prennent clairement en compte le principe d'égalité des sexes, pour réaliser l'objectif d'autonomisation économique des femmes.

De toute évidence, l'ONUDI ne fait pas cavalier seul dans cette démarche. Elle a uni ses forces à celles d'un ensemble de partenaires internes ou externes du système des Nations Unies pour répondre aux objectifs de développement convenus au niveau international sur l'égalité des sexes, chaque partenaire mettant

à contribution un corpus spécifique d'expériences et de connaissances spécialisées. L'année passée, l'ONUDI et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), soutenues par le cabinet juridique international Hogan Lovells, ont institué le Prix SEED pour l'égalité des sexes. Ouvert aux entreprises appartenant à des femmes dans des pays qui ne sont membres ni de l'Organisation de coopération et de développement économiques ni de l'Union européenne, ce prix recherche et soutient de jeunes entrepreneurs prometteurs du monde entier qui, tout en luttant contre la pauvreté, la marginalisation et l'exclusion sociale, aspirent à une économie plus verte. En 2014, les lauréats étaient JITA Social Business, réseau de distribution rural innovant qui offre des emplois et des revenus aux femmes de milieux socioéconomiques modestes du

Bangladesh; le groupe népalais Women's Off-season Vegetable Production Group, initiative menée par des femmes pour la culture et la commercialisation de légumes bio dans un climat habituellement peu propice à une production sur toute l'année; et le projet zimbabwéen Precious Life Foundation's Outgrower Project, consacré à l'enseignement de techniques d'agriculture biologique et intensive aux femmes vulnérables vivant sur le site du projet, qui devront par la suite transmettre leur savoir à l'ensemble de la communauté.

En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, l'ONU-Femmes, l'OIT et d'autres organismes, l'ONUDI a participé à un programme conjoint sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au Kenya. Ce projet, qui constituait un des volets de l'initiative Unis dans l'action, dispensait aux femmes chefs d'entreprise une formation professionnelle aux techniques modernes, au développement des entreprises et aux services financiers. En renforçant les institutions et les réseaux concernés dans le pays, il a créé de nouvelles possibilités économiques pour les femmes. Le Gouvernement kényan et l'ONU-Femmes ont par ailleurs organisé à Nairobi, en août, un atelier de planification stratégique sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, qui a rassemblé 78 cadres de différents ministères et de 14 organismes des Nations Unies.

L'ONUDI a dirigé un projet conjoint de 1,8 million de dollars sur les emplois décents et la réduction de la pauvreté au Pakistan, mis en œuvre par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le PNUD et d'autres institutions. Le projet avait pour objectifs de promouvoir l'égalité des sexes au travail et la reconnaissance des droits des travailleurs à domicile et de lutter parallèlement contre le travail servile des enfants. Des activités de sensibilisation, de renforcement des capacités, de recherche et d'études sur des questions particulières concernant les travailleuses ont également été entreprises au cours



FEMMES ET ENTREPRISES DANS LES PAYS ARABES: RÉDUIRE L'ÉCART

La région arabe est celle qui, en matière d'autonomisation politique, de participation économique et de possibilités d'emplois, présente le plus grand écart au monde entre hommes et femmes. Les femmes n'y représentent que 24 % de la population active, moins que dans la plupart des autres régions du monde, et le taux de pauvreté correspondant est d'environ 32 % chez les femmes contre 19 % en moyenne chez les hommes. En juillet, le Gouvernement italien a accordé 972 000 euros pour un projet visant à promouvoir la création, par des femmes, d'entreprises de développement industriel inclusif et durable en Algérie, à Bahreïn, en Égypte, aux Émirats arabes unis, dans l'État de Palestine, en Jordanie, au Liban, au Maroc, au Qatar et en Tunisie. Le projet a pour objectif de stimuler l'inclusion économique des femmes et de créer des conditions favorables à une croissance inclusive et durable qui mette à profit le potentiel des créatrices d'entreprises de la région. L'ONU DI proposera son assistance technique au Réseau des femmes d'affaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, qui rassemble 10 organisations nationales de femmes d'affaires et compte près de 2 500 membres. Le projet aidera à fournir des services axés sur la demande et de meilleure qualité aux femmes d'affaires qui cherchent à créer ou à développer leurs entreprises. Il proposera un appui à 200 entreprises prometteuses dirigées par des femmes dans la région, sous forme de formations et conseils, en identifiant des opportunités de partenariats commerciaux et en facilitant l'accès aux financements.



DANS LE CADRE D'UN PROJET D'INVESTISSEMENT POUR LA JEUNESSE AFRICAINE PAR L'ENTREPRENEURIAT ET LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE, L'ONU DI A ORGANISÉ UNE CONFÉRENCE SUR L'APPUI AUX JEUNES ENTREPRENEURS À SON SIÈGE, À VIENNE. SUR CETTE PHOTO, DES ÉTUDIANTS MEMBRES DU CLUB D'ENTREPRENEURIAT DE LEUR ÉCOLE À KIGALI.

de l'année. Au Bangladesh, le projet pour une pêche de meilleure qualité, qui fait partie du Programme de l'ONU DI pour l'amélioration des conditions de travail et des normes, a continué à chercher à offrir aux femmes intervenant dans la chaîne de valeur des crevettes des conditions de travail plus favorables.

En octobre, une exposition de produits agricoles à Beyrouth a marqué le point d'orgue d'un projet lancé par l'ONU DI en 2011 pour accompagner le Liban sur la voie du développement industriel inclusif et durable par le renforcement des capacités de fabrication et de commercialisation des PME agro-industrielles ainsi que des coopératives de femmes dans différentes régions. Lors de cette exposition, l'ONU DI a présenté la prochaine étape du projet, qui soutiendra les communautés locales du nord du pays et de la vallée de la Bekaa où affluent en masse les réfugiés syriens (voir ci-dessous).

Pour aider à améliorer les conditions de vie socioéconomiques des femmes rurales démunies du Gouvernorat de Minya en Égypte, le projet de renforcement de la sécurité humaine par le développement socioéconomique en Haute-Égypte a mis en place les 20 premières associations villageoises d'épargne et de prêt, comptant plus de 300 bénéficiaires. Le programme s'appuie sur la pratique informelle d'épargne par rotation en cours au sein des communautés locales. Aujourd'hui, chaque groupe réalise une épargne collective de 700 livres égyptiennes par mois en moyenne, et investit cette somme dans des prêts à court terme et à faible taux d'intérêt qui permettent aux membres du groupe de créer leurs propres microentreprises. Les profits générés par ces dernières serviront ensuite aux membres du groupe pour couvrir leurs besoins essentiels tout en développant chez eux un sentiment d'appropriation et d'esprit d'entreprise.



L'INSCRIPTION DE L'ENTREPRENEURIAT AU PROGRAMME DE FORMATION SCOLAIRE DU CABO VERDE, ANNONCÉ DANS LE RAPPORT ANNUEL DE L'AN DERNIER, EST ENTRÉE EN VIGUEUR EN SEPTEMBRE, AU DÉBUT DE LA NOUVELLE ANNÉE SCOLAIRE. ENVIRON 2500 ÉTUDIANTS DU SECONDAIRE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ONT SUIVI DEUX HEURES HEBDOMADAIRES DE COURS SUR CE SUJET, DANS LE CADRE D'UN PROJET DE L'ONUDI SOUTENU PAR LE PORTUGAL.

Emploi des jeunes

Le taux de chômage mondial chez les jeunes, hommes et femmes, s'établit à plus de 40 %, les niveaux les plus élevés étant signalés dans les États arabes, en Amérique latine et dans les Caraïbes. D'après les estimations, il faudra créer quelque 600 millions d'emplois d'ici à 2020 pour les jeunes du monde entier. Le secteur public ne disposant guère de moyens pour absorber les chômeurs, l'ONUDI soutient que le développement d'un secteur privé dynamique, en particulier de MPME, est un mécanisme efficace pour fournir des emplois durables aux jeunes.

En novembre, une conférence de trois jours a eu lieu à Vienne sur les moyens de stimuler un esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes, hommes et femmes, des pays en développement. La conférence, organisée par l'ONUDI avec le soutien du Gouvernement japonais, s'est intéressée à la contribution des systèmes éducatifs et

du secteur privé et a donné la parole à plus de 100 décideurs, praticiens, chercheurs et représentants d'entreprises de plus de 50 pays pour examiner les méthodes de développement de compétences et de connaissances pour une société d'entrepreneurs. Ce partage d'expériences et de connaissances devrait aider les gouvernements à mettre en place des programmes de formation appropriés pour de jeunes entrepreneurs dans leurs pays respectifs.

Depuis 2008, l'expérience menée par l'ONUDI dans le développement de l'entrepreneuriat, en collaboration avec l'Initiative d'apprentissage pour les entrepreneurs de Hewlett-Packard (HP), a donné aux jeunes Tunisiens l'occasion d'acquérir les compétences techniques nécessaires pour créer leurs propres entreprises ou trouver un emploi dans les entreprises existantes. Conformément à la stratégie du Gouvernement tunisien visant à promouvoir le développement

du secteur privé par la création de PME dans les régions vulnérables, le projet a pour objectif de créer des possibilités d'emplois durables pour les jeunes Tunisiens à Kairouan, Kasserine, Le Kef et Sidi Bouzid. Il renforcera la capacité des institutions régionales et locales d'appui aux entreprises, des centres de formation, des universités et des institutions de formation professionnelle à proposer une formation sur la création et le développement d'entreprises, et apportera un soutien direct à certaines entreprises dans les quatre régions. À la fin du projet, en 2015, 800 jeunes hommes et femmes devraient avoir été formés à la création d'entreprises, 1 000 aspirants entrepreneurs auront assisté à des séminaires sur la promotion des entreprises, et 8 400 entrepreneurs ou aspirants entrepreneurs auront été initiés à l'utilisation d'outils de technologie de l'information pour accroître l'efficacité de leurs entreprises. Suite à leur formation, 146 stagiaires de l'Initiative d'apprentissage pour les entrepreneurs de HP recevront des conseils aux entreprises.

Afin d'encourager l'esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes égyptiens, hommes et femmes, le projet de renforcement de la sécurité humaine par le développement socioéconomique en Haute-Égypte prépare une formation sur l'entrepreneuriat pour des étudiants en fin de formation technique ou professionnelle. Cette formation portera sur les principes de base de l'esprit d'entreprise et sur les moyens pour les étudiants de déceler des opportunités d'affaires.

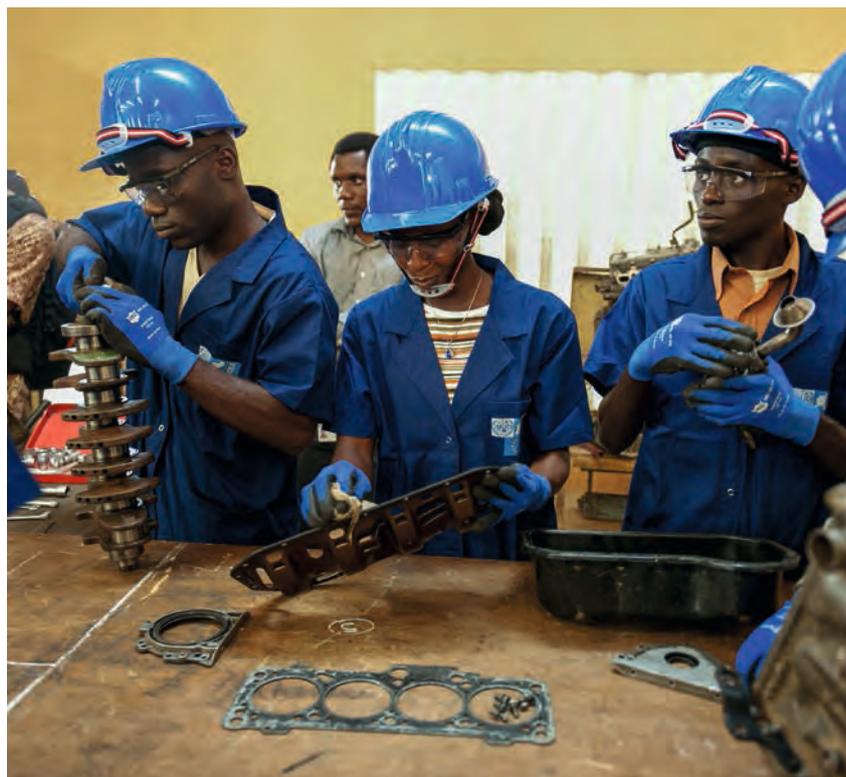
Cabo Verde est un archipel de petites îles volcaniques situé à environ 450 kilomètres des côtes de l'Afrique de l'Ouest. Il compte environ 500 000 habitants, dont plus de la moitié ont moins de 24 ans. En raison du manque de ressources naturelles et d'un risque fréquent de sécheresses, son économie est largement axée sur les services: commerce, transports, tourisme et services publics, représentant environ trois quarts du produit intérieur brut. Le taux de chômage est relativement

stable (environ 16%), mais le nombre de jeunes sans emploi est disproportionné. Pour faire face à cette situation, le Gouvernement a entrepris un programme de réforme pour renforcer la compétitivité du pays, moderniser l'administration publique et bâtir un socle entrepreneurial pour un secteur privé compétitif et dynamique. Dans le cadre de sa stratégie de partenariat, le projet a fait intervenir des experts d'autres pays lusophones comme l'Angola et le Brésil.

En 2006, pour réduire le taux de déperdition alarmant dans l'enseignement secondaire, la Namibie a institué un programme visant à renforcer les connaissances, les compétences et les attitudes entrepreneuriales chez les jeunes. Suite au succès de la première phase du projet, qui a vu 624 écoles secondaires du premier cycle inscrire l'entrepreneuriat dans leur programme, l'ONUDI prépare une seconde phase qui introduira ce sujet dans des écoles secondaires du deuxième cycle. Forts de leurs nouvelles connaissances, les jeunes qui quittent l'école seront en mesure de créer des emplois pour eux-mêmes et pour d'autres, contribuant ainsi au développement d'un secteur privé compétitif en Namibie.

Au Rwanda, le Fonds du programme "Unité d'action des Nations Unies" a récemment mené à terme un projet dont l'objectif était de mettre en place un programme de formation à l'entrepreneuriat aux premier et deuxième cycles de l'enseignement secondaire, et qui a obtenu des résultats impressionnants. Plus de 1 400 enseignants et administrateurs d'école ont reçu une formation sur l'entrepreneuriat et les méthodes d'enseignement efficaces, et 300 ont été spécifiquement formés à enseigner le programme sur l'entrepreneuriat. Environ 535 000 étudiants, dont plus de la moitié étaient des filles, ont suivi des cours sur l'entrepreneuriat; parmi eux, environ 120 000 ont déjà fini leurs études et décroché un emploi ou en recherchent un activement.

Le chômage des jeunes est un sujet de grave préoccupation au Cambodge, où plus de 70% des chercheurs d'emploi ont



REPLACER LES ARMES PAR DU SAVOIR-FAIRE: FORMATION DES EX-COMBATTANTS EN CÔTE D'IVOIRE

Dans de nombreuses régions du monde, la conscription dans l'armée ou les milices armées a coupé court aux aspirations des jeunes à l'éducation. En Côte d'Ivoire, un projet de l'ONUDI soutient le Gouvernement dans ses efforts pour apporter aux ex-combattants les compétences professionnelles nécessaires pour faciliter leur réinsertion dans la société civile, tout en proposant des possibilités de formation aux jeunes chômeurs. Ce projet de quatre ans financé par l'UE et lancé en 2012 contribuera à la relance et à la stabilité socioéconomique en Côte d'Ivoire en préparant les bénéficiaires cibles à des activités génératrices de revenus. À ce jour, 450 jeunes ont été formés et ont reçu un référentiel d'outils. Environ 1 000 ex-combattants ont commencé la formation, et 1 285 jeunes qui la suivent actuellement recevront un

certificat en 2015. Un second projet, conçu pour aider le Gouvernement à instaurer une paix durable, à éradiquer la pauvreté et à réaliser un développement social et économique durable, a été mené à terme avec succès pendant l'année. D'un coût de 3,8 millions de dollars, financé par le Japon, il s'est concentré sur Bouaké, la deuxième plus grande ville du pays, connue pour ses industries artisanale et textile, et dont l'ONUDI a contribué à la rénovation du centre de formation professionnelle. Une fois le centre remis à neuf et équipé, 2 546 étudiants s'y sont inscrits, dont plusieurs ex-combattants, ce qui a eu pour conséquence une nette amélioration des moyens de subsistance des foyers de la zone ciblée. Un échantillon aléatoire de 108 étudiants a montré que plus de la moitié avaient trouvé un emploi rémunéré dans les deux mois suivant la fin de leur formation.

L'ÎLE DE MOZAMBIQUE INSCRITE AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'HUMANITÉ

L'Île de Mozambique, au large de la côte nord du Mozambique, jouit d'une culture séculaire qui en fait une destination idéale pour les touristes exigeants attirés tant par l'histoire et l'architecture que par les plages de sable fin. Elle abrite le plus ancien bâtiment européen de l'hémisphère Sud, la chapelle Nossa Senhora de Baluarte, érigée en 1522. L'île a été déclarée Patrimoine mondial de l'humanité par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en 1999. Malgré l'essor rapide de son industrie du tourisme, la région offre peu de possibilités d'emplois aux jeunes, dont moins d'un sur cinq est actif. Toutefois, de nombreuses possibilités existent pour de nouvelles entreprises, pour autant que les autorités locales puissent fournir les services publics administratifs appropriés et que le secteur privé puisse offrir une gestion compétente.

Dans le cadre d'un projet de quatre ans financé par le Portugal et récemment achevé, l'ONUDI a pris plusieurs mesures qui devraient stimuler une croissance économique durable dans la région. Tout d'abord, elle a mis en place des guichets uniques dans les districts de l'Île de Mozambique et de Mossuril pour donner aux nouvelles entreprises des informations sur l'enregistrement et l'obtention de licences, ainsi que des conseils sur la fiscalité. Ensuite, elle a aidé à faire adopter un programme de promotion de l'esprit d'entreprise dans les écoles secondaires en combinaison avec un programme de formation technique. Ces programmes devraient permettre aux jeunes de déceler les opportunités d'affaires dans leurs communautés et d'y donner corps. Ils apprendront également à gérer leurs finances et leurs investissements, à innover et à développer leur entreprise avec des instruments permettant d'améliorer la productivité, la qualité et l'efficacité.

moins de 24 ans. La demande en hausse de produits électroniques qui accompagne l'urbanisation croissante du pays pourrait apporter une solution à ce problème. La plupart des personnes qui effectuent des réparations d'équipement électronique au Cambodge n'ont pas les connaissances techniques nécessaires et effectuent ces réparations avec de mauvais outils, ce qui a pour conséquence non seulement des taux de réussite faibles, mais aussi des risques pour l'environnement et la santé; le pays ne dispose pas non plus de moyens pour gérer les déchets électroniques. Dans ce contexte, l'ONUDI, la République de Corée, par l'intermédiaire de l'Agence coréenne de coopération internationale, et Samsung Electronics ont uni leurs forces pour mettre en place un programme visant à garantir la gestion efficace des déchets électroniques et à créer des possibilités d'emplois dans l'industrie électronique pour les jeunes Cambodgiens. Lancée comme projet pilote en 2012, cette initiative a déjà obtenu des résultats impressionnants. Sur les 191 jeunes formés aux services d'installation et de réparation de Samsung, plus d'un tiers sont devenus entrepreneurs, ou sont employés ou apprentis dans des centres de service Samsung. L'ONUDI élabore actuellement, en partenariat avec l'Institut national de formation technique, un programme de formation de pointe de Samsung sur les services d'installation et de réparation. Le projet devrait se terminer en 2015 avec une manifestation présentant ses résultats et les enseignements tirés.

SÉCURITÉ HUMAINE ET RELÈVEMENT POSTCRISE

Avec 6,4 millions d'habitants, la Jordanie est un pays à revenu intermédiaire relativement petit qui accueille plus de 800 000 réfugiés syriens, dont 80 % vivent dans des communautés d'accueil

à l'extérieur des camps de réfugiés. Sans surprise, en raison de l'afflux de réfugiés, la Jordanie a dû faire face à plusieurs enjeux sociaux et économiques. Avec l'appui financier du Gouvernement japonais, l'ONUDI mène actuellement un projet de 500 000 dollars pour aider à réduire la pression socioéconomique sur les communautés d'accueil des réfugiés dans le pays. En particulier, elle encourage la cohésion et l'harmonie sociales autour du camp de réfugiés de Za'atari en améliorant les moyens de subsistance de femmes jordaniennes non qualifiées grâce à des formations entrepreneuriales et techniques visant à les doter des compétences nécessaires pour exercer des activités productives à domicile. Le projet aidera également les communautés d'accueil à envisager la possibilité de mener des initiatives économiques collectives.

La situation est similaire au Liban, où l'afflux massif de réfugiés syriens a eu une incidence sur la performance économique générale du pays et a mis à rude épreuve la capacité des services publics à répondre aux demandes essentielles. À la demande du Ministère libanais de l'industrie et avec le soutien financier du Japon, l'ONUDI mène un projet qui aide les communautés locales touchées par la crise à adopter des moyens de subsistance durables. Circonscrit à la vallée de la Bekaa, le projet vise à accroître les capacités de fabrication des PME, afin de les aider à répondre aux demandes des marchés intérieur et extérieur tout en accélérant la relance économique et en stimulant la génération de revenus et la création d'emplois tant pour la population libanaise locale que pour les réfugiés syriens.

Les réfugiés qui ont la chance de pouvoir retourner dans leur pays doivent faire face à un autre type de difficultés. La réussite de leur réinsertion dépend largement de leur capacité à trouver un emploi et à subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille. Au Libéria, l'ONUDI a collaboré avec

la Commission libérienne pour le rapatriement et la réinstallation des réfugiés pour faciliter la tâche des jeunes, hommes et femmes, qui regagnent leur pays dans l'espoir d'entrer sur le marché du travail, tout en renforçant les capacités de la Commission et ses structures de formation. Plus de 1 000 personnes, hommes et femmes, ont reçu une formation entrepreneuriale et technique qui leur permettra de gérer leurs propres activités lucratives dans le cadre d'un emploi ou d'une activité indépendante. Dans le cadre d'un programme de formation des formateurs, 50 formateurs venus de centres et d'institutions de formation locaux ou de partenaires qui offrent une formation aux rapatriés ont acquis les compétences techniques nécessaires pour proposer une formation entrepreneuriale. L'ONU DI a aussi aidé à moderniser d'autres structures publiques et privées en leur offrant des formations et du matériel.

Les réfugiés libériens au Ghana bénéficient d'un projet financé par le Japon qui vise à faciliter leur réinsertion dans la société libérienne ou à leur permettre de devenir des membres productifs de la société au Ghana. Après avoir déterminé les domaines où des connaissances spécialisées étaient nécessaires au Libéria et évalué le potentiel des réfugiés du camp de réfugiés de Buduburam, l'ONU DI a lancé une série de cours, allant des compétences fondamentales à une formation spécialisée dans des disciplines telles que les soins de beauté, la pâtisserie, les technologies de l'information, la couture, les installations électriques et la maçonnerie. À la fin de la formation, les étudiants ont reçu un référentiel d'outils de démarrage; 557 d'entre eux ont passé l'examen national de compétences, et 544 ont choisi un cours sur les compétences commerciales. Ceux qui avaient déjà un emploi au Ghana ont vu leurs revenus augmenter nettement; les femmes, en particulier, ont vu leurs



LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES DE L'ONU DI POUR LES RÉFUGIÉS LIBÉRIENS A AIDÉ À COMBATTRE LES INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES. À L'ORIGINE, LES REVENUS DES HOMMES ÉTAIENT 1,5 FOIS PLUS ÉLEVÉS QUE CEUX DES FEMMES, MAIS, À LA FIN DU PROJET, LES REVENUS HEBDOMADAIRES DES HOMMES ET DES FEMMES ÉTAIENT PRESQUE IDENTIQUES. LA PHOTO MONTRE DES ÉTUDIANTS EN PÂTISSERIE AU CAMP DE BUDUBURAM.

doubler. D'après une étude menée à la fin du projet, 97 % des bénéficiaires ont reconnu que leur formation avait rendu leur vie beaucoup plus aisée.

Depuis qu'il est devenu un État souverain en 2011, le Soudan du Sud a dû faire face à des défis titanesques, notamment à des conflits armés entre différents groupes ethniques, qui ont déplacé 1,35 million de personnes et forcé 600 000 autres à quitter le pays. Près de 4 millions de personnes sont menacées par l'insécurité alimentaire dans le pays, en particulier dans l'État de Jonglei. En mai, l'ONU DI a lancé un projet pour donner à 500 jeunes, hommes et femmes, des compétences commerciales et techniques dans les domaines de la transformation des aliments, des produits laitiers et des produits du poisson, afin d'aider à réduire la pénurie alimentaire. À ce jour, elle a formé 120 jeunes personnes dans ces domaines, ainsi qu'au traitement

des cuirs et peaux et à la confection de vêtements, en utilisant des unités de formation mobiles à domicile et sur les marchés.

Dans le cadre d'un second projet au Soudan du Sud, l'ONU DI exécute un programme conjoint en collaboration avec le PNUD, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'OIT et d'autres partenaires par l'intermédiaire du volet thématique "Jeunesse, emploi et migration" du Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement qui a été créé en 2007 grâce à une généreuse contribution du Gouvernement espagnol. Ce programme conjoint vise à doter 2 500 jeunes, hommes et femmes, âgés de 15 à 30 ans, en particulier des jeunes rapatriés et des soldats démobilisés, de nouvelles compétences techniques et de moyens de subsistance.

En septembre, un nouveau centre de formation sur la chaussure a vu le jour

à Mashhad, la deuxième ville la plus peuplée de la République islamique d'Iran, près de la frontière afghane. Dans le cadre d'un programme de l'ONUDI relatif aux modes de subsistance viables, financé par le HCR, ce nouveau centre de formation encouragera la création de regroupements de cordonniers et renforcera la compétitivité du secteur privé. Mashhad, qui jouit d'une longue tradition de fabrication manuelle de chaussures de femme en cuir, accueille un grand nombre de réfugiés afghans. Le projet a pour objectif de dynamiser l'économie locale et de faciliter la réinsertion des réfugiés à leur retour au pays. Il vise en outre les membres marginalisés de la communauté, y compris les personnes handicapées.

En avril, l'ONUDI a lancé un projet visant à restaurer la stabilité dans le sud de la Somalie après les conflits, grâce à la réconciliation et au rétablissement des moyens de subsistance. Ce projet, financé par le Japon, cible les entreprises de construction à Kismaayo et s'emploie à mettre en place une formation axée sur le marché qui aidera les femmes des secteurs traditionnels à améliorer leurs revenus. Le projet vise également à améliorer les infrastructures de sites stratégiques, comme l'aéroport international de Kismaayo.

En coopération avec le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population et le PAM, l'ONUDI participe à un programme conjoint qui s'adresse aux jeunes vivant dans

des zones touchées par le conflit en Guinée. Avec un budget de 1,2 million de dollars, la participation de l'ONUDI consiste essentiellement à développer des PME qui créeront des possibilités d'emplois, dont les jeunes du pays ont tant besoin.

En Europe, la pauvreté est une réalité pour les minorités ethniques et les groupes défavorisés dans plusieurs régions. Le Gouvernement hongrois collabore actuellement avec l'ONUDI sur un projet visant à analyser l'exclusion sociale et les enjeux de développement communautaire, en particulier au sein de la population rom, et à créer une plate-forme de partage de connaissances pour faire face à ces problèmes.

COMPÉTITIVITÉ DE L'INDUSTRIE

Il ne suffit pas d'élever les niveaux de revenus ou d'améliorer la nutrition, l'éducation et la santé pour parvenir au développement durable. Il faut d'abord et avant tout accroître la productivité et les moyens de mettre constamment à niveau les technologies et d'innover afin d'assurer la compétitivité de l'industrie. L'objectif d'industrialisation influe sur la plupart des autres objectifs du programme de développement pour l'après-2015, et réciproquement. Ainsi, il ne saurait y avoir de production ni de consommation durables sans technologies industrielles propres et sans innovation; il ne saurait y avoir de prospérité de l'industrie et des entreprises ni de création des technologies innovantes nécessaires au développement industriel inclusif et durable sans environnement macroéconomique stable; il ne saurait y avoir de sécurité alimentaire ni de santé universelle sans les produits de l'industrie; il ne saurait y avoir d'industrialisation sans infrastructures, eau ou énergie. La croissance économique est tirée par l'entrepreneuriat, la diversification économique permanente, le développement de relations commerciales, la mise à niveau de l'industrie et l'innovation technologique.



INVESTIR DANS LES TECHNOLOGIES ET LES ENTREPRISES

À la fin de l'année, l'ONUDI a aidé à mettre sur pied une unité pour la promotion des investissements à Lahore (Pakistan) afin d'améliorer les services et les conseils destinés au secteur de l'appui aux entreprises du pays. Un projet financé par l'Agence italienne de coopération pour le développement et exécuté par l'ONUDI aide le Pakistan à mettre en œuvre davantage de projets industriels grâce à une coopération axée sur les entreprises avec des partenaires étrangers, en particulier l'Italie. Au cours de l'année écoulée, 56 visites d'entreprises destinées à recueillir des informations et à évaluer les besoins en matière de mise à niveau technologique et de coopération étrangère, des formations à l'intention des agents des institutions partenaires et des visites réciproques entre l'Italie et le Pakistan ont notamment été réalisées. Le projet a permis d'identifier 28 possibilités d'investissement et d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) à leur donner une traduction concrète.



PARTAGER LES TECHNOLOGIES DE POINTE

En Inde, les petites et moyennes entreprises jouent un rôle crucial dans le secteur manufacturier, en fournissant des emplois à environ 40 % de la population active du pays. Le projet conjoint d'établissement d'un Centre international pour la modernisation des techniques de fabrication, lancé en 1999 par le Gouvernement indien et l'ONUDI, s'est achevé en 2014. Mis sur pied pour promouvoir la technologie et l'innovation dans ce secteur et accroître la compétitivité industrielle de l'Inde et d'autres pays en développement, le centre a également servi de forum international pour suivre les évolutions technologiques et sensibiliser les acteurs de l'industrie, de la recherche et du secteur public aux avancées technologiques et aux innovations. Une évaluation indépendante du centre parue en juillet confirme que "pendant ses 10 années d'activité, le centre s'est révélé être un modèle utile pour aider les petites et moyennes

entreprises à des étapes essentielles de leur développement et de leur croissance". Durant les cinq années de sa phase finale, le projet s'est axé sur trois secteurs, à savoir les machines-outils, les produits de fonderie et les plastiques. À son terme en mai, la fusion du Centre international pour la modernisation des techniques de fabrication et du Centre de l'ONUDI pour la coopération industrielle Sud-Sud en 2015 contribuera à renforcer les deux entités. Le nouveau Centre international pour le développement industriel inclusif et durable sera axé sur les avancées technologiques dans des secteurs prioritaires; en outre, toutes ses composantes programmatiques respecteront les impératifs d'équilibre et d'équité entre les sexes. Le centre touchera les femmes entrepreneurs, mais veillera également à ce qu'elles bénéficient directement de ses activités programmatiques.

Les préparatifs en vue de la tenue du premier forum des entrepreneurs de Bahreïn à Manama en janvier 2015 étaient en cours à la fin de l'année. Cette manifestation de trois jours, sur le thème de l'entrepreneuriat et l'investissement pour le développement industriel inclusif et durable, devait examiner les grands enjeux auxquels sont confrontés les entrepreneurs dans le monde.

Bureaux de promotion des investissements et de la technologie

Depuis que l'ONUDI a ajouté la promotion des investissements à sa gamme de services en 1986, ses Bureaux de promotion des investissements et de la technologie (BPIT) ont contribué à réduire les déséquilibres de développement en facilitant la conclusion d'accords relatifs aux investissements et à la technologie entre pays industrialisés et pays en développement ou pays à économies en transition. Implanté dans les deux hémisphères, le réseau spécialisé des BPIT ouvre de nouvelles perspectives aux investisseurs et aux fournisseurs de technologies pour identifier des partenaires potentiels et propose un ensemble de services aux entrepreneurs comme aux entités commerciales. Au cours de l'année, il a facilité les investissements étrangers et intérieurs ainsi que le transfert de technologies grâce à la fourniture de services de conseil technique, à l'identification d'opportunités d'investissement, à la mobilisation de technologies et au renforcement des capacités dans certains pays. En étroite collaboration avec d'autres services techniques de l'ONUDI, les BPIT apportent des services à valeur ajoutée à leurs clients et à leurs partenaires.

Le BPIT de Bahreïn a contribué à organiser ou coorganiser de nombreuses manifestations dans l'année, notamment la première Bahrain International Design Week, le dixième Bahrain International Garden Show, une conférence régionale

de PME, un salon de la santé et de la culture physique et un forum pour l'investissement. L'International Entrepreneurs Investment Forum 2014, en mars, visait à susciter l'intérêt des jeunes diplômés et des partenaires institutionnels pour l'entrepreneuriat en présentant des bonnes pratiques, expériences et réussites internationales et en facilitant l'établissement de partenariats commerciaux et la réalisation d'investissements en faveur de la création d'entreprises dans le pays. Des efforts particuliers ont été déployés à l'intention des femmes entrepreneuses de la région.

Les deux BPIT de Chine, à Beijing et Shanghai, ont organisé un certain nombre de manifestations pour promouvoir les investissements entrants et sortants ainsi que les transferts de technologies. Le BPIT de Beijing a tenu des séminaires sur les technologies vertes dans diverses régions du pays. En avril, le BPIT de Shanghai a aidé à organiser le Salon international des technologies de Shanghai, qui comprenait une exposition dans le cadre d'une journée de l'ONUDI.

Le BPIT d'Italie a organisé des séminaires et des ateliers, axés particulièrement sur l'Afrique, en vue d'accroître les débouchés commerciaux et de promouvoir les investissements, le transfert de technologies, l'agribusiness, l'environnement et les technologies vertes. Il a pris une part active à la première exposition internationale consacrée au conditionnement d'Afrique de l'Est à Nairobi ainsi qu'au Forum et à l'exposition sur les énergies renouvelables en Afrique de l'Est, à Dar es-Salaam, en République-Unie de Tanzanie.

Les activités du BPIT de Tokyo portaient essentiellement sur l'Afrique et les pays arabes. Le Programme consultatif pour l'Afrique — initiative conjointe du BPIT de Tokyo et du Ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie — a continué d'aider les institutions et entreprises algériennes, éthiopiennes et mozambicaines à attirer des investissements et des technologies verts et responsables du Japon. Il a organisé un séminaire sur

les affaires en Afrique de l'Est pendant le Forum des affaires Japon-Afrique et apporté son appui à un séminaire pour l'investissement Japon-Communauté d'Afrique de l'Est. Les activités de l'ONUDI, en particulier son approche en faveur de l'industrie verte, ont été présentées à l'occasion d'un certain nombre de manifestations telles que Smile Earth! — thème de l'année pour la Journée de la coopération au Japon — et la Green Innovation Expo 2014. Le BPIT a également participé à un séminaire pour l'investissement en Turquie, tenu à Tokyo.

Bourses de sous-traitance et de partenariat

Le réseau de bourses de sous-traitance et de partenariat (BSTP) de l'ONUDI aide les centres BSTP à renforcer les capacités des fournisseurs et à mettre en relation fournisseurs et acheteurs aux quatre coins du monde. Il existe actuellement 30 centres BSTP en Afrique, dans les pays arabes, en Asie et dans le Pacifique et en Europe et en Asie centrale. Ces centres possèdent une panoplie d'outils et de méthodologies, notamment un système de gestion de l'information qui héberge une base de données complète sur les profils des fournisseurs de chacun des pays membres du réseau BSTP. Des améliorations ont été apportées au système au cours de l'année écoulée.

En septembre, l'ONUDI a organisé une manifestation parallèle consacrée à la promotion des investissements lors de la Foire internationale de Xiamen en Chine, où elle a lancé le tout dernier numéro de l'*Africa Investor Survey Report*. Un forum pour l'investissement Iraq-Émirats arabes unis, tenu à Dubaï en octobre, a rassemblé plus de 100 participants du secteur privé intéressés par la perspective d'investir en Iraq. Outre ses propres réunions, le réseau BSTP de l'ONUDI a mis à profit d'autres forums internationaux pour promouvoir ses activités. En novembre,



PARMI LES 340 ENTREPRENEURS FORMÉS EN IRAQ, 207 ONT REÇU UN DIPLÔME À L'ISSUE D'UN PROGRAMME DE COURS EN LIGNE MIS AU POINT POUR APPROFONDIR LES CONTENUS ABORDÉS EN COURS PRÉSENTIELS. PLUS DE 22% DES APPRENANTS, SOIT BIEN PLUS QUE L'OBJECTIF DE 10% FIXÉ AU DÉMARRAGE DU PROJET, ÉTAIENT DES FEMMES.

l'ONUDI a réuni 28 membres du réseau à Paris lors du Salon de la sous-traitance industrielle 2014 organisé par MIDESE, l'une des principales manifestations internationales du secteur. Les participants s'y sont penchés sur les difficultés et les solutions dans ce domaine et ont souligné l'aide inestimable apportée par le programme BSTP pour la réalisation de leurs objectifs en matière de sous-traitance ainsi que pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques relatives au contenu au niveau national.

Au cours de l'année écoulée, l'ONUDI a entrepris d'élargir le réseau BSTP au Gabon, à l'Iran (République islamique d'), au Kazakhstan et à l'Ouzbékistan. Elle a organisé un certain nombre de programmes de formation sur l'analyse comparative et le profilage des fournisseurs en Chine, au Nigéria et au Pakistan. En Iraq, elle a établi un centre BSTP à Bassorah et formé une équipe d'experts nationaux dans ces deux domaines. Onze accords de

sous-traitance ont été signés entre des fournisseurs et des acheteurs majeurs du réseau (voir encadré).

ACQUÉRIR UN AVANTAGE CONCURRENTIEL

Le développement économique moderne est un processus permanent de mise à niveau industrielle et de transformation structurelle. Forte de ses succès passés, l'ONUDI a renforcé ses activités en matière de compétitivité et de mise à niveau au cours de l'année. Ses efforts ont été récompensés par la confiance qui lui a été manifestée par les donateurs, qui ont accru leurs contributions à ce domaine d'activité. L'Union européenne a ainsi alloué 6 millions de dollars à la mise à niveau et à la modernisation régionales en Afrique centrale, et le Fonds européen

RELEVER L'INDUSTRIE EN IRAQ

Depuis 2007, l'ONUDI collabore avec des institutions publiques en Iraq pour aider le secteur privé. Les Centres pour le développement de l'entreprise implantés dans les gouvernorats de Bagdad, Bassorah, Arbil et Thi-Qar visent à encourager la création et la mise à niveau d'entreprises iraqiennes, en particulier des PME. Le fonctionnement des centres, établis par l'ONUDI avec l'appui financier de l'Agence italienne de coopération pour le développement, repose sur le partage des coûts avec les institutions d'accueil de manière à assurer la pérennité et l'appropriation nationale. Au cours de l'année écoulée, les services de promotion des investissements de l'ONUDI ont bénéficié à 115 entreprises, permis la conclusion de 25 accords de partenariat technologique et généré environ 15,1 millions d'euros. Des experts internationaux ont dispensé des formations à 16 agents des centres des quatre gouvernorats portant sur diverses compétences techniques; en outre, des efforts particuliers ont été faits pour sensibiliser les agents à la nécessité de faire participer les femmes et les jeunes au développement de l'entreprise.

d'investissement 1,4 million de dollars à un projet au Bénin.

Regroupements de PME

Au fil des ans, l'ONUDI a enregistré un intérêt croissant de la part des pays bénéficiaires pour l'établissement de regroupements de PME, qui jouent un rôle essentiel sur des questions telles que la durabilité, l'inclusion, l'innovation, la création de valeur ajoutée manufacturière et l'accès aux marchés mondiaux. Les faits montrent qu'il est possible d'accroître

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES CRÉATIVES

En décembre s'est tenue la première réunion régionale consacrée à l'examen d'un projet, exécuté par l'ONUDI et financé par l'Union européenne et l'Agence italienne de coopération pour le développement, sur l'établissement de regroupements d'entreprises culturelles et créatives dans le sud de la Méditerranée. Accueillis par l'Union pour la Méditerranée à Barcelone, en Espagne, les participants des secteurs public et privé se sont penchés sur la répartition géographique de plus de 140 regroupements d'entreprises dans 7 pays de la région. Ils ont en outre validé une liste de 12 regroupements à aider, qui ont été sélectionnés par les comités directeurs

nationaux respectifs à l'issue d'un appel à propositions ouvert. Ces regroupements concernaient les secteurs de la joaillerie et du laiton en Algérie; de l'artisanat et de l'ameublement dans l'État de Palestine; de l'habillement et de la céramique en Jordanie; de la joaillerie et de l'ameublement au Liban; de la mode et des articles ménagers au Maroc; des articles de cuisine et de la mosaïque en Tunisie; et, par la suite, de la création et du cuir en Égypte. Le programme vise à montrer l'impact des industries culturelles et créatives sur la croissance inclusive et le développement durable et à tisser des liens commerciaux entre les regroupements et les institutions d'appui du sud

de la Méditerranée et l'Union européenne. Il contribuera en outre à mettre en relation les acheteurs mondiaux et les fournisseurs locaux, en collaboration avec les institutions financières nationales, régionales et internationales. De nouveaux mécanismes au sein des industries culturelles et créatives favoriseront la diffusion de l'information et le partage des connaissances, tandis que des ateliers et des réunions régionales faciliteront l'échange des expériences et des meilleures pratiques. Les regroupements sélectionnés recevront une assistance technique et commerciale et auront l'occasion de participer à des salons internationaux.





LES FEMMES ENTREPRENEUSES EN HERBE AU PAKISTAN FORMÉES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE FORMATION DE FEMMES CHEFS D'ENTREPRISE DE L'ONUDI DANS LES DOMAINES DE LA CRÉATION DE MODE, DES TEXTILES DE MAISON, DE LA JOAILLERIE, DE LA MOSAÏQUE DE MARBRE, DE LA MARQUETERIE ET DE L'ARTISANAT ONT PU PRÉSENTER LEURS RÉALISATIONS À L'OCCASION D'UNE EXPOSITION DE DEUX JOURS ORGANISÉE PAR L'ONUDI À ISLAMABAD EN JUIN.

les revenus et de créer davantage d'emplois en tissant des liens entre les réseaux de producteurs, regroupements et consortiums locaux et les parcs industriels, zones économiques spéciales et chaînes d'approvisionnement par le biais de partenariats avec des distributeurs et fabricants mondiaux.

Dans le cadre d'un projet au Myanmar, l'ONUDI aide les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) du pays à devenir plus compétitives en créant des regroupements et en établissant des relations commerciales. Ce projet financé par l'Italie a permis de donner des conseils en matière de politique et de passer en revue la législation du pays applicable aux PME. Viendront ensuite l'élaboration d'une loi sur les zones industrielles et la constitution à titre pilote d'un regroupement d'entreprises du secteur des produits laqués à Bagan. L'objectif du projet est d'assurer la croissance économique inclusive et durable du

Myanmar en s'appuyant sur le secteur privé comme moteur de croissance et sur l'amélioration des perspectives d'emploi des communautés locales.

En février, 200 participants de 20 pays se sont penchés sur les meilleures pratiques et les enjeux en matière de création de regroupements d'entreprises, lors d'une conférence organisée par l'ONUDI à New Delhi en coopération avec le Competitiveness Institute, la Foundation for MSME Clusters indienne et la Confederation of Indian Industries. Les participants sont convenus que de nombreuses difficultés existaient encore, mais que la question de la durabilité restait une préoccupation majeure. Ils ont partagé leurs expériences concernant la promotion de la production durable, l'innovation au sein des regroupements et la réalisation d'une croissance inclusive tirée par le marché.

Les chaînes de valeur figuraient parmi les sujets abordés lors d'une

réunion des ministres de l'industrie et de l'économie des États d'Amérique latine et des Caraïbes tenue au Costa Rica en avril et coorganisée par l'ONUDI et la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Il a été demandé à l'ONUDI d'aider à mettre en place des regroupements d'entreprises d'exportation dans les pays membres de la Communauté et du Marché commun des Caraïbes, à savoir les Bahamas, la Barbade, la Jamaïque, Sainte-Lucie, le Suriname et la Trinité-et-Tobago.

Un atelier régional sur le développement de PME artisanales en Équateur s'est tenu à Quito en septembre.

Compétitivité des entreprises

En dépit de la situation difficile que traverse le pays, l'ONUDI a mené à bien un projet autofinancé en République arabe syrienne destiné à stimuler la compétitivité du secteur manufacturier dans le cadre du programme I'M UP Syria. Axé sur les chaînes de valeur des industries du textile et de l'habillement, le projet a cherché à accroître le volume et la qualité des produits destinés aux marchés locaux et internationaux, et par conséquent la rentabilité et les perspectives d'emploi. L'ONUDI a aidé le Ministère de l'industrie à élaborer des textes législatifs en vue de la mise en place d'un centre de modernisation de l'industrie et d'un fonds pour la mise à niveau de l'industrie. Elle a également proposé des lignes directrices pour la gestion de programmes nationaux de mise à niveau industrielle. Cinquante-cinq consultants nationaux, huit jeunes diplômés et des agents du Ministère de l'industrie ont pu suivre des cours de formation sur la mise à niveau de l'industrie. De nombreux supports de formation ont été élaborés à l'intention des consultants nationaux afin que ces derniers puissent par la suite dispenser des formations dans les domaines de la commercialisation, des ressources humaines, de la finance, de la production

et des questions environnementales. Le projet a également permis de mettre au point un outil informatique et un guide de l'utilisateur pour l'établissement de diagnostics d'entreprises et l'élaboration de plans de mise à niveau.

Un autre projet achevé au cours de l'année visait à améliorer la compétitivité économique du Sénégal et à renforcer sa capacité à créer de nouvelles entreprises tout en réduisant son empreinte écologique. Une nouvelle stratégie de mise à niveau des entreprises élaborée par l'ONUDI a servi de point de départ à la conception de programmes dans ce domaine dans les régions de Casamance et de Kédougou. L'ONUDI aide le Gouvernement à lever les fonds nécessaires à ces initiatives dans le cadre du Programme de partenariats entre pays pour le développement industriel inclusif et durable.

L'amélioration de la productivité et de la qualité des PME est au cœur d'un projet triennal lancé au Cameroun en 2013 et qui vise à accroître la compétitivité de l'économie. Au titre du Programme d'appui à l'amélioration de la compétitivité de l'économie camerounaise (PACOM), d'un montant de 10 millions d'euros financé par l'Union européenne, l'ONUDI contribuera à la mise à niveau de 60 entreprises et au renforcement de structures telles que le Bureau de mise à niveau, l'Agence des normes et de la qualité (ANOR) et la Bourse de sous-traitance et de partenariat. Au cours de la première année, les outils opérationnels ont été finalisés et des formations ont été dispensées aux agents du Bureau national de la mise à niveau. L'ONUDI s'emploie actuellement à établir des critères d'éligibilité, une grille de diagnostic et un système d'information. À l'issue de visites de sensibilisation dans différentes sociétés, 30 entreprises ont confirmé leur participation au programme.

Au Viet Nam, un nouveau projet financé par le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO) et lancé en septembre vise à rendre plus transparent l'enregistrement des entreprises grâce



UN NOUVEAU PROJET DESTINÉ À RELANCER LE SECTEUR DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT A ÉTÉ LANCÉ EN ARMÉNIE EN SEPTEMBRE. ENVIRON 80 REPRÉSENTANTS DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ AINSI QUE DES BAILLEURS DE FONDS PRÉSENTS DANS LE PAYS ONT ASSISTÉ À LA CÉRÉMONIE DE LANCEMENT.

au renforcement du système national prévu à cet effet. En intégrant toutes les entités commerciales du pays, le projet contribuera un peu plus à réduire les coûts et les risques à l'entrée sur le marché et à accélérer l'enregistrement des nouvelles entreprises. Il comprend la fourniture de conseils en matière de politique pendant la révision des lois relatives aux entreprises et aux investissements ainsi que le renforcement des capacités de l'Agence et des 63 bureaux d'enregistrement des entreprises. La viabilité financière de l'Agence sera assurée par les recettes provenant des droits d'enregistrement et les contributions du budget de l'État.

Les textiles fins font partie de l'héritage culturel de l'Arménie, dont l'histoire de la production textile remonte à plusieurs milliers d'années. Aujourd'hui, les industries du textile et de l'habillement englobent la couture, la maille et la transformation. Les PME du textile du pays disposent de la main-d'œuvre nécessaire, mais

pourraient produire et exporter bien au-delà des volumes actuels. Un nouveau projet lancé en septembre aidera à améliorer leur compétitivité grâce à l'adoption de méthodes commerciales innovantes et à la mise en place de consortiums d'exportation. Un certain nombre d'entreprises participeront à un projet pilote qui contribuera à renforcer leurs capacités humaines et techniques dans divers domaines tels que la modernisation, la compétitivité, la commercialisation et la création de vêtements. Le projet vise à accroître la part de marché des opérateurs locaux des industries du textile et de l'habillement sur les marchés intérieurs et à saisir les opportunités offertes par les perspectives d'intégration au titre des accords commerciaux de l'Union douanière eurasiennne.

L'industrie de l'habillement et le développement économique dans les Caraïbes étaient le thème d'un séminaire organisé à Bridgetown en août par l'ONUDI en coopération avec le



AU PÉROU, LA MISE SUR PIED DE CONSORTIUMS D'ORIGINE AU TITRE D'UN PROJET RÉCEMMENT ACHEVÉ A PERMIS D'APPORTER DE LA VALEUR AJOUTÉE AUX MÉTHODES DE TRANSFORMATION TRADITIONNELLES. S'APPUYANT SUR DES SYSTÈMES DE PRODUCTION FONDÉS SUR LES CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES LOCALES, CES CONSORTIUMS CONTRIBUENT À ACCROÎTRE LES REVENUS DES PETITS PRODUCTEURS RURAUX TOUT EN REVALORISANT LE PATRIMOINE HISTORIQUE, CULTUREL ET ÉCOLOGIQUE DU PAYS.

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL AU BANGLADESH

Le Programme d'amélioration des conditions de travail et des normes (Better Work and Standards Programme) de l'ONUDI a été lancé en 2010 pour stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté au Bangladesh. Ces 10 dernières années, le pays est passé du statut de "fournisseur marginal" de prêt-à-porter à celui de "fournisseur privilégié", avec des exportations qui ont triplé pour s'établir à 30 milliards de dollars en 2014 contre 10 milliards de dollars en 2005. Le secteur, qui représente 80 % des recettes à l'exportation du pays et emploie 5 millions de personnes dont 70 % de femmes, progresse un peu plus chaque année avec l'appui de l'ONUDI. La phase récemment achevée du projet visait à accroître la compétitivité

globale du secteur et à améliorer les conditions de travail dans le dessein de favoriser la croissance du secteur et de créer de meilleures perspectives d'emploi. En particulier, l'ONUDI s'est attachée à mettre sur pied un groupe national de performance, à nouer des alliances stratégiques, à élaborer un plan d'aide à la formation dans le domaine du textile et à renforcer les capacités d'analyse et de planification au sein des institutions compétentes. Entre autres grandes réalisations de l'année, 493 formateurs ont été formés et 21 entreprises ont reçu les conseils et l'appui d'experts internationaux en matière d'amélioration de la qualité et de la productivité. L'ONUDI a contribué à la mise à niveau des centres de formations d'une série d'institutions de formation technique.

Système économique latino-américain et caraïbe et la Société d'investissement et de développement de la Barbade. Le séminaire s'est penché sur les difficultés et les possibilités d'améliorer le développement durable du secteur de l'habillement et des sous-secteurs connexes susceptibles d'entraîner des retombées bénéfiques pour toutes les parties prenantes, et notamment pour les communautés locales.

Un nouveau projet visant à stimuler la compétitivité des PME koweïtiennes à l'exportation aidera 10 entreprises des secteurs de la chimie, du caoutchouc et des plastiques à surmonter les contraintes à l'exportation. Il permettra de doter ces entreprises des compétences techniques nécessaires à l'élaboration de leurs propres plans d'exportation en vue d'accéder aux marchés extérieurs et d'évaluer la faisabilité de la constitution d'un consortium d'exportation. Pour assurer la pérennité du projet, l'ONUDI contribuera à former les agents du Centre koweïtien de développement des exportations pour qu'ils puissent fournir des services de meilleure qualité aux PME cherchant à exporter leurs produits. Les consortiums d'exportation pour les Caraïbes étaient au cœur d'une réunion, tenue au Pérou en mai et coorganisée par l'ONUDI, qui a été l'occasion d'évaluer les propositions en la matière présentées par les pays de la région, de visiter des consortiums d'exportation à Piura au Pérou et de dresser un plan d'action pour en créer de nouveaux.

En décembre, l'ONUDI a aidé le Maroc à lancer le premier concours destiné aux produits d'origine, dans le cadre d'un projet financé par le SECO. La création de produits d'origine, une des stratégies du pays pour réaliser son plan vert national, qui privilégie les petits exploitants et producteurs agricoles, vise à améliorer la qualité des produits afin de répondre à la demande d'un marché très concurrentiel. Lors du concours, 139 producteurs ont présenté des produits locaux — couscous, huiles d'olive et d'argan, dattes, figues, fromages et miel, entre autres — à un

L'ONU DI ET L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

En aidant les pays en développement à accroître leur production de médicaments génériques de qualité, l'ONU DI contribue à instaurer de meilleures normes sanitaires et à accélérer le développement économique. Une réunion a été organisée sur ce sujet à Abuja en mars, en marge d'une conférence ministérielle sur le développement industriel inclusif et durable en Afrique. Des ministres des finances et de la planification économique africains ont participé à cette manifestation sur le thème "Production locale de produits pharmaceutiques: une opportunité inexploitée pour le développement industriel inclusif et durable en Afrique", organisée conjointement par la Commission économique pour l'Afrique, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, l'ONU DI et l'Union africaine. Des plans de production de médicaments sont en cours de mise en œuvre dans plusieurs pays dans le cadre d'un grand projet de l'ONU DI financé par l'Allemagne. Au Ghana, un mécanisme de collecte des données relatives aux importations de médicaments conformément au système de classification des meilleures pratiques internationales est en cours d'élaboration, tandis qu'au Kenya le concept d'une feuille de route sur les bonnes pratiques de fabrication a été approuvé en décembre avec les parties prenantes. Au Myanmar, une mission d'enquête a permis d'identifier des actions à mener en 2015 en vue de stimuler le secteur pharmaceutique du pays. Au Viet Nam, des ateliers ont contribué à sensibiliser aux incidences potentielles des régimes de propriété intellectuelle sur l'industrie pharmaceutique locale. Au Zimbabwe, une évaluation a été réalisée afin de déterminer les moyens de redynamiser le secteur pharmaceutique du pays. Par ailleurs, avec l'appui de l'Italie, l'ONU DI mène un projet de renforcement des capacités de production d'un vaccin contre le VIH en Afrique du Sud.



AU TITRE DU PROJET DE MISE À NIVEAU ET DE MODERNISATION DE L'INDUSTRIE TANZANIENNE, DES DIAGNOSTICS INDUSTRIELS ONT ÉTÉ EFFECTUÉS DANS 19 ENTREPRISES DES SECTEURS DU LAIT, DES HUILES COMESTIBLES ET DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE ET 50 EXPERTS ONT ÉTÉ FORMÉS AUX MÉTHODOLOGIES DE MISE À NIVEAU INDUSTRIELLE. LES ENTREPRISES DU LAIT ET DES HUILES COMESTIBLES ONT BÉNÉFICIÉ D'UN ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE PLANS DE MISE À NIVEAU ÉLABORÉS PAR DES EXPERTS NATIONAUX FORMÉS DANS LE CADRE DU PROJET.

jury d'experts, de producteurs et de consommateurs. Au total, 109 produits se sont vu décerner des médailles d'or, d'argent et de bronze et six des trophées du meilleur produit dans leurs catégories respectives.

Un projet régional en Amérique latine, financé par la contribution de la Chine au Fonds d'affectation spéciale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, vise à améliorer la productivité et la compétitivité de la chaîne de valeur de la crevette en Colombie, à Cuba, en Équateur, au Mexique, au Nicaragua et en République dominicaine grâce à la coopération régionale. Il contribuera à stimuler les partenariats entre les milieux universitaires, les institutions publiques et le secteur industriel privé intervenant dans les chaînes de valeur locales et à mettre en relation les entreprises locales et les marchés nationaux, régionaux

et mondiaux. Un autre projet financé par le Fonds d'affectation spéciale aidera à améliorer les chaînes de valeur régionales au Brésil et en Uruguay, dans des domaines tels que la robotique et l'intelligence artificielle, l'automatique et la mécatronique et la fabrication 3D.

Un projet en République-Unie de Tanzanie vise à améliorer la performance industrielle et la compétitivité des PME du pays et à faciliter leur transformation progressive en entreprises de plus grande envergure. En s'appuyant sur la création de réseaux et la mise à niveau, le projet a permis d'accroître la productivité et la compétitivité de huit petits producteurs d'huile du groupement oléagineux de Dodoma parrainé par l'ONU DI. Il a également aidé à mettre au point et à fabriquer du matériel de semi-raffinage, ce qui a permis de construire un prototype d'unité de semi-raffinage.

PARCS ÉCO-INDUSTRIELS

“Les parcs industriels ont permis de tester avec succès de nouvelles réformes, politiques et approches visant à améliorer l’environnement commercial, comme le prouvent les exemples de nombre de pays d’Asie de l’Est. Dans les pays où les ressources étaient limitées, les parcs industriels ont aidé à résoudre les problèmes d’infrastructures dans des zones géographiques données et à surmonter les obstacles à l’entrée des entreprises, attirer les investissements directs étrangers, favoriser l’émergence d’une main-d’œuvre qualifiée et faciliter la croissance des regroupements de PME locales.”

LI Yong, Directeur général de l’ONUDI

Au sein des parcs éco-industriels, les usines ou les entreprises coopèrent par la mutualisation de flux de matériel ou d’énergie. Elles partagent des ressources et échangent des sous-produits, de sorte que les déchets ou sous-produits des unes deviennent des matières premières ou de l’énergie pour les autres. Au cours de l’année écoulée, l’ONUDI a réalisé une étude mondiale des expériences en matière de développement, d’établissement et d’exploitation de parcs éco-industriels dans 12 économies en développement ou émergentes.

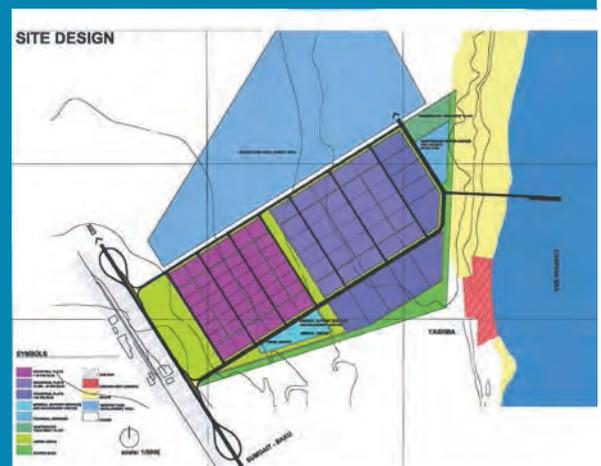
Les parcs industriels et les zones économiques jouent un rôle essentiel dans la promotion d’un développement industriel inclusif et durable. L’ONUDI donne actuellement des conseils en matière de politique et des formations à différents acteurs au Sénégal. Une proposition de nouveau parc à Diamniadio, juste à la sortie de la capitale, Dakar, contribuera à créer des emplois pour des hommes et des femmes et comprendra des centres de traitement des effluents et des déchets. Le rôle

des parcs scientifiques, industriels et technologiques dans la promotion d’un développement industriel inclusif et durable en Europe et en Asie centrale était au cœur d’une conférence organisée par l’ONUDI à Ljubljana, en avril, en collaboration avec le Gouvernement slovène. À l’issue de la conférence, le Gouvernement roumain s’est engagé à financer une troisième Conférence régionale sur le rôle d’une nouvelle génération de parcs industriels, qui aura lieu à Bucarest fin 2015. Une réunion de groupe d’experts sur l’éco-innovation et les écoparcs, organisée par l’ONUDI et le Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE), s’est tenue à Vienne en mai. Y ont été abordés le rôle des parcs éco-industriels dans la production propre et économe en ressources ainsi que celui de la technologie dans le processus d’éco-innovation. En collaboration avec la Commission européenne, l’ONUDI a organisé une séance parallèle spécialement consacrée aux parcs éco-industriels lors de la Semaine verte 2014, qui s’est tenue à Bruxelles en juin. La séance a rassemblé un groupe d’experts pour examiner le potentiel de développement d’une approche économe en ressources et circulaire de la production industrielle. Des études de cas mondiales, méthodes de gestion et modèles économiques divers, illustrant le vaste champ des possibilités qui s’offrent aux décideurs et aux praticiens pour développer des parcs éco-industriels et accélérer la symbiose industrielle, y ont été présentés.

Un nouveau projet de 53 millions de dollars au Viet Nam, financé par le Fonds pour l’environnement

mondial et le SECO, aidera à transformer les zones économiques en parcs éco-industriels, conformément à l’engagement du pays de promouvoir le développement industriel inclusif et durable. En trois ans, l’ONUDI contribuera à faire adopter de nouvelles technologies et des méthodes de production plus propres qui favoriseront la bonne gestion des produits chimiques dans les zones industrielles et permettront de réduire les émissions de gaz à effet de serre d’environ 182000 tonnes par an. Le projet générera également une diminution des volumes d’eaux usées de six millions de mètres cubes par an.

L’ONUDI élabore actuellement une proposition concernant des parcs industriels d’éco-innovation régionaux et des zones spéciales de développement en Argentine, en Bolivie (État plurinational de), au Chili, au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala, au Panama, au Paraguay, au Pérou et au Venezuela (République bolivarienne du). Cette initiative permettra de renforcer les capacités nationales et la coopération régionale en vue d’améliorer la performance des parcs industriels et des zones spéciales de développement, en particulier dans les domaines de la gestion des matériaux, de l’énergie et des processus de production.



LE CHEMIN DE LA RÉUSSITE

Développement des compétences

Forte de son expérience et de son expertise éprouvées dans le renforcement des capacités commerciales, l'ONUDI élabore actuellement un programme de cours complet qui aidera à renforcer les capacités nationales dans les domaines du commerce et des normes de qualité. Le programme proposera une approche commune pour la composante "formation" des projets de coopération technique de l'ONUDI en harmonisant les supports de formation. Le programme de cours final comprendra plusieurs modules sur des sujets aussi variés que l'émergence d'un système d'échange multilatéral ou la prise en compte de l'égalité des sexes dans les services de contrôle de la qualité.

Un nouveau projet de coopération technique visant à développer les capacités commerciales de l'Indonésie dans certaines chaînes de valeur du secteur de la pêche a été lancé en février. Doté d'un budget total de 4,5 millions de dollars, le projet de quatre ans sera financé par le SECO et exécuté par l'ONUDI. Il permettra d'instaurer un dialogue public-privé et d'aider les PME à améliorer la qualité de leurs produits ainsi que le respect des normes contraignantes ou volontaires des marchés internationaux. Il comprendra en outre un cours diplômant de Master sur la productivité et l'innovation dans le secteur de la pêche, la mise en place d'un système de traçabilité du poisson et autres produits de la mer dans certaines chaînes de valeur, le renforcement des capacités de certification pour la mise en place de dispositifs de durabilité et l'appui aux exportations indonésiennes de poisson. Il visera les femmes et les groupes vulnérables ou marginalisés intéressés.

Un nouveau projet en Colombie, également financé par le SECO, facilitera l'intégration du pays aux systèmes



À DJEBBA, EN TUNISIE, LES PRODUCTEURS DE FIGES ONT CONSTITUÉ UNE COOPÉRATIVE QUI AMÉLIORERA LA PERFORMANCE, L'ACCÈS AUX MARCHÉS ET LES CONDITIONS SOCIOÉCONOMIQUES DES CHÂÎNES DE VALEUR DE LA FIGUE, DE LA HARISSA ET DE LA FIGUE DE BARBARIE. LE PROJET FINANCÉ PAR LE SECO A DÉJÀ ENREGISTRÉ UNE AMÉLIORATION CONSIDÉRABLE DE LA PRODUCTIVITÉ ET DES REVENUS.

d'échange régionaux et multilatéraux en renforçant ses capacités et sa performance commerciales, notamment grâce à l'amélioration des services nationaux de contrôle de la qualité. En outre, l'ONUDI mettra au point un programme pilote pour permettre au secteur des produits cosmétiques de mieux respecter les normes internationales relatives à la qualité et à la durabilité, en particulier pour les produits dérivés d'ingrédients naturels. Elle aidera à mettre à niveau les capacités techniques de divers organismes réglementaires et à renforcer les services nationaux de contrôle de la qualité tout au long de la chaîne de valeur des ingrédients naturels entrant dans l'élaboration des produits cosmétiques.

L'ONUDI aide le Nigéria à identifier les écarts entre l'offre et la demande de compétences industrielles et propose des domaines d'investissement pertinents, en particulier dans les sous-secteurs prioritaires du Plan national de révolution industrielle lancé

récemment. À ce jour, une enquête a été réalisée afin de recenser les compétences existantes et les besoins en la matière; en outre, une évaluation des organismes de développement des compétences et une étude de suivi socioprofessionnel des diplômés sont en préparation. Une autre initiative autofinancée au Nigéria aide à mettre en place les compétences fondamentales requises dans les secteurs du cuir et des produits du cuir, de l'habillement et du textile, de l'automobile, de l'acier, de la pétrochimie et de la construction de logements. Le projet comprendra l'établissement de mécanismes de collaboration et de suivi et d'un système d'indicateurs de performance industrielle destiné à aider les décideurs et les parties prenantes à suivre l'évolution de la mise en œuvre.

En avril, l'ONUDI a tenu une formation régionale sur le renforcement des capacités commerciales à Varsovie, sous les auspices de son Institut

pour le renforcement des capacités et avec le financement du Ministère polonais de l'économie. Une trentaine de fonctionnaires, de dirigeants du commerce et de l'industrie, de décideurs commerciaux intermédiaires et de professionnels de la gestion de la qualité venant d'Arménie, d'Azerbaïdjan, du Bélarus, de Géorgie, de République de Moldova et d'Ukraine ont participé à la semaine de formation, précédée par cinq semaines de cours en ligne. Des experts nationaux, régionaux et internationaux ont aidé les participants à se familiariser avec les stratégies qui stimulent la croissance économique en s'appuyant sur des politiques efficaces et le renforcement des capacités des institutions nationales, de manière à assurer leur participation effective au commerce.

Dans le cadre d'un partenariat public-privé, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) s'emploie aux côtés du groupe Volvo et de l'ONUDI à mettre en place un centre d'instruction professionnelle au Maroc pour la conduite d'engins de chantier et de véhicules utilitaires lourds, afin de favoriser la croissance économique, l'emploi des jeunes et l'égalité entre les sexes en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest. Dispensés en collaboration avec les autorités locales, les cours contribueront à former chaque année environ 150 étudiants des deux sexes venus de Côte d'Ivoire, du Maroc et du Sénégal (voir chapitre 2).

Assurance qualité

L'ONUDI aide les pays en développement et les pays à économie en transition à s'assurer que leurs produits satisfont aux normes internationales et aux exigences d'évaluation de la conformité avant leur entrée sur les marchés mondiaux. Son portefeuille de projets couvre les normes, la certification, la métrologie, les essais et l'accréditation. Par le passé, l'ONUDI a mis l'accent

sur les méthodologies d'évaluation et de contrôle de la conformité aux normes édictées par l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Elle élabore également une approche similaire pour les activités ayant trait aux secteurs de l'électrotechnique et des télécommunications, qui permettra aux pays en développement de vérifier la conformité des produits dans ces domaines et d'être compétitifs sur le marché intérieur et à l'international.

Lors d'une réunion à Vienne, en avril, des experts se sont penchés sur les moyens de surmonter les difficultés liées à la diffusion efficace de la norme ISO 50001 (management de l'énergie), en particulier s'agissant de la certification et de l'accréditation. La réunion visait à définir une approche cohérente des normes et de l'évaluation de la conformité en matière d'efficacité énergétique.

L'ONUDI se félicite de sa collaboration avec d'autres organisations intervenant dans le domaine des normes industrielles. Outre sa coopération de longue date avec l'ISO (voir chapitre 2), elle entretient également des liens étroits avec l'International Accreditation Forum et la Conférence internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai.

En août, l'Union européenne a annoncé l'allocation d'un budget de 12 millions d'euros pour la phase suivante du Programme Qualité en Afrique de l'Ouest, pour aider la région à poursuivre la mise en place de services de contrôle de la qualité efficaces et coordonnés pour les 15 pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Mauritanie. L'accès à des services de qualité permettra d'assurer une compétitivité plus forte des entreprises sur les marchés internationaux et une meilleure protection des consommateurs. S'inscrivant dans le cadre du programme pour le développement du secteur privé du Fonds européen de développement, le projet permettra d'harmoniser les politiques nationales relatives à la qualité avec les politiques régionales, de mettre en place un système régional de normalisation et



Le Nigéria a récemment adopté une nouvelle politique nationale de la qualité qui stimulera la compétitivité des biens et services du pays et aidera à atteindre les objectifs du Projet relatif aux services nationaux de contrôle de la qualité, financé par l'Union européenne et actuellement mis en œuvre par l'ONUDI, pour améliorer le commerce et l'industrialisation dans le pays.



Le succès qu'a connu l'appui de l'ONUDI à l'élaboration d'une politique efficace en matière de normes et de qualité au Nigéria a été marqué par l'inauguration, en mars, du Bureau national du contrôle de la qualité, en présence du Directeur général de l'ONUDI, de fonctionnaires de l'administration fédérale et de représentants de la Délégation de l'Union européenne au Nigéria.

un système régional d'accréditation et d'encourager une culture de la qualité dans le secteur privé. Un projet similaire en faveur de l'intégration commerciale et économique, financé par l'Union européenne en Afrique centrale, couvre le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine,

la République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Príncipe et le Tchad. Il vise à renforcer les institutions et les organismes nationaux et régionaux de contrôle de la qualité, à promouvoir la coordination et la coopération, à former les experts régionaux et nationaux et à partager les expériences concluantes aux niveaux régional et national.

Une cérémonie a eu lieu en novembre au Brésil pour le lancement d'un projet visant à évaluer l'impact de la certification qualité ISO 9001 dans le pays. Le projet d'un an repose sur une collaboration directe entre l'ONUUDI et l'organisme national d'accréditation Inmetro et rassemble les principales organisations intervenant dans l'élaboration, l'application et l'évaluation de la norme ISO 9001 au Brésil et au niveau international. L'ONUUDI, en coopération avec l'ISO et l'International Accreditation Forum, a réalisé des projets similaires dans un certain nombre de pays en développement d'Asie, dont la Chine.

Dans le cadre du projet "Competir com Qualidade" (La qualité au service de la compétitivité), l'ONUUDI a aidé le Mozambique à mettre en place son propre système de prix, qui permet aux lauréats d'acquérir une reconnaissance et une visibilité auprès du public pour la qualité de leur prestation et de concourir pour le prix régional de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Rendu possible grâce à l'appui financier de l'Union européenne et du Gouvernement autrichien, le projet vise à relever le niveau de développement et de compétitivité des entreprises du secteur privé au Mozambique. La deuxième cérémonie de remise des prix s'est tenue à Maputo en août.

Normalisation et métrologie

Les progrès du renforcement du Bureau de normalisation et de métrologie en Haïti se sont poursuivis. Le projet est l'une des composantes d'un programme plus vaste de renforcement des capacités,

financé par l'Union européenne, visant à faire du Ministère du commerce et de l'industrie haïtien un acteur majeur dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et stratégies commerciales et d'une politique nationale en matière de qualité. Les réalisations de l'année comprenaient l'adoption par le Gouvernement de la politique nationale relative à la qualité, l'élaboration du cadre juridique connexe et le renforcement des capacités au sein d'un nouvel organisme national de normalisation accueillant les premiers comités de normalisation. Des systèmes de gestion de la qualité ont été déployés à titre pilote dans 10 entreprises et 6 laboratoires d'essai. Le projet a en outre contribué à sensibiliser les consommateurs à la métrologie, à la normalisation, à la certification et à la qualité.

Cinq ans plus tôt, en partenariat avec la NORAD et le Système intra-africain

de métrologie (AFRIMETS), l'ONUUDI s'était lancée dans un projet d'appui à la métrologie en Afrique dans le but de faire reconnaître au niveau international les programmes des instituts de métrologie africains. En renforçant l'AFRIMETS, le projet lui a permis de devenir l'organisme de contrôle de la qualité phare du continent. Un cours de 10 jours consacré à la métrologie légale théorique et pratique, tenu à Hammamet, en Tunisie, en octobre, était l'un des faits marquants de la deuxième phase du projet démarrée en 2013. Dans le cadre d'un projet financé par l'Union européenne, visant à consolider l'Association des laboratoires du Malawi comme partie intégrante des services de contrôle de la qualité du pays, un atelier consacré à la normalisation, à l'assurance qualité, à l'accréditation et à la métrologie s'est tenu à Blantyre au Malawi pendant la première conférence générale de l'Association en décembre.

SERVICES DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DANS LES PAYS ARABES

Les travaux de révision et de mise en œuvre d'une stratégie régionale relative aux services de contrôle de la qualité dans les pays arabes se sont achevés à la fin de l'année. Le projet de trois ans, financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), était axé sur le renforcement du rôle de l'Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières (OADIM) en tant que cadre de coordination régionale pour l'accréditation. La toute récente organisation de coopération arabe dans le domaine de l'accréditation (Arab Accreditation Cooperation) constituée autour de 17 pays membres est désormais pleinement opérationnelle et reconnue au niveau international. Au cours de l'année, elle a mené trois évaluations par les pairs et organisé sa première conférence internationale sur l'accréditation dans la région ainsi que des ateliers de formation et des réunions pour mutualiser les bonnes

pratiques. Des programmes de pays ont été élaborés pour la Libye, la Mauritanie, le Soudan et le Yémen. Le projet a également mis au point un module novateur consacré à la bonne gouvernance et aux bonnes pratiques professionnelles par le biais d'orientations régionales et d'activités de renforcement des capacités. Destiné principalement aux pays en développement et aux pays les moins avancés, il constitue un bon exemple de coopération Sud-Sud et d'intégration régionale. En mai, les chefs de l'ONUUDI et de l'OADIM ont signé un programme d'un montant de 7 millions de dollars pour le renforcement des capacités commerciales régionales du secteur alimentaire grâce à la mise en place d'un système régional harmonisé d'évaluation de la conformité et de sécurité alimentaire, qui sera également financé par l'ASDI. Des discussions sont en cours au sujet d'une phase de suivi dont le démarrage est prévu en 2015.



L'UN DES ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA DEUXIÈME PHASE DU PROJET DE L'AFRIMETS ÉTAIT UN COURS CONSACRÉ À LA MÉTROLOGIE LÉGALE THÉORIQUE ET PRATIQUE, TENU À HAMMAMET, EN TUNISIE, EN OCTOBRE. SEIZE EXPERTS DE CETTE DISCIPLINE ISSUS D'ORGANISMES INTERNATIONAUX ET D'INSTITUTS DE MÉTROLOGIE ONT FORMÉ 85 ÉTUDIANTS DE 37 PAYS.

DU CAFÉ DE QUALITÉ

Avec une population d'à peine plus de 9 millions d'habitants, le Burundi ne peut pas se mettre en concurrence avec les grands producteurs et exportateurs de café en termes de volumes. Le café de spécialité — issu de grains dégageant les meilleurs arômes, produits dans des conditions microclimatiques spéciales — est en revanche un domaine où le pays jouit d'un avantage compétitif. En 2012, l'ONUDI a lancé un projet, financé par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) et le Cadre intégré renforcé, visant à introduire des normes de qualité internationales et à renforcer les institutions locales afin de certifier les producteurs locaux de café pour qu'ils puissent vendre leur production dans le monde entier. Les résultats à mi-parcours de la mise en œuvre comprennent la constitution de deux

consortiums, à savoir le Consortium privé du café du Burundi (BUCOCO) et l'Union des coopératives des caféiculteurs (COCOCA). Au total, 79 inspecteurs (évaluation de la conformité), 77 techniciens (essais et étalonnage), 13 experts nationaux (sécurité alimentaire) et 110 cadres d'unités de transformation (qualité et sécurité alimentaire) ont été formés et 114 cadres ont assisté à une présentation sur la normalisation et la réglementation. Le projet a contribué à renforcer le système national de contrôle de la qualité et à améliorer la compétitivité à l'exportation de chaînes de valeur ciblées en instaurant une culture de la qualité et de respect des normes internationales. Le projet visait d'autres produits tels que les fruits de la passion et les légumes et a permis de faire connaître l'approche des consortiums à 17 apiculteurs.

POLITIQUE, RECHERCHE ET STATISTIQUES

Ces dernières années, les activités de recherche de l'ONUDI ont aidé à déterminer les modes de développement que suivaient les pays pour devenir riches, notamment du point de vue de la structure de leur économie. Ses activités de recherche importantes permettent à l'ONUDI non seulement de nouer des partenariats solides avec la communauté mondiale des chercheurs, mais aussi de prodiguer de précieux conseils stratégiques aux États membres. Leur succès doit beaucoup à sa très grande base de données statistiques industrielles.

Recherche

Le Rapport sur le développement industriel 2013, publication phare de l'ONUDI, a été lancé lors de manifestations régionales organisées dans un certain nombre de pays au cours de l'année, notamment en Autriche et en Égypte, en janvier, au Royaume-Uni, en février, aux États-Unis (au Siège de l'ONU), en Inde, au Japon et en République de Corée, en mars, aux Philippines et au Viet Nam, en avril et en Afrique du Sud et en Chine, en mai. Le lancement visait les décideurs, les praticiens du développement et le grand public. Dans le même temps, l'ONUDI a entamé ses travaux sur la prochaine édition du rapport, à paraître fin 2015. Prolongeant l'analyse des facteurs de changement structurel réalisée dans l'édition 2013, le rapport 2015 se penchera sur la technologie et l'innovation dans le cadre du développement industriel inclusif et durable.

En coopération avec l'Institut mondial sur la croissance verte, l'ONUDI a lancé un projet de recherche conjoint en 2013 pour étudier le lien entre investissement industriel et création

d'emplois. Cette initiative a donné lieu à l'élaboration d'un rapport intitulé *Global Green Growth: Clean Energy Industrial Investments and Expanding Job Opportunities*, qui s'interroge sur la manière dont les investissements verts peuvent stimuler l'emploi et la protection de l'environnement au niveau mondial, et d'un rapport connexe intitulé *Global Green Growth: Clean Energy Industrial Investments and Expanding Job Opportunities—the Experiences of Brazil, Germany, Indonesia, the Republic of Korea and South Africa*, axé sur les expériences de cinq pays de régions et de niveaux de revenus différents. Les deux rapports devraient paraître au premier trimestre 2015.

En s'appuyant sur une méthodologie d'évaluation novatrice mise au point en coopération avec l'Université des Nations Unies à Maastricht-Institut de recherche et de formation économiques sur l'innovation et la technologie (UNU-MERIT), l'ONUDI a publié un rapport en janvier, intitulé *Diffusion Strategy of Green Technology and Green Industry in Africa*, axé sur les secteurs du maïs et du manioc au Kenya et au Nigéria. Une autre publication sur les technologies vertes a également été élaborée au cours de l'année, à savoir le troisième numéro d'une série consacrée à l'avenir du secteur manufacturier, intitulé *Emerging Green Technologies for the Manufacturing Sector*, en collaboration avec l'organisme de recherche allemand Fraunhofer Institute. Un guide à l'intention des praticiens sur la politique industrielle verte, actuellement en préparation, proposera des outils et des instruments destinés à orienter les agents de l'État au fil des différentes étapes du diagnostic, de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation. Le guide, à paraître en 2015, est le fruit d'une collaboration entre l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), le PNUE, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'ONUDI au titre du Partenariat pour l'action en matière d'économie verte (PAGE). Des

documents d'information connexes pourraient figurer dans une publication sur les politiques industrielles vertes éditée conjointement par le PNUE, l'OIT et l'ONUDI. En sa qualité de membre du partenariat PAGE, l'ONUDI apporte sa contribution aux cours en ligne sur l'économie verte dispensés par l'UNITAR, notamment par l'animation du forum sur la transformation écologique des secteurs économiques clefs (*Greening key economic sectors*).

L'ONUDI poursuit son analyse des modèles d'industrialisation avec un niveau de détails sans précédent. Puisant dans sa vaste base de données sur la valeur ajoutée manufacturière, l'emploi et les exportations, elle est parvenue à définir la structure de plus de 150 secteurs manufacturiers.

En collaboration avec l'École nationale de développement de l'Université de Pékin, l'ONUDI prépare un nouveau cadre qui viendra s'ajouter à sa panoplie d'outils qui aidera les pays bénéficiaires à accélérer le développement industriel inclusif et durable. Ce cadre se veut un nouveau moyen efficace d'identifier les industries présentant un potentiel de croissance, de sorte qu'une fois les questions de coordination et d'externalités résolues et les nouvelles industries établies, elles puissent devenir rapidement compétitives à l'international. L'Éthiopie et le Sénégal ont été choisis comme pays pilotes pour le projet, qui est une composante du Programme de partenariats entre pays, cofinancé par le Gouvernement chinois (voir chapitre 1^{er}).

À l'invitation de l'Initiative for Policy Dialogue, organisation à but non lucratif basée à l'Université de Columbia aux États-Unis d'Amérique, l'ONUDI a présenté les résultats de ses travaux de recherche sur les fondements théoriques et les conséquences pratiques de son approche de changement structurel et de diagnostic industriel à un groupe d'experts de renom du développement industriel ainsi qu'aux étudiants des

cycles supérieurs de l'Université de Pékin et de l'Université de la ville de New York.

Conseils stratégiques

Au cours de l'année écoulée, l'ONUDI a enregistré une nouvelle hausse des demandes de services de conseils stratégiques de la part des États membres, en particulier des pays les moins avancés ou des pays à faible revenu. Ces conseils constituent également un élément crucial du nouveau Programme de partenariats entre pays mis en route en 2014 avec le lancement de programmes pilotes en Éthiopie et au Sénégal.

Les progrès se sont poursuivis pendant l'année dans le cadre d'un projet visant à promouvoir la coopération dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation entre les États insulaires du Pacifique Sud et l'Union européenne. Le rôle de l'ONUDI au sein du réseau Pacific-Europe Network for Science, Technology and Innovation, financé par l'Union européenne, a consisté à mettre au point, pour les pays de la région, des enquêtes relatives à l'innovation qui permettront d'identifier des instruments d'intervention — fiscalité, investissement, commerce, formation, recherche-développement, protection de la propriété intellectuelle, normes et marchés publics — de nature à stimuler l'innovation industrielle dans ces pays. La participation de l'ONUDI au réseau servira de point de départ à l'élaboration du prochain *Rapport sur le développement industriel 2015* (voir ci-dessus).

L'ONUDI prend aussi part à une autre initiative financée par l'Union européenne qui vise à stimuler l'économie camerounaise par la mise en place d'un observatoire de la compétitivité et le renforcement des capacités des fonctionnaires locaux à suivre la compétitivité industrielle du pays. L'observatoire centralisera,

analysera et diffusera les informations statistiques relatives à la performance de l'industrie et aux facteurs structurels de cette performance. Des activités similaires ont également été mises en œuvre en Colombie, grâce au financement du Fonds d'affectation spéciale pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONUDI, et en République-Unie de Tanzanie, au titre de l'initiative Unis dans l'action. Vers la fin de l'année, des fonds ont été obtenus pour un projet de conseils stratégiques au Myanmar, dont les composantes relatives au renforcement des capacités et aux conseils stratégiques seront exécutées en 2015.

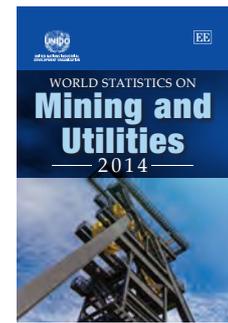
Tout au long de l'année, l'ONUDI a participé de plus en plus à l'élaboration de politiques, notamment en Afrique. Il s'agissait notamment d'aider l'Union douanière d'Afrique australe à finaliser sa politique industrielle régionale. À la demande de la Communauté d'Afrique de l'Est, l'ONUDI a conçu un projet de conseils stratégiques pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie d'industrialisation de la Communauté pour la période 2012-2032. Un deuxième projet de ce type, à l'intention de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, a été approuvé par la Communauté européenne et démarrera en 2015.

L'évaluation des politiques industrielles est notoirement ardue, non seulement parce qu'elles poursuivent des objectifs de long terme, mais aussi parce qu'elles sont rarement énoncées en des termes quantifiables. Forte de sa grande expérience en matière de mesure de la performance compétitive de l'industrie de différents pays, l'ONUDI s'est employée aux côtés du Département du commerce et de l'industrie de l'Afrique du Sud à concevoir une méthodologie novatrice permettant d'évaluer non seulement les aboutissements, mais aussi l'impact de l'un des principaux mécanismes d'incitation du pays en faveur de la modernisation du secteur manufacturier. Cette approche reposait à la fois sur le Programme

de veille industrielle stratégique et de gouvernance de l'ONUDI et l'évaluation de l'impact d'instruments d'intervention spécifiques. Une proposition d'élargissement du partenariat au Département du Trésor prévoit une évaluation de la cohérence interne du plan d'action sur la politique industrielle pour la période 2013-2016.

L'ONUDI et l'Agence allemande de coopération pour le développement ont préparé un large éventail d'outils de diagnostic industriel permettant aux pays en développement d'élaborer leurs propres stratégies de réduction de la pauvreté. Après validation, cette panoplie d'outils sera testée avec des utilisateurs réels en Afrique et en Asie du Sud-Est début 2015. Le partenariat entre la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'ONUDI et le Centre pour le développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a franchi une nouvelle étape au cours de l'année avec l'institutionnalisation des examens des politiques de transformation de la production. Cette initiative servira de cadre directeur aux États membres pour identifier des options et des mesures d'intervention à l'appui des processus de transformation structurelle et de mise à niveau, en se fondant sur une évaluation comparative de leurs atouts, de leurs potentiels de modernisation et de leurs priorités.

Un rapport sur les tendances manufacturières mondiales sous l'angle des chaînes de valeur a été publié en novembre. C'était le fruit d'une collaboration entre l'ONUDI et le Réseau des Conseils de l'agenda mondial du Forum économique mondial, principal réseau de connaissances interdisciplinaires au monde consacré à la promotion d'une réflexion novatrice sur les grandes problématiques mondiales, les régions et les industries. Outre des travaux conjoints d'analyse, l'ONUDI et le Conseil de l'agenda mondial pour l'avenir du secteur manufacturier,



STATISTIQUES DES RESSOURCES NATURELLES

Le *World Statistics on Mining and Utilities 2014*, publication bisannuelle de l'ONUDI, fournit les statistiques mondiales sur les activités extractives, la production et la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné ainsi que la production et la distribution d'eau, d'assainissement, de gestion des déchets. La part combinée de ces secteurs à l'économie mondiale était estimée à 5,6%. Malgré le fléchissement du potentiel de croissance des produits minéraux observé dans nombre de pays sous l'effet de l'épuisement progressif de ces ressources, les activités extractives continuent de jouer un rôle prépondérant dans un grand nombre d'économies en développement. Du fait de son expérience en matière de compilation de statistiques des activités extractives et des services publics, l'ONUDI a été amenée à participer aux travaux du Groupe d'Oulan-Bator sur les statistiques des pays dont l'économie repose sur les ressources naturelles, créé en 2012 par la Commission de statistique des Nations Unies à l'initiative de l'Australie et de la Mongolie. Le Groupe d'Oulan-Bator définit des méthodologies statistiques afin de mesurer les incidences d'activités économiques telles que les activités extractives exploitant des ressources naturelles. En août, l'ONUDI a accueilli la troisième réunion du Groupe, au cours de laquelle des experts de bureaux nationaux de statistique et d'organismes internationaux ont échangé leurs connaissances et leurs expériences sur des méthodologies et des études de cas de pays et ont validé la structure d'un manuel ainsi que le plan de travail pour 2015.

avec l'appui des Émirats arabes unis, prévoient de lancer le premier sommet mondial du secteur manufacturier et de l'industrialisation, qui examinera les grands enjeux économiques, sociaux, technologiques, environnementaux et politiques auxquels ce secteur devra faire face dans les années à venir.

Statistiques industrielles

L'ONU DI est l'organisme des Nations Unies chargé d'établir les statistiques industrielles mondiales. En coopération avec l'OCDE, elle recueille des données qui sont ensuite compilées et diffusées en versions papier et électronique. Parmi les produits statistiques en version papier publiés au cours de l'année figurait notamment la vingtième édition de l'*International Yearbook of Industrial Statistics 2014*, sa publication phare dans ce domaine (voir appendice L). À cette occasion, l'ONU DI a organisé un séminaire international à Vienne, en juin, destiné aux représentants des bureaux nationaux de statistique et des organismes internationaux coopérant avec elle dans ce domaine. Les participants ont examiné les nouvelles priorités et difficultés, en particulier celles ayant trait à la mesure de l'inclusion sociale et de la durabilité environnementale du développement industriel. Un représentant d'Edward Elgar Publishing, coéditeur de la publication, était également présent. L'édition 2014 décrit les tendances manufacturières mondiales dans différentes régions et appelle l'attention sur le fossé technologique qui continue de se creuser entre les économies des pays industrialisés et des pays les moins avancés.

L'ONU DI a été un partenaire central des activités statistiques mondiales, tant au sein du système des Nations Unies qu'au-delà. Au cours de l'année, elle a poursuivi ses travaux en vue de la

quatrième révision de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI).

La mise à jour 2014 de l'indice de la performance compétitive de l'industrie figurant dans le rapport sur l'avenir du secteur manufacturier, intitulé *The Future of Manufacturing: Driving Capabilities, Enabling Investments*, présentait les données de 142 pays, contre 135 pays pour l'édition précédente. Les rapports trimestriels attestés de l'ONU DI sur le secteur manufacturier mondial fournissent des informations fiables sur l'état actuel de l'économie mondiale, par secteur manufacturier et par région, à la communauté internationale des affaires. Ils montrent que la croissance manufacturière mondiale a connu une nette amélioration au premier trimestre 2014, avant d'enregistrer un nouveau ralentissement vers le milieu de l'année dans le contexte des sanctions économiques imposées par les grandes économies européennes. Elle a chuté à 3,3 % au deuxième trimestre 2014, sapant ainsi la reprise en Europe.

L'année a été une étape décisive dans la diffusion en ligne des bases de données statistiques de l'ONU DI, accessibles aux utilisateurs inscrits depuis la page Web: <http://stat.unido.org/>. Cette évolution a suscité une hausse sensible du nombre d'abonnés et d'utilisateurs réguliers et une diminution des coûts liés à la diffusion des données sur CD-ROM, en même temps qu'un accroissement des recettes des ventes électroniques. L'ONU DI continue toutefois de fournir ses bases de données sur CD-ROM sur demande à des bibliothèques ou des praticiens, notamment si les utilisateurs disposent d'une connexion à Internet peu fiable ou lente.

Par le passé, l'ONU DI a travaillé en étroite collaboration avec les bureaux nationaux de statistique et les divisions

de statistique des ministères de l'industrie de divers pays. Au cours de l'année, elle a accepté des invitations à se rendre dans les bureaux nationaux de statistique de l'Angola, de l'Argentine, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan, de la Mongolie, d'Oman et de la République démocratique populaire lao, où elle a prodigué des conseils ou aidé à l'élaboration ou au suivi de projets sur les statistiques industrielles. Pendant la mise en œuvre d'un projet régional dans les pays membres de la Communauté d'États indépendants (CEI), l'ONU DI a organisé un séminaire à Saint-Petersbourg, en Fédération de Russie, en mai, consacré aux indices de production industrielle. Un autre séminaire a eu lieu à Vienne en novembre sur les questionnaires destinés aux enquêtes industrielles. Le financement de nouveaux projets au Gabon et en République démocratique populaire lao et la prolongation d'un projet en République-Unie de Tanzanie ont été approuvés. La phase d'assistance préparatoire du projet sur les statistiques des entreprises au Népal et l'établissement d'un rapport établi sur la base d'une récente enquête manufacturière ont été menés à terme. Un certain nombre d'ateliers régionaux et de contacts directs avec les bureaux nationaux de statistique ont contribué à la mise en œuvre systématique de normes internationales applicables aux statistiques industrielles. Un projet en cours à Oman est en voie d'achèvement.

Outre les produits statistiques mentionnés ci-dessus, les publications de l'ONU DI au cours de l'année comprenaient des profils statistiques sur la croissance et la répartition de la production manufacturière mondiale (*Growth and distribution pattern of the world manufacturing output*, en février) et sur le développement industriel des pays d'Afrique du Nord (*Industrial development in North African countries*, paru en mars).

L'INSTITUT DE L'ONUDI POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

L'Institut de l'ONUDI pour le renforcement des capacités a pour vocation de doter les futurs décideurs du secteur public, de l'industrie et des milieux universitaires d'une bonne connaissance du développement industriel inclusif et durable. Le modèle d'activité de l'Institut repose sur la collaboration avec des partenaires pour la mise en œuvre d'activités, permettant ainsi de favoriser l'échange des connaissances et de l'expertise les plus récentes, d'exploiter les atouts existants, de réduire les coûts, d'accroître le nombre de manifestations proposées et de contribuer au développement des compétences individuelles. Son riche portefeuille d'ateliers et de programmes comprend des programmes pour les hauts fonctionnaires, des programmes professionnels pour les jeunes chercheurs, les cadres du secteur privé et les décideurs et des cours d'été pour les doctorants et les jeunes professionnels. Le programme de perfectionnement consacré à l'avenir du secteur

manufacturier, tenu en octobre, a reçu un très bon accueil; 80% des hauts fonctionnaires des ministères de l'industrie et du commerce ont déclaré qu'ils le recommanderaient au sein de leurs ministères respectifs. Des conférences ont été assurées par d'éminents décideurs, économistes et experts de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, de la Commission de planification de l'Inde, du Département de l'industrie et du commerce de l'Afrique du Sud, de l'Institut coréen de développement, de l'Université de Cambridge au Royaume-Uni, de l'Université de Californie à Berkeley aux États-Unis d'Amérique et d'autres autorités spécialistes du secteur manufacturier.

Parmi les programmes professionnels tenus au cours de l'année, un cours sur les solutions d'énergie durable a enregistré plus de 1 600 inscriptions. Les cours consacrés à la transformation de l'industrie du futur en une industrie verte et au renforcement des capacités

commerciales dans les pays du Caucase et de l'ouest de la CEI ont également connu un certain succès. Un cours d'été sur l'industrie verte proposait en outre un atelier de recherche de haut niveau organisé par l'Université d'Europe centrale à Budapest. L'Institut a également collaboré avec d'autres établissements tels que l'UNU-MERIT et l'Université de Bahreïn.

L'institut de l'ONUDI est fermement attaché tant à l'équilibre entre les sexes qu'à la prise en compte de cette démarche dans ses ateliers et ses programmes. L'objectif est non seulement d'offrir aux femmes des régions en développement une occasion unique d'acquérir des connaissances dans les domaines des technologies vertes et des modèles énergétiques durables et d'encourager leur participation accrue au sein de leurs communautés respectives, mais aussi d'intégrer le respect de l'égalité des sexes dans le débat sur les modèles de développement inclusif et durable.

Des participants de 25 pays à revenu intermédiaire ont suivi un cours de perfectionnement au château d'Hernstein en Autriche. Les activités de partage des connaissances et les ateliers de l'Institut sont destinés aux universitaires, aux décideurs du domaine du développement industriel, aux praticiens et aux autres acteurs des pays à revenu intermédiaire.



INDUSTRIE DURABLE

À l'instar de son prédécesseur, qui a changé la face du monde occidental il y a deux siècles, le processus d'industrialisation des pays en développement n'a pas été sans conséquence. Si, à l'époque, les pays les plus avancés s'étaient de toute évidence peu souciés des contrecoups d'un développement effréné, aujourd'hui, les pays en développement et les pays à économie en transition ne sont que trop conscients du fossé qui existe entre, d'une part, la production et la consommation industrielles mondiales et, d'autre part, la capacité de renouvellement des ressources naturelles et la capacité des gouvernements à gérer la pollution et les déchets.



INDUSTRIES ÉCONOMES EN RESSOURCES ET À FAIBLE ÉMISSION DE CARBONE

Les activités de l'ONUDI dans les domaines de l'énergie et des changements climatiques résultent de préoccupations liées à la pauvreté énergétique, à la sécurité énergétique et aux changements climatiques. L'ONUDI s'emploie à répondre à ces préoccupations en encourageant des solutions d'énergie durable pour le développement d'industries résilientes aux changements climatiques et en aidant l'industrie à adopter des énergies renouvelables propres et à réduire sa consommation énergétique, tout en tenant compte de l'égalité des sexes et en créant plus d'emplois.

Fruit d'un partenariat entre l'Éthiopie, l'Inde, le Japon et le Kenya, le programme

de l'ONUDI relatif au transfert de technologies énergétiques propres à faible émission, notamment de carbone, propose des solutions innovantes pour faciliter l'accès à des services énergétiques modernes et mettre en place des mesures d'efficacité énergétique tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Il adapte le cycle de développement technologique, la chaîne de l'innovation et le processus de diffusion de nouvelles technologies innovantes commercialisables. Des projets de démonstration dans les pays partenaires illustrent cette nouvelle approche à l'aide de technologies transférées du Japon.

Plate-forme pour l'industrie verte

L'industrie verte est au cœur du développement industriel inclusif et durable. La plate-forme multipartite pour l'industrie verte, animée en coopération

L'ONUDI reconnaît depuis longtemps qu'il convient d'aborder les questions environnementales et les méthodologies de production propre d'une manière systématique. La promotion d'une utilisation rationnelle des ressources invite à adopter une approche et un processus décisionnel qui privilégient tant l'intérêt économique que la sauvegarde de l'environnement. L'utilisation plus rationnelle des ressources s'applique aussi bien au domaine de l'énergie, où elle contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre découlant de sa production et de son utilisation, qu'aux domaines de l'extraction et de la transformation des matériaux, du transport et de l'élimination des déchets. En aidant les économies à émettre moins de carbone, les stratégies énergétiques visant un développement industriel durable, notamment les stratégies d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, jouent un rôle décisif dans l'atténuation des changements climatiques.



avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), s'est élargie au cours de l'année et compte désormais plus de 200 membres. Les faits marquants de l'année comprennent le lancement en mai d'une section consacrée aux femmes dans l'industrie verte. Par ailleurs, la deuxième réunion du Comité technique d'experts de la Plate-forme s'est tenue à Vienne en juin et la deuxième réunion de son Conseil consultatif à New York en septembre.

L'ONUDI a dispensé avec succès trois formations sur l'industrie verte, à savoir un cours national pour les décideurs, en Chine, en mars; un cours régional à l'Université de Bahreïn à Manama, en juin, pour les pays arabes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, sur le thème de la transformation de l'industrie du futur; et un cours d'été, en juillet, sur les voies de l'industrie du futur, à l'Université d'Europe centrale à Budapest (Hongrie) (voir chapitre 4). Les publications de l'année comprenaient une série de rapports sur les moyens de rendre les chaînes de valeur industrielles plus respectueuses de l'environnement, et notamment les mesures à prendre pour améliorer l'empreinte écologique des secteurs de la transformation de la viande, des fruits et légumes et des boissons non alcoolisées.

Dans le cadre d'un programme visant à améliorer les performances écologiques des économies arménienne, azerbaïdjanaise, biélorussienne, géorgienne, moldave et ukrainienne, l'ONUDI collabore avec le PNUE, la Commission économique pour l'Europe et l'Organisation de coopération et de développement économiques.

La conférence inaugurale du programme PAGE s'est tenue aux Émirats arabes unis en mars, en présence de plus de 450 participants de 66 pays représentant des États, le secteur privé, la société civile et les organismes de développement. L'une des premières activités organisées par le partenariat a été un atelier national de mise en œuvre, organisé en mai en Mongolie, un des pays pilotes pour 2014 aux côtés du Burkina Faso, du Ghana, de Maurice, du Pérou et du Sénégal. L'atelier à Oulan-Bator a rassemblé plus de 100 participants pour

PARTENARIAT POUR L'ACTION EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE VERTE

Le Partenariat pour l'action en matière d'économie verte (PAGE), programme étalé sur sept ans et auquel participent plusieurs organismes, a été lancé en 2013 pour donner suite aux conclusions du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), intitulé "L'avenir que nous voulons". Les cinq organismes partenaires — à savoir le Programme des Nations Unies pour le développement, le PNUE, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, l'Organisation internationale du Travail et l'ONUDI — se sont associés pour proposer, dans le domaine de l'économie verte, une palette de services qui aideront 30 pays à transformer la structure de leurs économies nationales afin de répondre aux demandes et aux défis croissants du XXI^e siècle. Plus particulièrement, le programme PAGE permettra de mettre en place

faire le point des progrès accomplis à ce jour dans la mise en œuvre des activités du programme dans le pays et définir les actions futures à mener. Les premières missions conjointes des partenaires du PAGE, effectuées au Burkina Faso et au Sénégal en juin, ont été suivies d'un atelier national à Maurice, en juillet, et d'une mission de définition des tâches des partenaires. Au cours d'un atelier similaire au Ghana, en août, plus de 80 participants représentant des États, le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile se sont penchés sur les actions à entreprendre dans le cadre du programme pour aider la transition du pays vers une économie verte. L'ONUDI a lancé, dans les six pays pilotes, des évaluations de l'industrie verte qui serviront de point de départ à l'élaboration de politiques et de stratégies relatives à l'industrie verte.

L'ONUDI aide la Barbade à réaliser un certain nombre de ses priorités de développement, notamment la

un environnement favorable dans les pays participants, en recentrant les investissements et les politiques sur la création d'un nouveau type de ressources comme les technologies propres, des infrastructures économes en ressources, des écosystèmes performants, une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine de l'économie verte et une bonne gouvernance. En aidant ces pays à assurer la transformation inclusive et durable de leurs économies, il crée les conditions nécessaires à un accroissement de la prospérité et de l'équité et contribue à la préservation des ressources naturelles et à l'éradication de la pauvreté. Il s'emploiera pour cela à sensibiliser la société et à dispenser des formations spéciales, à encourager l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et à promouvoir le partage de connaissances et le dialogue politique.

mise en place d'une économie verte économe en ressources, dans le cadre du développement industriel inclusif et durable. Le projet proposera des solutions industrielles innovantes à faible émission de carbone pour répondre aux problèmes de développement durable qui touchent le pays ainsi que d'autres petits États insulaires en développement de la région caraïbe.

PRODUCTION PROPRE

Production propre et économe en ressources

L'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, l'Équateur, la Géorgie et la République dominicaine ont rejoint le programme pour une production propre et économe en ressources au cours de l'année, portant ainsi à 65 le nombre des pays participants. Ce programme conjoint du PNUE et



de l'ONUDI a été lancé en 2009 afin d'assurer une utilisation rationnelle des ressources et la performance environnementale des entreprises et des organisations par l'application plus large, efficace et mieux intégrée de méthodes, de techniques et de politiques de production propre et économe en ressources. Le Réseau mondial de production propre et économe en ressources (RECPnet) appuie l'adoption de méthodes, techniques et politiques de production propre et économe en ressources au travers de la gestion de connaissances, la promotion et le marquage. Au cours de l'année écoulée, l'ONUDI a organisé cinq réunions des sections régionales du Réseau, pour l'Afrique et pour les pays arabes, toutes deux tenues en Namibie en mai; pour l'Asie et le Pacifique, en Thaïlande, en mai; pour l'Europe orientale et l'Asie centrale, en Slovénie, en octobre; et pour l'Amérique latine et les Caraïbes au Pérou, en octobre. Le Gouvernement mauricien finance actuellement un programme du Réseau, qui aidera à améliorer la productivité des ressources et la performance environnementale des

petites et moyennes entreprises (PME) des États insulaires, et contribuera ainsi au développement industriel inclusif et durable. Au titre d'un accord relatif à un fonds d'affectation spéciale signé avec l'ONUDI en octobre, le nouveau projet visera les secteurs de la transformation alimentaire, du textile, de la chimie et de l'industrie légère. Ces secteurs ont été choisis en raison de leurs contributions actuelles et attendues à l'économie du pays et de leur potentiel de création d'emplois et de développement des PME, mais aussi en fonction d'autres facteurs, notamment leur empreinte écologique décevante au regard de l'utilisation des ressources et de la pollution.

Au cours de l'année, l'ONUDI a achevé des études nationales sur la prise en compte de l'égalité des sexes dans les activités de production propre et économe en ressources à Sri Lanka et en Ukraine. Une troisième étude est actuellement en préparation pour la Serbie, en collaboration avec le Centre national pour une production propre du pays. Au vu des études d'où ressortait la nécessité d'aborder ces sujets dans les centres, des coordonnateurs pour les

questions d'égalité entre les sexes ont été recrutés dans chaque centre, dont les agents ont en outre été formés. Dans le même temps, l'ONUDI a révisé les supports de formation à la production propre et économe en ressources et recueilli des données sur les femmes entrepreneuses. Suite à l'étude sur l'Ukraine, une conférence nationale consacrée aux femmes dans l'industrie se tiendra en 2015, en coopération avec la Société financière internationale.

Gestion des déchets

Ces trois dernières années, l'ONUDI a exécuté un projet en Guinée en faveur de l'inclusion socioéconomique des femmes et des jeunes, dans le cadre d'activités liées à la gestion des déchets. Ces activités concernaient notamment la collecte de déchets ménagers à Conakry et dans d'autres localités régionales, l'établissement de centres de recyclage communautaires pour les déchets plastiques et organiques et la formation à la gestion des déchets solides. Au cours de la première phase, le projet a permis de former 3 200 femmes et jeunes à la collecte et au recyclage de déchets solides et de mettre sur pied des centres communautaires de recyclage de ces déchets à Conakry, Kindia et Labé. Au cours de la deuxième phase, une formation est dispensée à 5 000 autres femmes et jeunes, ce qui devrait permettre à plus de 500 d'entre eux de créer des entreprises dans le domaine de la gestion des déchets.

Le flux des déchets d'équipements électriques et électroniques connaît une progression des plus rapides, sous l'effet de la croissance du marché des appareils électroniques et de l'augmentation du taux d'obsolescence de ces derniers. Au cours des 15 prochaines années, les déchets d'équipements électriques et électroniques mis au rebut par les pays en développement devraient doubler ceux produits par les pays industrialisés. Face à ce défi, l'ONUDI et Dell International LLC ont élaboré

ensemble un modèle de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ils s'attacheront d'abord à faire prendre conscience de la nécessité de gérer ces déchets de manière durable et à renforcer les capacités par le biais de la formation, avant d'aider à mettre en place les installations requises pour le traitement sans danger et écologiquement rationnel des déchets d'équipements électriques et électroniques dans les pays en développement, tout en encourageant la création d'infrastructures de recyclage locales (voir chapitre 2).

Au titre d'un partenariat avec Samsung Electronics, financé par des fonds supplémentaires alloués par la République de Corée par l'intermédiaire de l'Agence coréenne de coopération internationale, l'ONUDI exécute actuellement un projet visant à créer les emplois dont les jeunes travailleurs cambodgiens des secteurs de l'électronique et de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques ont tant besoin (voir chapitre 3). C'est là une première occasion pour l'ONUDI et Samsung de collaborer sur un projet qui contribuera de manière importante au développement industriel inclusif et durable. L'ONUDI collabore avec d'autres partenaires connus dans le domaine de la gestion des déchets, notamment World Loop, avec qui elle mène un projet sur les déchets d'équipements électriques et électroniques en Éthiopie, et l'Association internationale pour la gestion des déchets solides, qui intervient comme cochef de file du Partenariat mondial sur la gestion des déchets aux côtés du PNUE et de l'ONUDI.

Leasing chimique

Le chiffre d'affaires de l'industrie chimique mondiale est passé de 171 à plus de 4 mille milliards de dollars au cours des 45 dernières années. On estime que les cinq prochaines années, les pays en développement représenteront 31 % de la production et 33 % de la consommation de produits chimiques au niveau mondial. Dans le modèle d'activité du leasing



chimique, les entreprises paient pour les services assurés par les produits chimiques et non leur coût. En dissociant paiement et consommation, le leasing chimique encourage une meilleure gestion des produits chimiques et privilégie la création de valeur ajoutée au détriment de l'augmentation des ventes. L'entreprise qui fait appel au leasing chimique ou services de gestion de produits chimiques peut rationaliser ses stocks et réduire ses achats de produits chimiques. Lancé en 2004 avec l'appui des Gouvernements allemand, autrichien et suisse, le programme de leasing chimique de l'ONUDI couvre actuellement 15 pays.

Au cours de l'année écoulée, le programme s'est étoffé suite au lancement d'une nouvelle initiative de leasing chimique tournée vers l'agriculture (Chemical Leasing Goes Agro). Des études de cas tirées des secteurs agricoles serbe (maïs et blé) et sri-lankais (thé) ont reçu une mention spéciale à l'occasion de la cérémonie du Prix du leasing chimique de l'année, tenue à Vienne en décembre. Chaque année, des récompenses sont décernées dans diverses catégories à des entreprises ou à des individus intervenant dans le domaine du leasing chimique. Cette année, plus de 50 candidatures avaient été reçues de 20 pays, puis évaluées par des experts internationaux

de l'industrie, des milieux universitaires et du secteur public. Les lauréats étaient des entreprises brésilienne (nettoyage hôtelier) et colombienne (anticorrosion dans l'automobile), les centres nationaux pour une production propre nicaraguayen et serbe et des chercheurs néerlandais, serbes et britanniques.

La cérémonie a été précédée d'une conférence internationale sur la chimie durable et le leasing chimique, intitulée "Paving the way for inclusive and sustainable industrial development". Elle a marqué un tournant pour la réalisation de progrès dans ces deux domaines et a réaffirmé la pertinence d'une gestion durable des produits chimiques dans le programme de développement pour l'après-2015. L'ONUDI a en outre pu présenter son programme de leasing chimique au Forum européen d'Alpbach, pendant la séance consacrée à l'application du leasing chimique à la gestion de l'hygiène dans le secteur de la santé. Le Forum européen, basé en Autriche, existe depuis 1945 et rassemble plus de 3 000 personnalités politiques, décideurs, universitaires et étudiants d'une cinquantaine de pays pour débattre de nouvelles idées et solutions pour faire face aux problèmes mondiaux.

L'ONUDI élabore actuellement des programmes pilotes de leasing chimique

dans l'hôtellerie, où les services fournis seraient mesurés, par exemple, en nombre de chambres nettoyées ou en superficie désinfectée plutôt qu'en nombre de bouteilles de produits de nettoyage ou de désinfectants vendues. Une étude récente sur le leasing chimique appliqué au nettoyage souligne que ce domaine pourrait s'avérer particulièrement intéressant pour le secteur mondial du nettoyage industriel. Les études portent notamment sur un grand établissement hôtelier brésilien qui est parvenu à éviter l'émission de 10 000 kg d'équivalent CO₂ par an, à réduire son empreinte hydrique de 7 000 m³ par an et à abaisser son potentiel d'eutrophisation de 8 kg par an. L'étude de l'ONUDI montre que les entreprises qui consomment plus de 2,6 millions de tonnes de produits chimiques par an pourraient économiser jusqu'à 1,2 million de tonnes de solvants et produits de nettoyage.

Gestion de l'eau

Du fait de son expertise dans le domaine de la gestion de l'eau, l'ONUDI est un partenaire précieux du débat mondial sur l'accès à une eau potable, inscrit dans les objectifs de développement pour le Millénaire. Pendant l'année, elle a participé à des dialogues majeurs sur l'eau et la pollution de l'eau, notamment à la quarante et unième session du Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin, tenue en septembre, où elle a pris part aux groupes de travail sur la pollution et les microplastiques. Elle a en outre présenté un document sur l'élimination des déchets d'extraction minière dans l'océan.

En octobre, l'ONUDI a été chargée d'examiner des stratégies de santé publique relatives à l'extraction artisanale d'or à petite échelle, lors d'une réunion de groupe d'experts organisée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Le mois suivant, son engagement en faveur de la Convention de Minamata sur le mercure, signée

en 2013 et présentée en détail dans le *Rapport annuel* de l'année dernière, a été récompensé et l'Organisation s'est en effet vu remettre un certificat commémoratif, en reconnaissance de son appui au processus de ratification et à la mise en œuvre rapide de la Convention, pendant la sixième session du Comité de négociation intergouvernemental sur le mercure tenue à Bangkok.

L'engagement de l'ONUDI à l'égard de la Convention s'est poursuivi au cours de l'année écoulée. Lors de réunions

L'OR DE L'AMÉRIQUE LATINE

Le fleuve Puyango-Tumbes prend sa source dans le sud de l'Équateur et s'étire sur 210 kilomètres avant de se jeter dans l'océan Pacifique au nord du Pérou. Si l'activité minière dans le bassin et alentours existe depuis des siècles, l'extraction artisanale d'or à petite échelle a connu un réel essor au cours des 30 dernières années. Le mercure et les autres substances chimiques employées dans cette activité sont susceptibles de faire peser une menace tant sur la santé humaine que sur l'environnement. En 2012, l'ONUDI s'est lancée dans un projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial, visant à faire adopter des

L'OR DE L'AFRIQUE

L'or qui s'échangeait entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe il y a mille ans a fait et défait plus d'un empire africain avant le lent déclin, jusqu'à l'arrêt, de l'extraction d'or dans la région. Cette activité a repris à grande échelle dans les années 1980, en même temps que démarrait sérieusement l'extraction artisanale d'or à petite échelle. Si au Mali, troisième producteur d'or africain, on sait qu'environ un tiers des quantités d'or provient de l'extraction artisanale à petite échelle, au Burkina Faso et au Sénégal voisins, le secteur est prospère mais reste en grande partie

sous-régionales sur la Convention tenues en Asie et dans le Pacifique en février et en Afrique francophone en juillet, l'ONUDI a présenté les meilleures pratiques concernant les solutions de remplacement de l'amalgamation au mercure dans l'extraction artisanale d'or à petite échelle. De nouveaux projets lancés au cours de l'année étaient axés sur des activités de renforcement des capacités; il s'agit notamment de l'évaluation initiale et du plan d'action national au titre de la Convention de Minamata, en particulier

mesures qui devraient réduire au minimum les risques écologiques et sanitaires tout en augmentant la production d'or. L'ONUDI dispense des formations consacrées aux technologies plus performantes et aux meilleures pratiques pour diminuer l'utilisation et les émissions de mercure tout en augmentant le taux de récupération d'or et, par conséquent, les revenus. Le projet assure en outre la surveillance du bassin hydrographique pour évaluer l'impact environnemental. Des ateliers ont permis de sensibiliser les mineurs et leurs familles aux risques posés par l'utilisation du mercure dans les activités minières.

mal connu. Un projet de l'ONUDI, aujourd'hui dans sa deuxième année de mise en œuvre, aide les trois pays à évaluer l'importance de leurs activités respectives dans ce secteur, à élaborer des plans d'action nationaux et à adopter des procédés d'extraction plus propres et plus efficaces. À ce jour, les inventaires et les plans d'action nationaux sont presque achevés et le Burkina Faso et le Sénégal ont reçu du matériel et des technologies. Le projet aidera en outre les communautés minières locales à accéder aux marchés équitables de l'or.

LA MÉTHODOLOGIE TEST DE L'ONU DI

Si une eau polluée est impropre à la consommation, au bain et à l'utilisation dans l'industrie ou l'agriculture, une eau de qualité médiocre a quant à elle des incidences néfastes sur la santé humaine et animale, la production agricole et, en définitive, les revenus ruraux et la sécurité alimentaire. Cette situation représente un défi majeur tant pour les États que pour les organisations internationales et requiert une action concertée de la part de tous les acteurs.

Le transfert d'écotechnologies (TEST) au sein d'une entreprise aux niveaux des opérations, de la gestion et des stratégies a été appliqué avec succès dans 17 structures industrielles implantées le long du bassin du Danube. Plus récemment, il a été introduit avec tout autant de succès pour d'autres voies d'eau. En juillet, l'ONU DI a présenté sa méthodologie TEST, ainsi que des exemples pratiques de son application, à la XVI^e Réunion du Comité consultatif sur les grands écosystèmes marins et les partenaires côtiers, organisée par la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris.

Comme dans nombre d'autres pays à revenu intermédiaire, le tourisme est l'une des priorités

de développement économique au Monténégro. Située sur les rives du Tara, en amont des gorges du fleuve — deuxième canyon au monde par la taille et un des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO — la municipalité de Mojkovac dans le nord du pays est l'une de ses régions les plus pauvres. Le canyon et les parcs nationaux alentour pourraient attirer les touristes, pour peu que le problème de la pollution engendrée par les eaux usées municipales soit résolu. Pour éviter l'accumulation des boues biologiques dans la station d'épuration municipale, l'ONU DI a proposé un procédé écologique utilisant des lits filtrants de roseaux pour déshydrater et décomposer les boues, qui sera introduit à titre pilote à Mojkovac et accompagné d'une formation adéquate. Des systèmes similaires exploitant des végétaux aquatiques qui permettent à des bactéries, des champignons et des algues de digérer les eaux résiduaires et de nettoyer les eaux usées ont été mis à l'essai dans d'autres régions du globe. Les travaux de construction des zones humides nécessaires démarreront début 2015. Grâce à l'emploi de technologies de pointe pour le traitement écologique des eaux usées et la restauration des services écosystémiques, le projet contribuera à la sauvegarde de l'environnement ainsi qu'au

développement socioéconomique durable. L'ONU DI propose en outre d'appliquer la méthodologie TEST au canal de Port Milena, autre zone écologiquement menacée, qui était autrefois un lagon artificiel en parfait état et la première alevinière du sud de l'Adriatique, mais où se déversent aujourd'hui les eaux résiduaires. L'ONU DI élabore actuellement un plan stratégique en vue du nettoyage et de la réhabilitation écologique du canal.

Le lac artificiel Modrac, en Bosnie-Herzégovine, fournit de l'eau potable à la ville voisine de Tuzla. Construit en 1964, essentiellement à des fins industrielles, c'est aujourd'hui une aire de pêche et de loisir populaire en dépit de l'ampleur de la pollution, qui a récemment conduit à poser des panneaux d'avertissement aux baigneurs. Un projet de trois ans visant à identifier des solutions à long terme économiques, qui restent dans les limites du budget disponible, a été lancé en 2013. Après avoir déterminé les zones sensibles de pollution, l'ONU DI a proposé un ensemble de mesures de traitement écologique aux autorités locales et aux autres décideurs. Un orphelinat situé à Lukavac-Turija a été choisi comme site pilote idéal pour mettre à l'essai des technologies écologiquement rationnelles.



GRÂCE À UN BUDGET DE 100 000 EUROS, L'ONUDI AIDERA À CONSTRUIRE UNE ZONE HUMIDE POUR TRAITER LES EAUX USÉES DE L'ORPHELINAT SELO MIRA, EN BOSNIE-HERZÉGOVINE, RÉDUISANT AINSI DE 5,7 TONNES LA DEMANDE CHIMIQUE ANNUELLE D'OXYGÈNE DANS LE LAC MODRAC ET FOURNISSANT UNE EAU POTABLE PROPRE À LA MUNICIPALITÉ DE TUZLA.

pour le secteur de l'extraction artisanale d'or à petite échelle. L'ONUDI continue de jouer le rôle de cochef de file pour l'extraction d'or artisanale et à petite échelle dans le cadre du Partenariat mondial relatif au mercure. Elle préside en outre le sous-groupe sur cette thématique au sein du Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques. Des millions de femmes dans le monde interviennent dans l'extraction minière artisanale, ou sont directement touchées par cette activité. L'ONUDI a donc mis au point une série d'indicateurs et de données sur l'égalité des sexes dans son portefeuille consacré au mercure, en vue de suivre une approche systématique de cette question.

L'ONUDI a coopéré avec d'autres acteurs internationaux, notamment au titre d'une enquête sur la gestion de l'eau réalisée avec DNV GL Business Assurance, organisme de certification de premier plan et membre de la Plateforme ONUDI/PNUE pour l'industrie verte, qui aidera les PME des pays en développement à mesurer et à atténuer

l'empreinte hydrique de leurs biens et services. Dans le même temps, les grandes entreprises d'achat pourront tirer parti de chaînes d'approvisionnement plus inclusives et durables. En avril, l'ONUDI a signé un mémorandum d'accord avec Nomura Kohsan Co. Ltd., société privée japonaise intervenant dans le secteur de la gestion des déchets contenant du mercure (voir chapitre 2).

Articulé autour de trois composantes — politique, démonstration et réseau —, le programme SWITCH-Med financé par l'Union européenne a été conçu pour modifier les modes de production et de consommation de biens et services dans la région du sud de la Méditerranée. Les volets démonstration et réseau ont été lancés en février par l'ONUDI, en partenariat avec le PNUE et son Centre d'activités régionales pour la consommation et la production durables. À la première réunion du comité directeur, tenue à Bruxelles en juin, la portée et les activités du projet ont été examinées avec les principales parties prenantes des neuf pays concernés. L'ONUDI a achevé des

UN TOURISME RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Le secteur touristique est bien développé dans nombre de pays africains, tandis que d'autres gagnent progressivement en popularité comme destinations de vacances. Si les retombées économiques et sociales positives du tourisme sont indéniables, ses impacts environnementaux suscitent des préoccupations croissantes. Le projet de collaboration pour un tourisme durable (COAST), d'une durée de cinq ans, qui a entamé sa dernière année de mise en œuvre, vise à réduire les effets négatifs du tourisme sur les eaux côtières au Cameroun, en Gambie, au Ghana, au Kenya, au Mozambique, au Nigéria, en République-Unie de Tanzanie, au Sénégal et aux Seychelles. Avec le financement du FEM, le PNUE intervient comme agent de réalisation et l'ONUDI, en partenariat avec l'Organisation mondiale du tourisme, comme agent d'exécution. Le projet couvre trois grands domaines thématiques, à savoir les pratiques d'écotourisme, les systèmes de management environnemental et la gestion des loisirs sur les récifs ou en milieu marin. Il a mis en place des sites de démonstration parmi les huit pays participants ainsi que des activités régionales qui ont réuni les neuf pays participants lors de manifestations axées sur le renforcement des capacités et la sensibilisation. Il a également permis de démontrer que l'adoption de techniques et technologies de gestion propres dans l'hôtellerie africaine peut aider les établissements à acquérir un avantage comparatif tout en préservant l'environnement. Les activités de conservation visant à protéger les ressources naturelles créent des emplois et génèrent des revenus et, par conséquent, contribuent à réduire la pauvreté. En outre, les pratiques valorisant le patrimoine, la culture et les traditions attirent les touristes vers les zones côtières, tout en créant des niches de débouchés pour que les retombées du tourisme profitent aussi aux pauvres. Pour de plus amples informations sur les activités de l'ONUDI en faveur du secteur touristique, voir le chapitre 4.

missions de cadrage dans ces pays, où elle a identifié des fournisseurs locaux de services relatifs à l'utilisation rationnelle des ressources et à la production propre et recueilli les informations nécessaires à la définition des termes de référence du projet au niveau national. Les activités dans chacun des pays s'étaleront sur trois ans, à compter de 2015.

Au cours de l'année écoulée, l'ONUDI a participé à la mise sur pied d'un réseau de villes écologiques en Asie du Sud-Est. Grâce au financement du Gouvernement japonais, elle s'emploie aux côtés de cinq administrations municipales à promouvoir le concept d'écovilles et à en créer à Pingtan (Chine), Iskandar (Malaisie), Cebu (Philippines), Map Ta Phut (Thaïlande) et Da Nang (Viet Nam). Dans la première phase du projet, au terme d'un examen collégial, les villes sélectionnées ont défini des priorités pour la prochaine phase.

ACCÈS À UNE ÉNERGIE PROPRE

Énergie renouvelable

L'énergie durable, en particulier l'énergie renouvelable, est un prérequis au développement industriel inclusif et durable. Il va de soi que, sans énergie, l'industrialisation ne peut progresser et que sans source d'énergie renouvelable et fiable, elle ne peut s'inscrire dans la durée. Couvrant 40 pays, le portefeuille de l'ONUDI consacré à l'énergie renouvelable est financé à hauteur d'environ 110 millions de dollars, auxquels s'ajoute 510 millions de dollars au titre du cofinancement.

Les petits États insulaires en développement pourront bientôt tirer parti de débouchés dans le secteur de l'énergie durable ainsi que de la coopération régionale et du transfert de technologie et de connaissances Sud-Sud et Nord-Sud. En mars, l'ONUDI, le Gouvernement autrichien et l'Initiative de l'énergie durable des petits États

insulaires en développement ont signé un accord pour aider ces États, dans les Caraïbes, dans le Pacifique, en Afrique et dans l'océan Indien, à ouvrir des centres régionaux pour les énergies renouvelables. Le processus préparatoire complet comprenait des consultations avec les parties prenantes, ainsi que la mise au point d'évaluations de besoins et de documents de projets sur la structure technique et institutionnelle des centres. Le Centre de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique à Cabo Verde, soutenu par l'ONUDI, a été choisi comme centre d'excellence pour les petits États insulaires en développement africains. En outre, la création du Centre du Pacifique a été approuvée par les ministres de l'énergie et des transports du Pacifique lors d'une réunion régionale, tenue à Fidji, en avril, et celle du Centre des Caraïbes par le Conseil des ministres du commerce et du développement économique à sa trente-neuvième réunion, tenue au Guyana, en novembre (voir aussi le chapitre 2).

Au cours de l'année écoulée, un projet d'électrification rurale, au Sri Lanka, de démonstration d'un mini-réseau hybride conjuguant petite hydroélectricité et biogaz, est arrivé à terme. Installé dans l'un des derniers villages du pays sans

UNE HUILE D'OLIVE ÉCOLOGIQUE

L'Albanie est l'un des rares pays européens jouissant des conditions climatiques et géographiques idoines pour la production d'olives. Héritage d'une longue tradition, ses oliveraies couvrent aujourd'hui environ 8% des terres arables. Un projet de l'ONUDI lancé en octobre vise à introduire des technologies de pointe exploitant la biomasse dans le secteur albanais de l'huile d'olive, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'accroître l'indépendance énergétique et d'améliorer la compétitivité de l'économie nationale en s'appuyant sur un développement industriel à faible

accès à l'électricité, le petit système hydroélectrique a été transféré à la collectivité villageoise, dont les membres ont été formés à l'exploitation et à la maintenance, afin de satisfaire la demande d'électricité locale. Avec l'arrivée du réseau principal au village dans un avenir proche, le projet contribuera à illustrer en pratique comment deux systèmes — mini-réseau et réseau principal — peuvent cohabiter de manière complémentaire et permettre aux consommateurs de s'assurer une trajectoire de développement à faible émission de carbone grâce aux infrastructures d'énergie durable.

Près de 60% de la population des régions rurales du Bangladesh n'a pas accès à l'électricité. Un projet de l'ONUDI achevé à la fin de l'année a équipé de petites entreprises, des communautés villageoises et des cliniques en énergie solaire, source d'électricité propre, fiable et abordable, dans cinq régions cibles. Les recettes des microentreprises de services publics de fourniture d'énergie solaire couvriront la maintenance et l'exploitation des équipements et généreront un excédent suffisant, qui sera investi dans des activités concourant au bien-être de la communauté. Environ 1 500 personnes des cinq régions bénéficient des systèmes

émission de carbone. On estime que d'ici à son terme en 2018, le projet aura entraîné une diminution des émissions de 300 000-400 000 tonnes d'équivalent CO₂, au travers d'activités de démonstration et de reproduction du projet dans 15 entreprises cibles. Outre de nombreuses retombées écologiques, l'introduction de cette nouvelle technologie générera des emplois là où le chômage est endémique, en particulier chez les femmes. Les entreprises enregistreront quant à elles une baisse des coûts des procédés industriels, du chauffage et de l'eau chaude.



DU FAIT DES LONGUES HEURES D'ENSOLEILLEMENT DONT ILS JOUISSENT, NOMBRE DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT SE PRÊTENT À L'INSTALLATION DE SYSTÈMES SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES CAPABLES D'ALIMENTER ÉCLAIRAGES, ORDINATEURS, MATÉRIELS DE RÉFRIGÉRATION ÉCONOMES EN ÉNERGIE ET AUTRES APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS. L'ONUDI MÈNE ACTUELLEMENT DES PROJETS D'ÉNERGIE SOLAIRE DANS PLUSIEURS PAYS, DONT LA CÔTE D'IVOIRE, L'ÉGYPTE, FIDJI, LE PAKISTAN, LE TCHAD ET LE VANUATU.

qui ont été installés dans le cadre d'un projet de coopération Sud-Sud, mené sous les auspices du Centre de l'ONUDI pour la coopération industrielle Sud-Sud à New Delhi et fruit de la collaboration entre l'ONUDI et l'Institut de l'énergie et des ressources. Un nouveau projet en Égypte, axé sur l'utilisation de l'énergie solaire pour la production de chaleur industrielle, aide les entreprises du pays à améliorer leur efficacité énergétique, tout en créant un environnement de marché propice à la diffusion et à la production locale de systèmes solaires destinés aux applications industrielles.

Un projet en Ukraine aide les entreprises manufacturières énergivores, notamment les PME agroalimentaires, à renoncer aux sources d'énergie très émettrices au profit des énergies renouvelables à faible émission de carbone, ce qui leur permettra de devenir plus compétitives et de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Depuis son lancement en 2011, le projet s'est

attaché à renforcer les cadres législatifs et réglementaires relatifs à l'efficacité énergétique et à l'utilisation des sources d'énergie renouvelable, notamment à travers l'élaboration du Plan d'action national pour les énergies renouvelables, la mise au point de normes dans ce domaine et la diffusion de technologies de pointe dans le secteur agroalimentaire. À ce jour, l'ONUDI a mis en place des projets pilotes dans six entreprises, qui font appel à diverses applications telles que l'énergie solaire, la récupération de vapeur d'échappement à haute pression et le biodiesel. Elle a en outre mené des programmes de formation et organisé des voyages d'étude en Allemagne et en Autriche sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Un programme de formation destiné à 500 techniciens et cadres d'entreprises est sur le point d'être lancé et un cours universitaire sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique pour l'agroalimentaire est en préparation.

ÉNERGIE POUR TOUS EN RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Les mini-réseaux sont des systèmes autonomes de basse tension qui fournissent de l'électricité aux communautés par le biais d'un réseau de distribution local. Associés à des sources d'énergie renouvelable, ils peuvent contribuer à accroître l'accès à l'électricité sans nuire à l'environnement. Ils sont particulièrement utiles dans des pays tels que la République-Unie de Tanzanie, où seulement 7% de la population rurale a accès à l'électricité. Dans le cadre d'un projet de 13 millions de dollars financé par le FEM, l'ONUDI aide le pays à installer des mini-réseaux dans les zones privées d'électricité ou dont l'électricité provient aujourd'hui de groupes diesel gros émetteurs de gaz à effet de serre. Ce type de projets de mini-réseaux peut améliorer les moyens de subsistance des populations rurales et accélérer le développement durable. En mai, les producteurs potentiels ont été envoyés à Bandung, en Indonésie, pour suivre une formation de trois semaines sur la production de turbines et ont reçu les plans, dessins et licences nécessaires à la production de turbines à impulsions radiales de moins de 125 kW. Un centre technique pour la petite hydroélectricité, établi au sein de la Faculté des sciences de l'ingénieur et de la technologie de l'Université de Dar es-Salaam, au titre de la composante de renforcement des institutions du projet, a été inauguré en octobre. Désormais pleinement opérationnel, il jouera le rôle de guichet unique pour le développement de la petite hydroélectricité dans le pays et de centre d'excellence pour la région de l'Afrique de l'Est. À ce jour, le projet a aidé sept nouveaux mini-réseaux de diverses capacités, intégrant un éventail de modèles économiques à différentes étapes de la construction, de l'installation et de la mise en service.

En collaboration avec l'Institut de l'énergie et des ressources, l'ONUDI a mené un programme de perfectionnement sur l'énergie durable, à New Delhi en février, à l'intention de décideurs d'Afrique, d'Asie et du Pacifique et d'Europe et d'Asie centrale. Ce même mois, des doctorants de 10 pays ont participé à un cours consacré aux énergies renouvelables comme outils de développement durable des économies à faible revenu ou à revenu intermédiaire à l'université italienne Politecnico di Milano, un des établissements européens phare dans le domaine des sciences de l'ingénieur. Le cours examinait les différentes conditions nécessaires au bon déploiement des énergies renouvelables et les moyens de distribuer les ressources de manière plus équitable dans les régions en développement. Les participants se sont penchés sur l'accès à l'électricité par le biais de systèmes raccordés au réseau ou isolés, les applications des énergies renouvelables dans l'industrie, les modèles d'activités de production d'énergie distribuée et l'élaboration de politiques en faveur des solutions d'énergie durable.

Un atelier pratique organisé par l'ONUDI à Tujereng, en Gambie, en juillet, visait les femmes désireuses de travailler dans le domaine des énergies renouvelables. Les participants y ont été initiés, de manière pratique, aux concepts de base des systèmes électriques et ont appris à concevoir une petite unité domestique alimentée par le réseau, une source d'énergie alternative ou des énergies renouvelables. La deuxième partie de la formation était axée sur la conception, l'installation et la maintenance de systèmes d'énergie renouvelable. En août, l'ONUDI a coorganisé un séminaire régional sur le biogaz, avec le Centre international des énergies renouvelables à Foz do Iguaçu au Brésil. Dans le cadre d'un projet de transfert de technologie mené en collaboration avec la République de Corée, une étude de faisabilité technique et financière d'une installation de biogaz, utilisant sur site les déchets d'un abattoir,

a été réalisée au Ghana. La technologie et le plan de l'usine de démonstration de biogaz retenus ont également été approuvés.

L'ONUDI et le secrétariat de la Communauté d'Afrique de l'Est ont organisé, à Kampala, en Ouganda, en septembre, un atelier de renforcement des capacités dans les domaines de l'énergie durable et du changement climatique. L'atelier était financé par la Korea Energy Management Corporation, qui avait signé un mémorandum d'accord avec l'ONUDI en avril, traduisant l'engagement commun des deux organismes en faveur du développement industriel inclusif et durable. Il était axé sur les moyens de renforcer les capacités des entreprises et secteurs industriels locaux dans le domaine de l'énergie durable, en vue d'appuyer le futur Centre de l'Afrique de l'Est pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Le même mois, un nouveau portail de connaissances en ligne consacré à la petite hydroélectricité a été lancé, à l'initiative conjointe de l'ONUDI et du Centre international sur la petite hydroélectricité à Hangzhou, en Chine. Les deux organismes travaillent aux côtés des institutions nationales pour collecter les toutes dernières données sur cette thématique. Le portail, qui présente les meilleures pratiques des différentes régions, contient actuellement 20 aperçus régionaux et 149 rapports de pays.

En octobre, une conférence internationale organisée par l'ONUDI et le Gouvernement cubain a marqué l'aboutissement concluant d'un projet de 5,4 millions de dollars financé par le FEM, qui visait à réduire la dépendance du pays à l'égard des importations de combustibles fossiles en se tournant vers les énergies renouvelables. À cette occasion, l'ONUDI a présenté son nouveau rapport sur les énergies renouvelables, en particulier la gazéification de biomasse, au service du développement industriel inclusif et durable, intitulé *Renewable Energy for Inclusive and Sustainable Industrial Development: the Case of Biomass Gasification*. Le projet a contribué à réduire les émissions de gaz à effet de

serre sur l'Isla de la Juventud et posé les jalons en vue de la mise en place d'une politique rationnelle en matière d'énergie renouvelable, reproductible dans d'autres îles des Caraïbes. Des centrales solaires, éoliennes et de gazéification de biomasse établies par l'ONUDI ont démontré la viabilité de la production d'énergie renouvelable et une unité de gazéification de biomasse de 500 kW a été mise en service. Un nouveau fonds de gestion des risques et de réplique encourage les investissements privés dans les énergies renouvelables qui assureront la pérennité du projet. Le pays s'est fixé comme objectif de produire 24 % de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici à 2030.

En novembre, une réunion de groupe d'experts s'est tenue à Vienne pour examiner les principaux moyens par lesquels les services de normalisation et d'évaluation de la conformité pourraient appuyer l'adoption résolue des technologies d'énergie renouvelable tout en renforçant la confiance dans le marché. La réunion était axée sur deux grandes thématiques, à savoir la mise à niveau de ces technologies, en particulier la petite hydroélectricité, et les services de contrôle de la qualité. Le même mois, la Slovénie a accueilli un programme de formation de cadres, consacré aux solutions énergétiques durables, qui proposait un enseignement combinant des cours magistraux et des modules participatifs, complété par des visites guidées d'entreprises écologiques et de centres de recherche. Le programme était une initiative conjointe de l'ONUDI et du Centre pour la promotion des entreprises basé à Ljubljana.

Au Chili, un projet de promotion de l'investissement et de développement du marché du biogaz pour les agro-industries est entré en phase de mise en œuvre. Trois mini-réseaux solaires ont été livrés au Tchad et des études de faisabilité pour huit petites centrales hydroélectriques ont été réalisées en Zambie.

Plus des deux tiers de la population de Guinée-Bissau vit en dessous du seuil de pauvreté et n'a pas accès à l'électricité.



EN MARS, L'ONUDI A AIDÉ À ORGANISER UNE JOURNÉE PORTE OUVERTE SUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DE L'INDUSTRIE EN MALAISIE, QUI A ATTIRÉ PLUS DE 200 PARTICIPANTS. UN PROJET EN COURS DE L'ONUDI A ÉTÉ PRÉSENTÉ À CETTE OCCASION LORS D'UNE EXPOSITION SUR L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DU SECTEUR MANUFACTURIER DU PAYS ET LES BONS RÉSULTATS OBTENUS PAR LES USINES PARTICIPANTES.

Malgré son fort potentiel d'énergie renouvelable, le pays dépend des produits pétroliers pour satisfaire l'intégralité de ses besoins énergétiques. En octobre, le FEM a approuvé un projet de l'ONUDI visant à créer un environnement propice aux investissements dans les énergies renouvelables dans le secteur de l'électricité du pays. Le projet est actuellement mis en œuvre par l'ONUDI, en coopération avec le Centre de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il est cofinancé par la Banque africaine de développement, l'Union européenne et d'autres partenaires. Associant la démonstration de technologies, l'appui à l'élaboration de politiques et le renforcement des capacités, il s'attaque aux défis énergétiques du pays et l'aide à emprunter la voie d'un développement durable à faible émission de carbone. Son volet technologique prévoit des mini-réseaux hybrides photovoltaïques pour l'électrification rurale et les utilisations

productives et des systèmes autonomes photovoltaïques et de bioénergie pour les secteurs de la pêche et de la transformation des noix de cajou. Il comprend en outre la mise en place d'une centrale hydroélectrique de taille moyenne.

Utilisation rationnelle de l'énergie industrielle

L'amélioration de l'efficacité énergétique de l'industrie, indispensable au développement industriel durable, est l'une des mesures les plus économiques pour aider des pays soumis à des contraintes d'offre à satisfaire leur demande énergétique croissante et à rompre le lien entre croissance économique et dégradation de l'environnement. Le programme de l'ONUDI relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie industrielle s'articule autour de trois grands domaines thématiques,

à savoir l'élaboration de politiques et de normes d'efficacité énergétique; le renforcement des capacités et la sensibilisation; et la démonstration et la mise à niveau. L'ONUDI attache une importance particulière aux besoins d'efficacité énergétique des PME des économies en développement ou émergentes, pour les aider à améliorer leur croissance économique. Ainsi, un nouveau projet au Myanmar s'emploiera à réduire sensiblement les émissions de gaz à effet de serre en améliorant les cadres politiques, en renforçant les capacités institutionnelles et en mettant en œuvre des projets de gestion de l'énergie.

Le programme de l'ONUDI relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie industrielle compte actuellement environ 35 projets, dotés d'un budget de 105 millions de dollars, plus des engagements de cofinancement de plus de 660 millions de partenaires publics, de l'industrie et d'institutions de financement. Des projets d'efficacité énergétique sont en cours en Afrique du Sud, en Azerbaïdjan, au Burkina Faso, en Chine, en Colombie, en Équateur, en Égypte, en ex-République yougoslave de Macédoine, en Fédération de Russie, en Inde, en Indonésie, en Iran (République islamique d'), en Malaisie, aux Maldives, au Pakistan, aux Philippines, en République de Moldova, au Tchad, en Thaïlande, en Tunisie, en Turquie, en Ukraine et au Viet Nam. L'ONUDI a dispensé des formations poussées sur la mise en œuvre et l'optimisation des systèmes à plus de 800 consultants spécialisés en efficacité énergétique et aidé plus de 300 entreprises à mettre en place des projets de gestion de l'énergie et à mettre en application les tout derniers savoir-faire et pratiques en matière d'optimisation de systèmes. En avril, des décideurs et des professionnels de haut niveau spécialistes des systèmes de gestion de l'énergie et de la norme ISO 50001, venus du monde entier, ont participé à une réunion de groupe d'experts à Vienne consacrée aux cadres relatifs aux politiques et à l'évaluation de la conformité pour cette norme.

L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE DU SUD

Un projet de 7,5 millions d'euros en Afrique du Sud, financé par le Département sud-africain du commerce et de l'industrie, le Secrétariat d'État suisse à l'économie et le Ministère britannique du développement international, aide à améliorer l'efficacité énergétique et la compétitivité des industries du pays. L'objectif est d'accroître la sécurité énergétique, tout en s'assurant que la croissance du PIB du pays ne soit pas entravée par des pénuries d'énergie ou des hausses de prix. En particulier, ce projet lancé en 2010 pour une durée de cinq ans a aidé l'État à mettre à jour sa stratégie nationale d'efficacité énergétique, dans le cadre plus large de la politique industrielle nationale. Au terme de l'année 2014, les trois formations à l'intention des auditeurs principaux des normes nationales sud-africaines et ISO 50001, dispensées dans le cadre du projet, avaient permis la certification de 39 nouveaux auditeurs principaux, qui pourront désormais réaliser des audits de certification de la conformité dans des entreprises pilotes et d'autres grandes sociétés. Plus de 2 300 ingénieurs, techniciens et cadres ont participé à 150 ateliers de formation sur les systèmes de gestion de l'énergie et l'optimisation des systèmes énergétiques, qui ont débouché sur la qualification de 112 experts nationaux et la certification de 29 formateurs nationaux destinés à remplacer l'équipe internationale. Les cours ont obtenu la reconnaissance du Conseil de l'ingénierie de l'organisme sud-africain de formation professionnelle continue, qui a approuvé l'inscription au catalogue du Système de qualification national de deux qualifications professionnelles basées sur les six thématiques de cours du projet. L'aide apportée aux grandes entreprises a permis à 62 d'entre elles d'enregistrer une diminution de la consommation d'énergie, des coûts et des émissions de gaz à effet de serre; en outre, plus de 220 PME industrielles ont pu identifier et réaliser des économies d'énergie en vue de stimuler leur compétitivité.



L'INSTALLATION DE FOURNEAUX ÉCONOMES EN ÉNERGIE AU TCHAD APPORTERA AUX FEMMES LE CAPITAL PHYSIQUE, SOCIAL ET FINANCIER NÉCESSAIRE POUR SE PRENDRE EN CHARGE. L'AUTONOMISATION CONSTITUE L'OBJECTIF D'UNE FORMATION QUI PERMETTRA AUX FEMMES DE S'INTÉGRER ET DE PARTICIPER À DIFFÉRENTS NIVEAUX DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT.

Ils se sont notamment penchés sur les exigences et la mise en œuvre, la performance énergétique, la certification et l'accréditation ainsi que les politiques de soutien et les outils d'aide.

En mars, l'ONUUDI a aidé à organiser une journée porte ouverte sur l'efficacité énergétique à Kuala Lumpur, qui comprenait une exposition et un forum sur les moyens d'encourager la gestion de l'énergie dans le secteur manufacturier malaisien. Cette journée faisait suite à l'aboutissement concluant d'un projet dans le pays qui visait à améliorer l'efficacité énergétique de ce secteur par l'application des normes en matière de gestion de l'énergie et l'optimisation de systèmes.

Alors que le Tchad est relativement bien doté en énergies solaire et fossiles, le bois de chauffe représente toujours 94% de la consommation énergétique annuelle du pays, facteur qui contribue à la progression de la désertification. S'inspirant du succès d'un projet

similaire au Burkina Faso, l'ONUUDI a récemment lancé un nouveau projet financé par le FEM, visant à remplacer les fourneaux traditionnels énergivores au Tchad par 1 500 modèles économes en énergie, qui consomment 50 à 80% moins de bois. Le projet appuiera la fabrication locale de nouveaux fourneaux, qui seront progressivement introduits sur les marchés locaux. Il aura des retombées positives pour les brasseurs de bière et les vendeurs de viande grillée — des femmes pour la plupart —, dont la santé est mise à rude épreuve par les fourneaux traditionnels. Il contribuera en outre à leur faciliter l'accès aux microfinancements grâce à des mécanismes innovants et à des groupes d'entraide. La disponibilité de nouveaux fourneaux en grande quantité aidera à améliorer la santé et les moyens de subsistance des bénéficiaires, tout en réduisant les émissions de CO₂ de 12 162 tonnes par an, conformément aux objectifs environnementaux

nationaux, régionaux et mondiaux.

La constitution de regroupements productifs dans certaines zones garantira des profits collectifs, créera des liens entre les différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement, renforcera la performance commerciale des entreprises aidées et facilitera l'accès groupé au microcrédit.

Un projet financé par le FEM en Inde contribue à promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables au sein de 12 regroupements de micro-, petites et moyennes entreprises de cinq sous-secteurs énergivores. Lancé en 2011 pour une durée de cinq ans, il aide le Bureau indien de l'efficacité énergétique à renforcer les capacités des fournisseurs de produits économes en énergie ou exploitant les énergies renouvelables, des fournisseurs de services et des institutions de financement, afin d'accroître la demande de ce type de technologies et de pratiques et de consolider les cadres politiques, institutionnels et décisionnels. Au Viet Nam, l'ONUUDI agit en faveur de l'efficacité énergétique en encourageant l'optimisation des systèmes et l'adoption de normes de gestion de l'énergie. Au titre d'un projet de trois ans arrivant à terme en 2015, elle a formé 27 experts nationaux et 3 agents d'usines à des modules de systèmes de gestion de l'énergie et 24 experts nationaux à l'optimisation des systèmes de production de vapeur et d'air comprimé. En outre, 250 responsables de la gestion de l'énergie et agents de production de 143 entreprises et 29 consultants en énergie ont participé à un programme de formation d'experts en systèmes de gestion de l'énergie. À ce jour, 57 usines ont adopté des plans de gestion de l'énergie et réalisé des améliorations opérationnelles et 14 ont été certifiées ISO 50001.

Un projet de 8 millions de dollars en Fédération de Russie aide à diminuer les émissions de gaz à effet de serre. En collaboration avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'ONUUDI s'emploie à transformer le marché de l'efficacité énergétique industrielle par le biais

d'activités qui aideront à améliorer les performances énergétiques des industries lourdes, entraîneront des répercussions positives en termes d'utilisation rationnelle de l'énergie et d'avantages écologiques connexes et accroîtront les perspectives commerciales des emprunteurs industriels. Le projet, qui a entamé sa cinquième année de mise en œuvre, a mené à bien une formation sur les systèmes de gestion de l'énergie et l'optimisation des systèmes énergétiques présentant différents degrés de complexité. L'objectif est de mettre à niveau les compétences des professionnels nationaux concernant les systèmes de gestion de l'énergie et les autres meilleures pratiques disponibles en matière d'efficacité énergétique industrielle. Un programme de renforcement des capacités, portant sur ces systèmes et sur les politiques en faveur de l'efficacité énergétique, a été dispensé à 70 fonctionnaires et 115 représentants des organismes régionaux chargés de l'élaboration ou de la mise en œuvre des politiques énergétiques ou industrielles dans toutes les régions du pays. Plus de 25 000 participants ont suivi un séminaire national en ligne consacré à ces systèmes et à la norme ISO 50001.

Dans le cadre d'un projet similaire en Ukraine, financé en partie par le FEM, l'ONUUDI a aidé à introduire une norme nationale relative au management de l'énergie, qui peut s'appliquer aux entreprises de tous types et tailles, sans distinction des conditions géographiques, culturelles et sociales. Un projet en cours en Équateur a formé 48 fonctionnaires, 167 cadres d'entreprise et 226 agents aux principes de base des systèmes de gestion de l'énergie et dispensé une formation approfondie sur l'application des normes à 24 techniciens. L'ONUUDI a formé 83 vendeurs d'équipements à l'optimisation des systèmes à vapeur et à moteur; en outre, 324 agents du secteur privé ont acquis les compétences nécessaires à l'évaluation des systèmes consommateurs d'énergie et 55 techniciens sont désormais qualifiés pour la réalisation de diagnostics

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE EN ÉGYPTE

D'immenses possibilités d'économies d'énergie existent en Égypte, où l'industrie utilise 43% de l'énergie disponible et où la consommation énergétique est jusqu'à 50% supérieure à la moyenne mondiale. Dans le cadre d'un projet de 3,95 millions de dollars, financé par le FEM et lancé en 2012, l'ONUUDI s'attaque à ce problème de manière globale, en cherchant d'abord à faire évoluer les mentalités des décideurs et des cadres pour qui les mesures d'efficacité énergétique constituent un capital à haut risque, puis à réduire l'utilisation d'énergie dans les procédés industriels. Le projet vise à la fois l'offre et la demande en aidant à mettre en place des instruments d'intervention tournés vers le marché et en stimulant la création d'un marché pour les produits et services concourant à l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie. Il garantira ainsi la pérennité des progrès en matière d'efficacité énergétique au terme du projet en 2016. En septembre, l'ONUUDI a tenu des ateliers de sensibilisation destinés aux chefs d'entreprises et a finalisé un programme de formation à l'intention des agents de l'Organisme égyptien de normalisation. Elle a établi des points de référence pour les secteurs traditionnellement énergivores, tels que la production de ciment, d'engrais et de fer et d'acier, où l'introduction de systèmes de gestion de l'énergie dans 11 grandes usines devrait réduire la consommation énergétique de 15 à 20%. Elle a en outre dispensé une formation des formateurs sur les systèmes de gestion de l'énergie et la norme ISO 50001, mis en œuvre un programme de renforcement des capacités à l'intention de participants des secteurs public et privé et des milieux universitaires et formé 16 cadres d'usine.

énergétiques détaillés. L'Équateur a adopté l'ISO 50001 comme norme technique nationale et plusieurs entreprises sont en voie d'obtenir la certification ISO 50001.

ACCORDS MULTILATÉRAUX RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT

Protocole de Montréal

L'ONUUDI est à nouveau arrivée en tête du classement des agents de réalisation du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal pour l'année 2013. En 2014, le Comité exécutif du Fonds multilatéral a approuvé, pour un montant total de 28,5 millions de dollars, 57 projets dans 20 pays, qui seront mis en œuvre par l'ONUUDI. Ces projets englobent de nouvelles tranches des plans de gestion de l'élimination progressive des hydrochlorofluorocarbones en cours dans les secteurs de la climatisation, de la réfrigération et des mousses; de la préparation de la deuxième phase des plans; de l'élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone; de l'élimination progressive du bromure de méthyle dans l'agriculture; et des activités de renforcement institutionnel.

Hydrochlorofluorocarbones (HCFC)

Au titre d'un projet achevé au cours de l'année, le premier fabricant équatorien de réfrigérateurs et de congélateurs, Induglob S.A., a pu convertir sa ligne de production de mousses d'isolation à base de HCFC-141b au profit d'une technologie au cyclopentane et améliorer sa capacité de production et d'exportation. Le cyclopentane n'appauvrit pas la couche d'ozone et affiche un potentiel de réchauffement de la planète inférieur à 25. Les installations comprenaient des équipements de



L'ESSAI D'UNE TECHNOLOGIE AU CO₂ SUPERCRITIQUE POUR LES MOUSSES DE POLYURÉTHANE EN SPRAY A ÉTÉ RÉALISÉ AVEC LA PARTICIPATION DE FOURNISSEURS ET D'EXPERTS JAPONAIS, DANS LE CADRE D'UN PROJET AUX PHILIPPINES. C'ÉTAIT LA PREMIÈRE APPLICATION DE CETTE TECHNOLOGIE DANS UN PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

sécurité pour le stockage et l'utilisation du cyclopentane. Trois batteuses à mousse haute pression ont été installées, mises en service et démarrées sans l'arrêt de la production. Trois techniciens et six opérateurs ont été formés à l'exploitation et à la maintenance.

Un projet aux Philippines a permis au pays de respecter l'échéance du Protocole de Montréal pour l'élimination du HCFC-141b dans la fabrication des mousses, sans limiter la capacité du secteur à fournir les services nécessaires au marché. Tous les grands segments utilisant des batteuses à mousses fixes ont été convertis à l'utilisation d'agents gonflants de substitution. L'un des aspects innovants de ce projet résidait dans la stratégie employée pour identifier le produit gonflant de remplacement optimal pour la production de mousses en spray dans un pays au climat chaud et humide. Le projet, financé par le Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal et le Japon, a

conduit à l'élimination de 40 tonnes de potentiel de destruction de l'ozone et à une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 263 000 tonnes d'équivalent CO₂ par an.

La température en Gambie reste élevée une grande partie de l'année. Comme dans d'autres pays tropicaux, la réfrigération y est nécessaire pour préserver la qualité des produits alimentaires. Un nouveau projet vise à améliorer la performance des installations de réfrigération industrielle en supprimant les obstacles existants aux technologies de réfrigération écologiques. Il prévoit une politique nationale, les cadres réglementaires et juridiques en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique et l'introduction de réfrigérants naturels. Il abordera également la sécurité des agents qui travaillent dans les locaux techniques ou manipulent des réfrigérants et fournira un mécanisme financier d'appui à l'adoption de technologies innovantes.



AU MEXIQUE, DES PRODUCTEURS DE TOMATES, POIVRONS, CONCOMBRES, MELONS, FRAISES ET FRAMBOISES N'ONT PAS SUBI DE HAUSSE DES COÛTS DE PRODUCTION APRÈS AVOIR ADOPTÉ DES SOLUTIONS ALTERNATIVES À L'UTILISATION DE BROMURE DE MÉTHYLE POUR LA FUMIGATION DES SOLS. LE PROJET DE L'ONUDI A FAIT PARTICIPER UN GRAND NOMBRE DE FEMMES À DES ACTIVITÉS TELLES QUE LE GREFFAGE DE PLANTS.

Dans les pays arabes du Golfe, où les températures ambiantes sont encore plus élevées, il n'existe pas d'alternative immédiate aux HCFC. Les pays doivent s'acquitter de leurs obligations au titre du Protocole de Montréal, mais l'élimination progressive doit se poursuivre sans mettre en péril les niveaux de production et les parts de marché des entreprises. Le quatrième Symposium sur les réfrigérants alternatifs pour les pays à températures ambiantes élevées, organisé à Dubaï en septembre par le PNUE, l'ONUDI, le Ministère de l'environnement et de l'eau des Émirats arabes unis et d'autres partenaires, était consacré à l'installation, l'entretien et l'évaluation des risques des futurs frigorigènes.

La gestion et l'élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone est au cœur d'un projet exécuté en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et au Monténégro, portant sur le traitement des déchets dans un centre situé dans l'Union européenne, dans la mesure où aucun

des trois bénéficiaires ne dispose de centre d'élimination sur son territoire. Le projet mettra en place une méthodologie durable pour l'élimination des déchets de ces substances, afin d'harmoniser les pratiques des pays participants avec les réglementations en vigueur dans l'Union européenne. En outre, il démontrera la rentabilité et la viabilité de l'adoption d'une approche régionale, en particulier dans les pays à faible consommation, où les volumes collectés sont généralement insuffisants pour justifier la mise en place de centres d'élimination locaux.

Bromure de méthyle

Avant son élimination au titre du Protocole de Montréal, le bromure de méthyle était employé par les agriculteurs du monde entier contre les champignons, les nématodes et d'autres micro-organismes des sols et comme fumigant contre les ravageurs. Au Mexique, les producteurs de tomates,

de fraises et d'autres cultures ont pu le remplacer en recourant à d'autres solutions telles que le greffage de plants, la vaporisation, la vapeur et la lutte intégrée contre les ravageurs, la solarisation des sols et les substrats hors-sol. Des ateliers organisés dans certaines régions du pays ont présenté les différentes solutions possibles à 400 participants et des démonstrations pilotes ont montré comment ces solutions fonctionnaient sous diverses conditions climatiques. L'ONUDI a également organisé des voyages d'étude à l'étranger. Dans le cadre de ce même projet, le Mexique a éliminé la consommation résiduelle de bromure de méthyle comme fumigant, à l'issue de formations, d'ateliers et de démonstrations pratiques consacrés à l'application des traitements alternatifs. Le pays est ainsi parvenu à achever l'élimination du bromure de méthyle dans les délais, tandis que ses agriculteurs enregistraient une hausse des rendements et que les entreprises réduisaient leurs coûts d'exploitation grâce à l'adoption de méthodes écologiques plus durables.

Dans le cadre d'un projet similaire au Maroc, une formation aux méthodes écologiques durables et à la sécurité sanitaire des aliments a permis aux agriculteurs de proposer des produits de meilleure qualité sur les marchés internationaux. L'objectif était d'éliminer l'utilisation résiduelle de bromure de méthyle pour la fumigation des sols dans la culture de haricots verts et de cucurbitacées, famille de plantes comprenant les courges, les melons et les concombres. Une approche ascendante a permis aux agriculteurs — dont nombre sont des femmes — de s'assurer de la préservation de leurs intérêts et d'explorer des techniques de substitution, notamment les méthodes de compostage, de greffage de plants ou autres. En travaillant étroitement avec des institutions de recherche et des associations de producteurs, les agriculteurs ont pu échanger des connaissances sur la faisabilité technique et économique de différentes solutions durables possibles en horticulture. Le

projet a marqué l'aboutissement de l'élimination du bromure de méthyle au titre des obligations du Protocole de Montréal relatives à la protection de la couche d'ozone.

Convention de Stockholm

Au cours des 20 dernières années, l'ONUUDI a participé aux efforts mondiaux visant à atténuer la pollution chimique, en particulier les effets des polluants organiques persistants (POP) sur la santé humaine et l'environnement. La Convention de Stockholm, entrée en vigueur en 2004, a recensé 12 des produits chimiques les plus dangereux au monde, en se fondant sur leur persistance dans l'environnement, leur bioaccumulation et l'ampleur des dangers qu'ils posent loin de leur source. D'autres substances chimiques ont été ajoutées à la liste en 2009 et 2011. Chaque pays Partie à la Convention doit transmettre et tenir à jour un plan national de mise en œuvre et expliquer comment il entend s'acquitter de ses obligations au titre de la Convention. Depuis 2001, l'ONUUDI a aidé les pays à présenter leurs plans et à mener des activités de renforcement des capacités pour respecter leurs obligations. Elle participe actuellement à 54 projets de renforcement des capacités pour la révision et l'actualisation des plans.

Lors d'un forum mondial de trois jours, tenu à Vienne, en novembre, les participants de 50 pays ont eu l'occasion de se pencher sur leurs plans nationaux de mise en œuvre et de partager leurs expériences entre eux, mais aussi avec l'équipe d'évaluation de l'ONUUDI. Ils ont pu découvrir des approches concluantes pour l'élaboration des plans lors de plusieurs présentations et examiner les possibilités futures de coopération et de coordination, en particulier dans le cadre de mécanismes Sud-Sud.

Un certain nombre de projets ont été menés à terme avec succès au cours de l'année. Le plan national



UN PROJET VISANT À ÉLIMINER LES PCB EN EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE A CONTRIBUÉ À AMÉLIORER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DE L'ENTREPRISE RADE KONČAR, QUI ENCOURAGE ACTIVEMENT L'EMPLOI DE FEMMES QUALIFIÉES DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE.

de mise en œuvre de la Mongolie a progressé sur le volet de l'élimination des polychlorobiphényles (PCB), l'une des 12 substances initialement inscrites à la Convention de Stockholm en vue de leur élimination. Le plan initial, approuvé en 2008, relevait de sérieuses lacunes dans les pratiques actuelles en matière de gestion des déchets et soulignait la nécessité de consolider les institutions et les réglementations, renforcer les capacités et sensibiliser le grand public à la gestion des POP. Au titre d'un projet de deux ans lancé en 2012, l'ONUUDI a aidé le pays à réviser son plan national de mise en œuvre, avant qu'il ne soit présenté au Secrétariat de la Conférence des Parties. Elle étudie actuellement avec le pays des projets pour mettre en œuvre les priorités établies dans la version actualisée du plan.

Le Népal a ratifié la Convention de Stockholm en 2006 et transmis l'année suivante son plan national de mise en œuvre, qui accordait la plus haute

priorité à l'élimination sans danger des pesticides périmés constituant des POP et des PCB. Dans le cadre d'un projet lancé en 2008, l'ONUUDI a aidé à mettre en place les capacités institutionnelles dans le pays afin de s'attaquer au sujet de manière globale. Au terme du projet, toutes les sources de PCB recensées avaient subi une déchloration et les déchets avaient été éliminés. Plus de 400 personnes avaient été formées aux techniques d'élimination et aux questions connexes. Un changement de gouvernement a retardé la promulgation finale des réglementations, mais des directives techniques existent et sont en attente d'application. Des projets d'élimination du PCB en Bolivie (État plurinational de) et au Guatemala, dont le financement par le FEM a été approuvé, sont en préparation.

Un projet en Chine lancé en 2009 a éliminé sans danger 5 000 tonnes de pesticides constituant des POP et évité l'émission d'environ 3,25 g TEQ de dioxines. Les activités comprenaient

la mise à niveau de deux fours de cimenterie pour le traitement écologique de ces pesticides ainsi qu'une investigation et une évaluation techniques des nouvelles technologies mobiles d'élimination des POP. Doté d'un budget de près de 10 millions de dollars et financé par le FEM, c'est le plus grand projet de ce type. D'ici à la fin du projet en 2016, l'ONUUDI aura aidé à mettre en place un cadre juridique et réglementaire robuste pour la gestion et l'élimination écologiquement rationnelles des déchets de POP et à renforcer les capacités institutionnelles à tous les échelons. Le projet appuie également le traitement des déchets de pesticides constituant des POP et leur transport depuis les zones sensibles visées jusqu'aux nouveaux centres d'élimination des déchets.

Six pays asiatiques — Cambodge, Indonésie, Mongolie, Philippines, République démocratique populaire lao et Thaïlande — reçoivent actuellement une assistance technique de l'ONUUDI sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales applicables aux installations et chaudières industrielles utilisant des combustibles fossiles. Le projet de 4 millions de dollars, cofinancé par le FEM et les pays bénéficiaires, comprend l'élaboration de réglementations relatives aux chaudières,

des programmes de formation, la mise en place de cours sur les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales dans des universités pilotes et la réalisation d'un certain nombre d'études de pays. L'appui aux diverses activités de renforcement des capacités réglementaires et d'analyse sur les dioxines a été fourni par des laboratoires ou des organismes environnementaux au Japon, aux États-Unis d'Amérique et en Suède. Ce projet de cinq ans s'achèvera en 2015.

Trois projets régionaux portant sur les plans nationaux de mise en œuvre visent les pays africains les moins avancés du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Ces projets conjoints ONUUDI/PNUE aideront à créer un environnement propice à l'application des plans, par le biais de l'adoption ou la modification de réglementations, de politiques et de normes. Ils appliqueront les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales aux procédés industriels dans les secteurs du textile et du cuir, encourageront la gestion propre des déchets et achèveront l'élimination des utilisations agricoles des pesticides constituant des POP en leur substituant

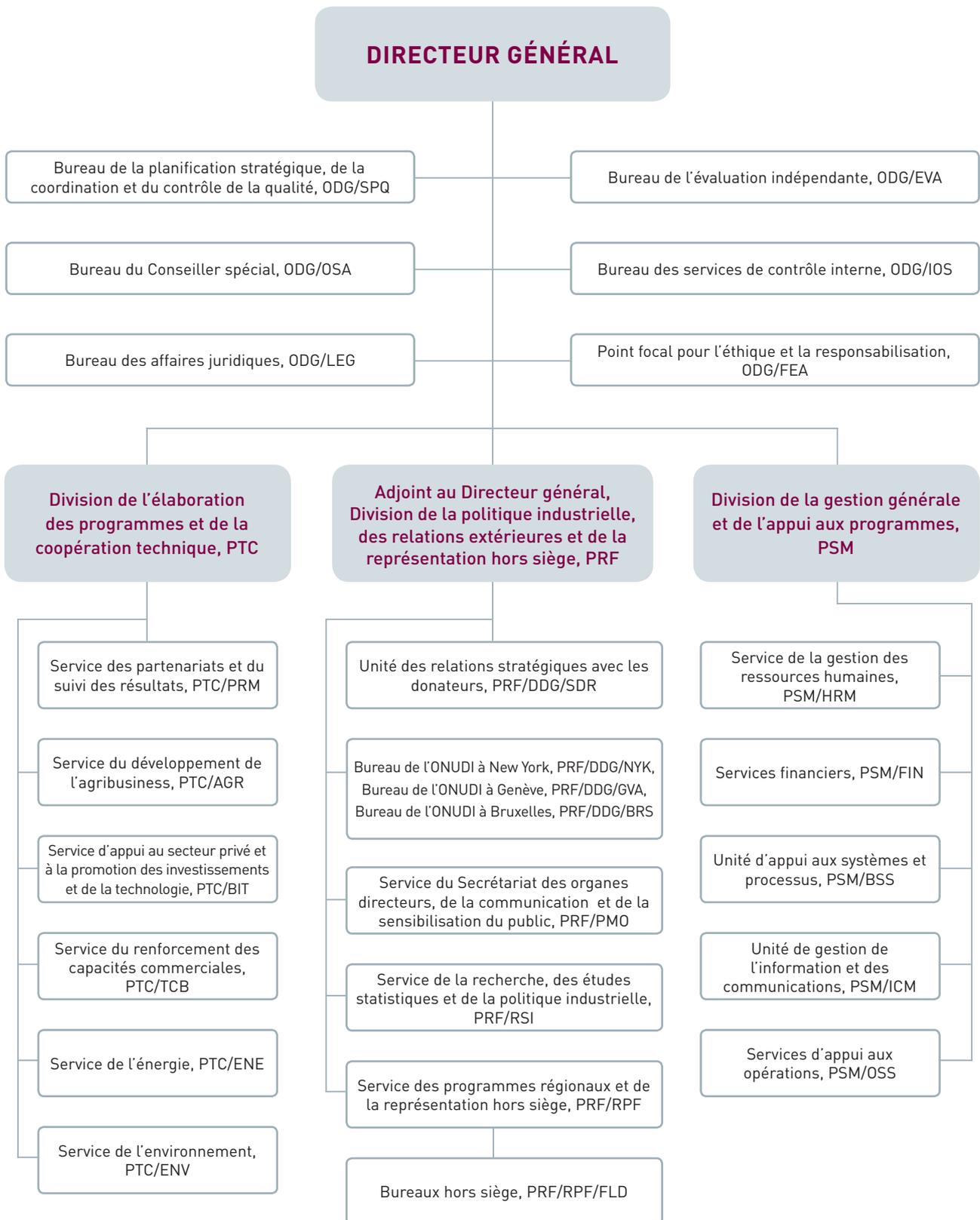
des biopesticides à base de plantes. La première phase comprenait un projet pilote sur la teinture et le finissage des textiles en Éthiopie. Le Soudan accueillera un projet pilote sur ces mêmes thématiques pour les cuirs. Un projet pilote de phytoréhabilitation des sites contaminés, utilisant la boîte à outils de l'ONUUDI, est en cours en République-Unie de Tanzanie. Un atelier de formation des experts locaux à l'investigation et à la gestion des sites pollués s'est tenu en mai sur le site pilote.

D'autres projets sont à divers stades de préparation. Un projet au Sénégal de 19 millions de dollars, récemment approuvé, entend diminuer les rejets de POP provenant des déchets dangereux ou municipaux, en renforçant les capacités des entreprises privées à pérenniser et à reproduire les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales. Un projet cofinancé en Chine vise à réduire de moitié l'utilisation de mercure dans la production de monomères de chlorure de vinyle d'ici à 2020. En outre, le FEM a approuvé le financement d'un projet régional en Amérique latine qui consolidera les initiatives nationales et la coopération régionale pour la gestion écologiquement rationnelle des POP présents dans les déchets d'équipements électroniques et électriques.

ABRÉVIATIONS

ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	ISID	Développement industriel inclusif et durable
AFRIMETS	Système intra-africain de métrologie	ISO	Organisation internationale de normalisation
ANOR	Agence des normes et de la qualité	MPME	Micro-, petites et moyennes entreprises
ASDI	Agence suédoise de coopération internationale au développement	NORAD	Agence norvégienne de coopération pour le développement
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	NU	Nations Unies
BPIT	Bureaux de promotion des investissements et de la technologie	OADIM	Organisation arabe pour le développement industriel et les ressources minières
BSTP	Bourses de sous-traitance et de partenariat	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	OCE	Organisation de coopération économique
CEI	Communauté d'États indépendants	OIT	Organisation internationale du Travail
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	OMS	Organisation mondiale de la Santé
CIV	Centre international de Vienne	OMT	Organisation mondiale du Travail
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	ONU DI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
COAST	Projet de collaboration pour un tourisme durable	ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	PACOM	Programme d'appui à l'amélioration de la compétitivité de l'économie camerounaise
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement	PAGE	Partenariat pour l'action en matière d'économie verte
HCFC	Hydrochlorofluorocarbone	PAM	Programme alimentaire mondial
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés		
IAF	International Accreditation Forum		

PCB	polychlorobiphényles	RECPNet	Réseau mondial de production propre et économe en ressources
PCP	Programme de partenariat entre pays	SECO	Secrétariat d'État suisse à l'économie
PEID	Petits États insulaires en développement	TEQ	Toxic equivalency
PMA	Pays les moins avancés	TEST	Transfert d'écotechnologies
PME	Petites et moyennes entreprises	UE	Union européenne
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement	UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
POP	Polluants organiques persistants	UNU-MERIT	Université des Nations Unies à Maastricht-Institut de recherche et de formation économiques sur l'innovation et la technologie
RECP	Production propre et économe en ressources		



“Le mandat qui consiste à promouvoir un développement industriel inclusif et durable revêt une importance réelle pour le continent africain, car il met l’accent sur la prospérité partagée entre hommes et femmes que crée le développement industriel, fruit d’une croissance économique et sociale plus large portée par un cadre écologiquement viable.” [Hailemariam Desalegn, Premier Ministre de l’Éthiopie, au Forum de l’ONUDI sur le développement industriel inclusif et durable, 4 novembre 2014.](#)

“Le renforcement du mandat international de l’ONUDI en faveur du développement industriel inclusif et durable nécessitera la participation de tous et bénéficiera à tous sans compromettre le bien-être des générations futures. La mise en œuvre de cette nouvelle approche devrait permettre, d’une part, de coordonner l’effort collectif de développement et les activités de coopération technique et, d’autre part, de stimuler le rôle des partenaires de développement locaux, régionaux et internationaux.” [Mahammed Dionne, Premier Ministre du Sénégal, au Forum de l’ONUDI sur le développement industriel inclusif et durable, 4 novembre 2014.](#)

“On associe souvent les activités industrielles à la pollution et à des conditions de travail difficiles, mais je pense que nous pouvons nous attaquer à ces problèmes en faisant de l’industrie un levier de dynamisme, de création d’emplois et de durabilité. Mobilisons-nous pour le développement industriel inclusif et durable en soi et dans le cadre d’un effort plus large pour protéger notre planète et toutes nos populations.” [Ban Ki-moon, Secrétaire général de l’ONU, au Forum de l’ONUDI sur le développement industriel inclusif et durable, 4 novembre 2014.](#)

“Il importe d’accélérer le développement industriel pour diversifier les économies, créer des emplois inclusifs et consolider les progrès réalisés dans les pays africains. Je suis convaincu qu’en mutualisant leurs compétences techniques et leurs ressources, le Groupe de la Banque mondiale et l’ONUDI aideront l’Éthiopie et le Sénégal à démontrer de manière concrète l’énorme potentiel des pays africains à s’industrialiser. J’attends par ailleurs avec intérêt de poursuivre et d’approfondir ma collaboration avec l’ONUDI.” [Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale, au Forum de l’ONUDI sur le développement industriel inclusif et durable, 4 novembre 2014.](#)



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Centre international de Vienne, B.P. 300, 1400 Vienne, Autriche
Téléphone: (+43-1) 26026-0 Courriel: unido@unido.org
Site Web: www.unido.org